N° 7. — Juillet 1925 Prix : 2 francs

La Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

DANS CE NUMÉRO :

Vive la République Rifaine !

par ROBERT LOUZON

Une Visite à l'Exposition des Arts Décoratifs

par LÉON CLÉMENT

Un cas de fraternisation : Mayence 1924

par UN TÉMOIN

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

LE "NOYAU"

Pierre Monatte, Alfred Rosmer, V. Delagarde, M. Chambelland, R. Louzon, A. Garnery, V. Godonnèche, Albin Villeval, Georges Airelle, J. Aufrère, D. Antonini, G. Lacoste, F. Charbit, L. Marzet, F. Richerand

Adresser toute la Correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à :

P. MONATTE

96, quai Jemmapes — PARIS-X^{e}

Chèque Postal : 734-99 Paris

Permanence : l'après-midi, de 3 à 7 heures

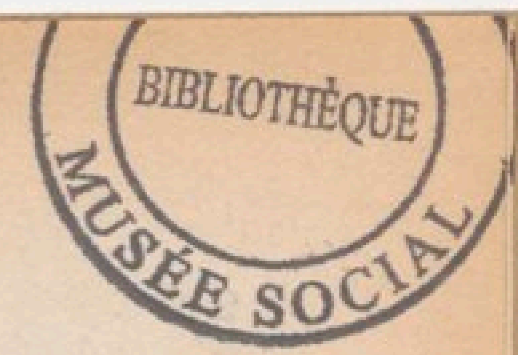
CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES		EXTÉRIEUR	
Six mois . . .	11 fr.	Six mois . . .	15 fr.
Un an	20 fr.	Un an	30 fr.

PRIX DU NUMÉRO :

France : 2 fr. — Extérieur : 2 fr. 50

SOMMAIRE du n° 7 (*Juillet 1925*)



LE MOUVEMENT NATIONAL DE L'AFRIQUE DU NORD

Vive la République Rifaine !

Painlevé a déclaré à plusieurs reprises que de l'issue de la guerre du Rif dépendait l'avenir de tout « notre empire de l'Afrique du Nord ».

C'est là une exagération évidente si on veut dire par là qu'il suffit qu'Abd el Krim se maintienne victorieusement au nord de l'Ouergha pour qu'un soulèvement général et immédiat éclate dans toute l'Afrique du Nord, mais ce qui est vrai c'est que la question du Rif est liée intimement à tout le problème de l'Afrique du Nord, qu'elle a une importance décisive pour ce récent mouvement qui a pris naissance en Tunisie et en Algérie à l'époque de la Révolution Jeune Turque, et qu'on désigne, bien à tort d'ailleurs, sous le nom de nationalisme indigène car il en est tout le contraire.

La France n'a pas colonisé pour civiliser.

En Algérie, en Tunisie, au Maroc, les Français s'installèrent avec leur civilisation : leurs routes et leurs chemins de fer, leurs banques et leurs usines, leurs charrues et leurs autos, leurs tribunaux et leur absinthe. Mais cette civilisation était pour eux, exclusivement pour eux, non pour leurs colonisés. Bien que l'occupation de l'Algérie soit déjà vieille de près d'un siècle, les indigènes continuent à vivre, sous la « protection française », de leur ancienne vie, aussi bien matériellement que socialement.

Pendant que le colon français fait débarrasser de sa terre le moindre restant de brousse, et laboure à la brabant, le cultivateur indigène continue à contourner les touffes de jujubier de son araire primitive; pendant que le jeune Français va dans les écoles construites pour lui apprendre les rudiments de la science, le fils du bourgeois arabe ne reçoit comme instruction que la lecture du Coran agrémentée de coups de bâton; pendant que le Français jouit de ce que notre société occidentale actuelle lui accorde de liberté et de garanties, l'indigène même riche est maintenu sans droits, soumis au seul bon plaisir de l'autorité.

Pas plus que les races ne se mélangèrent, pas plus dans leur ensemble les civilisations ne se pénétrèrent. Les indigènes ne ferrant pas le pied de leurs bêtes, la chaussée empierrée des routes les blesse; aussi ménage-t-on en Tunisie sur le bord des routes de larges pistes de terre, et pendant que le cheval du colon ou l'auto du commerçant européen circule sur la chaussée, le chameau ou l'âne de l'Arabe chemine à côté sur la piste. La route tunisienne est l'image de toute l'Afrique du Nord : deux civilisations cheminant côte à côte, mais chacune sur sa route.

C'est là une situation qui fut due longtemps, pour une part, à l'absence de tout désir chez l'indigène de se mêler à la civilisation occidentale. Cette civilisation qui avait fait irruption chez lui à coups de canon ne lui disait rien qui vaille. Sa première attitude à l'égard du conquérant fut de se replier sur lui-même; rester le plus étroitement attaché à ses coutumes et à sa civilisation traditionnelle, telle fut sa manière de protester contre la violence qui lui avait été faite.

Mais la non-pénétration de la civilisation occidentale dans le monde arabe fut surtout due à la volonté des « civilisateurs ». Bien entendu le capitalisme français n'était pas venu en Afrique pour civiliser, mais pour exploiter. Or, maintenir la population indigène dans son antique civilisation était pour lui le moyen de s'assurer les plus grands profits.

En Europe, il avait dû bon gré mal gré élever la situation matérielle et sociale de ses prolétaires parce que dans la période d'immense création technique qu'il parcourait, il lui fallait des ouvriers habiles, intelligents, créateurs, qualités incompatibles avec la condition d'esclave. Mais aux colonies, où il ne venait qu'apporter et non créer sa technique, tout ce qu'il demandait de la main-d'œuvre, c'était qu'elle fût le plus souple et le plus dépouvue de besoins possible, deux choses que l'ancienne civilisation, sa pauvreté matérielle et son arbitraire politique, lui garantissait mieux que tout autre.

Dès lors maintenir l'Islam dans l'Islam, conserver l'Arabe dans sa crasse physique et morale, tel fut le dernier mot de la politique de colonisation.

Quand, par extraordinaire, il s'élevait une voix pour réclamer une autre politique, une politique dite d' « assimilation », c'était un tolle général.

En Algérie, traiter quelqu'un d' « assimilateur » est la plus sanglante des injures; même le communisme n'a pas soulevé autant de haine que l' « assimilation ».

Les colonisateurs.

Le monde des colonisateurs, de ceux qui jouissent de la civilisation européenne, est formé de trois groupes principaux : les financiers, les colons et les fonctionnaires.





Le capitalisme financier.

Les financiers sont représentés en Afrique par tout ce que la métropole compte de mieux dans le genre. Haute Banque et Grande Industrie se disputent l'honneur de « mettre en valeur » les nouveaux territoires, lisez : extraire les bénéfices que peuvent procurer l'exploitation des richesses minières, la construction des ports et des voies ferrées, l'avance des fonds nécessaires au commerce.

Dans les grandes affaires d'Algérie et de Tunisie, tout l'armorial de la finance française figure. C'est le puissant *P.-L.-M.*, synthèse lui-même de la finance française, avec le juif Rotschild, le protestant Mallet et le très catholique de Vogüe, comprenant dans son sein à la fois les représentants de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* et ceux de l'*Union Parisienne*, comme aussi ceux des armateurs et des métallurgistes, — qui s'adjuge les lignes les plus productives de l'Algérie; tandis que la *Société de Construction des Batignolles* se réserve le réseau tunisien. C'est *Schneider*, le métallurgiste, qui s'empare du fer de l'Ouenza, tandis qu'*Hersent*, le grand maître des Travaux Publics depuis Suez, s'attribue Bizerte, port et ville, et cependant que le belge *Empain* installe ça et là ses tramways, le *Crédit Foncier de France* franchit la Méditerranée sous les espèces du *Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie.*

Mais c'est la Haute-Banque protestante avec *Mirabaud* (1) qui s'assure la plus belle part : elle se fait concéder les phosphates de Gafsa, le plus beau gisement du monde, — elle crée la *Compagnie Algérienne* qui devient rapidement le principal établissement de crédit de toute l'Afrique du Nord et elle participe largement à la *Société de Mokta el Hadid*, maîtresse de la plupart des gisements de fer d'Algérie et de Tunisie.

Au-dessous de ces dreadnoughts, un grand nombre de seigneurs de moindre importance, depuis *Félix Potin* ou la *Bénédictine de Fécamp* qui plantent des vignes, jusqu'au *Bon Marché* qui installe ses succursales.

Parmi ces représentants secondaires du capitalisme financier une place à part doit être réservee à deux groupes spéciaux : celui des parlementaires et celui des curés.

Le musulman de l'Afrique du Nord est extrêmement rebelle à la propagande chrétienne. Malgré la multitude de prêtres et de pères blancs qui encombrent la terre d'Afrique, le nombre des conversions y est à peu près nul. Aussi, il y a une cinquantaine d'années, un homme que tous ceux qui l'ont connu s'accordent à reconnaître comme un homme d'affaires de premier ordre, le cardinal Lavigerie, eut l'idée géniale d'employer ses missionnaires, non plus à évangéliser, mais à faire des affaires. C'était d'un rapport beaucoup plus certain. Depuis lors, l'Eglise d'Afrique est devenue une puissance temporelle de premier ordre. Elle plante des vignes, fabrique l'eau-de-vie, commerce avec les vins, achète des mines, spécule sur les terrains, commandite industriels et commerçants de toute espèce. Cela à tel point qu'à Tunis par exemple il est devenu difficile d'acheter un sac de chaux ou de ciment, ou quelques mètres de bois d'œuvre, ou de louer une maison, sans payer par là plus ou moins directement un tribut à l'Eglise.

L'autre groupe est formé des « grands » parlementaires. Opportunistes et radicaux se sont équitablement partagés le gâteau : tandis qu'on donnait au radical Mougeot les phosphates de Kalaa Djerda et au non moins « républicain » Chailley-Bert, ancien rapporteur du budget tunisien, les minerais de fer de Douaria, la plus grosse part des terres sialines était distribuée aux anciens ministres de Méline, Cochery et Boucher, à raison d'une trentaine de mille d'hectares pour chacun d'eux.

Au Maroc, le capitalisme financier, semblable dans ses caractères généraux, y présente cependant un caractère de plus.

Entre 1830 ou 1880 et 1910, le capitalisme a commencé à se transformer. La marche au monopole a progressé à pas de géants. Cela va influer sur le mode d'installation du capitalisme aux colonies. En Algérie et en Tunisie, vieilles colonies, tout le capitalisme financier est représenté, tous les différents groupes de la finance y sont installés sur un pied de sensible égalité; si certains sont mieux partagés que d'autres, aucun d'eux n'y a cependant une part tellement plus grande qu'on puisse dire de lui : c'est lui l'Algérie, c'est lui la Tunisie.

Il n'en est pas de même au Maroc. Au Maroc, comme en Indochine, tous deux tard venus à la colonisation, un groupe et un seul, s'y est taillé la part du lion. Ce groupe, bien entendu, ne possède pas absolument tout, mais comme il occupe les positions essentielles dans tous les domaines, toute l'activité économique est en fait sous sa dépendance; il est le véritable maître du pays. Au Maroc, ce groupe, est celui de la *Banque de Paris et des Pays-Bas.*

On a dénombré jusqu'à 25 Sociétés marocaines qui sont sous son contrôle, ou dans lesquelles elle possède au moins une grosse participation, et ce chiffre est très probablement inférieur à la vérité. Sa filiale principale est la *Compagnie Générale du Maroc,* qui a pour objet « toutes opérations de nature à favoriser le développement du Maroc ». Par celle-ci ou par ses autres filiales, la *Banque de Paris et des Pays-Bas* s'occupe de tout au Maroc, de chemins de fer, de construction de ports, d'aménagement de chutes d'eau, d'éclairage électrique, d'entreprises agricoles, de vente de terrains et de construction de maisons, d'abattoirs, de commerce du blé, de services d'autos-cars !

(1) Il est important de noter que la banque Guet et Cie, qui fournit en 1923 des armes à Abd el Krim pour chasser les Espagnols, appartient au groupe Mirabaud.

Le capitalisme industriel.

A côté du capitalisme financier figurent les capitalistes industriels. Ceux-ci sont essentiellement représentés par les colons. Bien que le colon, en effet, s'occupe d'agriculture et non d'industrie proprement dite, il présente tous les caractères du capitaliste industriel et non ceux du paysan.

Le sol de l'Afrique du Nord est d'une productivité sensiblement inférieure à celle du sol de France. Il en résulte que le cultivateur qui y travaillerait son champ avec la seule aide de sa famille ne pourrait jouir que de conditions de vie inférieures à celles dont il jouirait en France en travaillant dans de mêmes conditions. Les terres ne manquant pas encore en France, il n'y a donc aucune raison pour que, sauf sur quelques points privilégiés, le Français s'établisse en Afrique comme paysan cultivateur. En revanche il est plus facile en Afrique qu'en France d'établir des exploitations agricoles suffisamment importantes pour nécessiter l'emploi d'un assez grand nombre d'ouvriers, qui par la plus-value qu'ils produisent peuvent procurer à leur maître un niveau de vie plus élevé que celui du paysan de France. Si donc malgré tous les efforts de l'Administration et tout le battage de la propagande, il ne s'est pas constitué en Afrique une classe paysanne française, en revanche il s'y est formé une classe de capitalistes, tout à fait identiques à nos patrons industriels d'Europe, véritables chefs d'industrie, dirigeant eux-mêmes personnellement le travail, consacrant à l'amélioration ou à l'extension de leur exploitation la presque totalité de leurs capitaux, mais n'étant pas eux-mêmes à la pioche ou à la charrue, pas plus que le patron d'un atelier de mécanique n'est lui-même au tour.

Selon les régions, le caractère capitaliste du colon est plus ou moins accentué. En Algérie où nombre de tribus indigènes furent expropriées de leurs terres par la force, l'Etat put distribuer gratuitement les terres ainsi expropriées aux colons; le fait que ces concessions étaient gratuites conduisit à faire des lots très petits (on ne pouvait tout de même pas faire cadeau à un même individu de plusieurs centaines d'hectares), et cela permit également d'imposer aux donataires des obligations rigoureuses les empêchant au moins pendant longtemps de pouvoir vendre; en Tunise et au Maroc, au contraire, où l'Etat, du moins jusqu'à présent, dut acheter les terres qu'il voulait mettre à la disposition de la colonisation, celles-ci ne purent être données gratuitement aux colons; on les leur vendit à crédit, mais on les leur vendit; dès lors les lots purent être plus grands, et il fut moins commode d'empêcher les acheteurs de les revendre à leurs voisins. Il s'ensuit que la concentration est moins grande en Algérie qu'en Tunisie ou au Maroc. Chez les colons de ces deux derniers pays c'est le grand et même très grand capitalisme qui domine; en Algérie, au moins sur les Hauts-Plateaux, c'est plutôt le petit et le moyen.

Cette nuance économique a produit une différence de nuance politique. Le colon algérien est anticlérical (1), il est maçonnisant et radical; le colon tunisien ou marocain est au contraire calotin et réactionnaire. En Algérie, on transforme les églises en étables, tandis qu'en Tunisie on en construit chaque année de nouvelles. Mais cela n'entraîne point de différence dans la manière d'être du colon à l'égard de l'indigène : c'est chez tous le même mépris ou la même haine; et même, comme il arrive souvent, c'est le plus petit patron, en l'espèce l'Algérien, qui est le plus brutal.

Les fonctionnaires.

Le troisième élément important de la société française est formé par les fonctionnaires. La France a installé en Afrique toute son administration traditionnelle : préfets et sous-préfets (en Tunisie et au Maroc ils s'appellent contrôleurs adjoints), magistrats et percepteurs, instituteurs et postiers. En Algérie, la plupart de ces fonctionnaires sont nés en Algérie; en Tunisie et au Maroc, ils sont au contraire pour la plupart des Français de France, venus là pour voir du pays ou jouir d'émoluments supérieurs.

Leur mentalité est d'une importance primordiale, puisque si l'Etat français avait voulu amener à la civilisation française la population indigène, c'est par eux qu'il aurait agi.

Or, en règle générale, les fonctionnaires sont dans le Nord-Afrique des adversaires déterminés de l'indigène. Messieurs en faux-col, ils ont pour l'indigène le même mépris qu'ils avaient en France, il n'y a pas longtemps encore, pour l'ouvrier en casquette. Et comme l'indigène est à peu près totalement dépourvu de moyens de défense, leur mépris se manifeste ouvertement, voire même physiquement. Un camarade d'Alger me racontait qu'un de ses voisins indigènes (c'était avant Tours) lui dit un jour : « Vois-tu, nos plus grands ennemis à nous, Arabes, ce sont les socialistes ». Tête du camarade. Et l'autre d'expliquer : « Oui, le Français riche n'est pas très bon pour nous, il nous injurie ou nous frappe si nous ne travaillons pas assez, mais après tout, il nous donne quelque chose, il nous paye en salaire, tandis que le postier ou l'instituteur ne nous donne rien, et il nous traite pire que le patron. Or instituteurs et postiers se disent tous socialistes ». Cela est vrai. Le mépris du chargé de fonctions publiques pour le « sale bicot », le « tronc de figuier », ne manque pas une occasion de se manifester, surtout en Algérie, à cause de l'origine algérienne de la plupart des fonctionnaires. Et il se mani-

(1) Cela est peut-être dû également, pour une part, au fait qu'un grand nombre des républicains déportés en 1851 par l'Empire en Algérie s'y établirent définitivement après leur libération. Leurs descendants forment encore une part importante de la population algérienne.

feste pour rien, pour le plaisir, il n'a pas l'excuse de la brutalité du patron qui, elle, au moins, a pour but d'accroître la plus-value.

Cette mentalité se trouve même parmi ceux qui professent les opinions les plus avancées. Un instituteur algérien s'affirmant anarchiste se vantait un jour de n'avoir jamais aucun élève indigène dans sa classe, car s'il en venait par extraordinaire un, il le battait comme plâtre, jusqu'à ce qu'il ne revienne plus. Quant à la motion « esclavagiste » de Sidi-bel-Abbès qui devait être proposée au 4e Congrès de l'Internationale, elle n'était point le résultat d'une fantaisie individuelle, elle représentait très exactement l'état d'esprit des milieux fonctionnaires avancés d'Algérie. Elle avait d'ailleurs été rédigée par un professeur d'école primaire supérieure, qui est l'un des chefs les plus actifs du mouvement de revendication des fonctionnaires.

La société indigène.

Si on en excepte les Juifs (1), la population indigène de l'Afrique du Nord compte deux grands groupes, les Arabes et les Berbères. La population dite arabe est presqu'aussi purement autochtone que la population berbère, mais à la différence de celle-ci elle a été complètement arabisée lors de la conquête arabe : elle a reçu des conquérants non seulement la religion, mais aussi la langue. Les populations dites berbères sont au contraire celles des populations primitives qui comme les autres ont bien été converties à l'islamisme, mais qui, en revanche, ont gardé leur propre langue, la langue berbère qui n'a rien de commun avec la langue arabe.

Si ces Berbères n'ont été ainsi qu'à moitié arabisés, ils le doivent à ce qu'ils habitaient des régions montagneuses, difficilement pénétrables pour le conquérant. La différence entre Berbères et Arabes est donc celle entre gens de la montagne et gens de la plaine, différence profonde qui a engendré une organisation sociale très différente.

Les Arabes.

En Afrique, la plaine et le plateau, toujours plus ou moins arides, donnent naissance à l'économie de la steppe. L'Arabe fait parcourir à ses troupeaux des centaines de kilomètres, changeant de région avec les saisons, et même se déplaçant continuellement au cours d'une même saison, au fur et à mesure que le maigre pâturage qu'il trouve çà et là est consommé. Sur les terrains que sa tribu est habituée à parcourir ainsi et, qu'il considère dès lors comme sa propriété, il sème, à l'automne aux points les moins secs, le long des oueds ou dans les dépressions, quelques sacs de blé ou d'orge qu'il reviendra récolter, s'il a plu, l'été.

Aucune stabilité donc, ni dans le travail, ni dans la résidence. La vie dans ces conditions ne saurait dépendre de la bonne organisation du travail, mais uniquement de l'étendue et de la qualité des terrains de parcours auxquels on a accès. *Elle dépend donc avant tout de la conquête.* Conquérir, si on le peut, chez les autres, se défendre, en tous cas, contre la conquête du voisin, telle est la nécessité primordiale de la vie.

L'organisation sociale y est donc avant tout une organisation militaire. La tribu a, à sa tête, un chef muni de pleins pouvoirs, non point un chef d'apparat, mais un vrai chef, un chef militaire choisi avant tout pour ses mérites personnels, et auquel on obéit sans discuter, parce que c'est une nécessité à la guerre d'obéir sans discuter. Donc chez l'Arabe pouvoir personnel, pouvoir du plus brave à la guerre, chargé d'assurer la conquête ou la conservation de la terre; c'est le régime féodal dans toute sa pureté.

Ce régime, pour les raisons que nous avons dites, convenait remarquablement à l'Administration française, aussi celle-ci s'empressa-t-elle de le laisser subsister. Les guerres entre tribus, celles-ci d'ailleurs tendant à devenir plus ou moins sédentaires, ont disparu; le rôle pour lequel l'autorité avait été impartie au chef de tribu n'existe donc plus, mais on a néanmoins maintenu et même renforcé cette autorité. Cheikhs, caïds, aghas et bach-aghas subsistent, chacun continuant à jouir dans son ressort d'un pouvoir autocratique... avec l'investiture de l'autorité française. Les petits et grands seigneurs féodaux arabes ne tiennent plus maintenant leur pouvoir que de l'Etat français comme le seigneur du XVIIIe siècle ne tenait plus le sien que de l'autorité royale, mais ce pouvoir sur les administrés se maintient total. Féodalité dégénérée, mais féodalité tout de même. Loin de détruire la feodalité, les « civilisateurs » se sont contentés de la légaliser.

A côté du chef militaire, les sociétés féodales ont presque toujours possédé un autre pouvoir, dont l'autorité renforce et contrebalance à la fois l'autorité du chef militaire : c'est le chef religieux. La société arabe ne fait pas exception : en face du caïd, chef militaire, le marabout, chef religieux.

A l'égard du marabout, la politique du « pays des lumières » a été la même qu'à l'égard des caïds de grande tente. Loin de chercher à les détruire, la France n'a songé qu'à renforcer leur pouvoir. Le marabout est l'enfant chéri de l'Administration française. Elle protège toutes ses exactions (1), elle le voit avec la plus grande

(1) Pour ne pas donner à cet article des dimensions inacceptables, nous sommes obligé de laisser de côté, malgré leur importance, un grand nombre de questions. C'est ainsi que nous n'avons point parlé des Italiens et des Espagnols et que nous ne parlons point des Juifs, tous éléments ethniques dont le rôle est pourtant considérable en Afrique du Nord. Nous devons nous borner à l'essentiel du point de vue qui nous occupe.

(1) En Tunisie, le plus gros marabout est celui du Kef dont la richesse n'a d'égale que la brutalité. Maintes fois la presse arabe jeune-tunisienne a de-

complaisance s'enrichir des dépouilles de ses coreligionnaires; plus le nombre de zaouias (les couvents musulmans) augmente et plus elle se réjouit.

Marabouts et grands caïds sont les deux piliers de la domination de la démocratie française en Afrique.

Les Berbères.

Toute autre est l'organisation berbère. La société berbère est exactement le contraire de la société arabe; elle est l'inverse de la société féodale.

Protégé par ses montagnes, le Berbère n'a pas besoin d'une organisation militaire; à quelques hommes il tient facilement en respect une foule d'agresseurs (1). En revanche, il est souvent un véritable cultivateur, car souvent il a de l'eau. Les torrents qui, descendus dans la plaine, vont rapidement s'y convertir en oueds desséchés, ont dans ses montagnes de l'eau presque toute l'année. Cette eau est un trésor dont, avec de l'ingéniosité, on peut tirer parti. Le Berbère est donc amené à aménager le flanc de ses montagnes en terrasses et à y établir tout un système d'irrigation. Les jardins s'accrochent ainsi à la montagne, et malgré la pauvreté du sol un patient travail arrive à en tirer des produits réguliers, la plupart du temps insuffisants pour nourrir la famille du cultivateur toute l'année, mais qui n'en attachent pas moins celui-ci au sol, en raison même du travail qu'ils exigent. Le Berbère va compléter sa ration en allant travailler quelques mois à la ville ou dans la plaine, mais il revient toujours à son jardin chéri.

A cette société l'organisation de la plaine ne saurait convenir. N'ayant pas besoin de chefs, ils sont tous égaux. La société berbère est une démocratie, au plein sens du mot (2). « Le monde berbère, dit Renan, offre ce spectacle singulier d'un ordre social très réel, maintenu sans une ombre de gouvernement distinct du peuple lui-même. » C'est une « société où le peuple est tout et suffit à tout, où le gouvernement, la police, l'administration de la justice ne coûtent rien à la communauté » (3). Le seul organe du pouvoir chez les Berbères, c'est l'assemblée générale de tous les hommes majeurs, la *djemaa*, qui se réunit chaque semaine et décide de tout, confiant l'exécution de ses décisions à un *amin* constamment révocable, et qui ne peut prendre aucune décision sans elle.

Les Berbères occupent actuellement trois grands massifs montagneux dont chacun possède une individualité géographique marquée. Le groupe berbère le moins important, et chez lequel les caractères que nous venons de décrire sont les moins accusés, est celui qui occupe le massif de l'Aurès, dans le sud du département de Constantine; le plus important, et surtout le mieux connu, est formé par les Kabyles, qui occupent le massif du même nom, non loin de la côte, à l'est d'Alger; le troisième, enfin, est au Maroc : *c'est lui qui occupe le Rif.*

Cette société démocratique berbère s'est naturellement beaucoup moins bien accommodée du joug de la « démocratie » financière française que la population arabe proprement dite. Lorsque les chefs arabes eurent été vaincus, ils se soumirent définitivement, trop heureux de se voir confirmés dans leurs privilèges, et eux soumis, leurs troupes ne pouvaient également que rester soumises. Depuis la défaite d'Abd el Khader, chef arabe pur, grand chef de plaine, la plaine arabe n'a plus connu de soulèvements dignes d'être notés. Chez les Berbères, au contraire, on ne pouvait acheter les chefs, puisqu'il n'y avait pas de chefs. Aussi la montagne berbère continua-t-elle à lever à chaque occasion favorable l'étendard de la révolte : le grand soulèvement qui suivit la guerre de 1870 fut un soulèvement purement berbère, limité aux massifs de la Kabylie et de l'Aurès. Et pendant la dernière guerre, ce fut dans l'Aurès également que se produisit le seul soulèvement important d'Algérie, soulèvement qui débuta par le meurtre d'un sous-préfet et d'un administrateur et exigea en 1917 l'enlèvement du front français pendant près de six mois de toute une brigade d'infanterie.

La transformation.

Mais deux civilisations ne peuvent indéfiniment cheminer côte à côte sans qu'il ne se produise entre elles des frottements qui amènent peu à peu une pénétration de l'une dans l'autre. Malgré la réserve montrée par la population musulmane vaincue à l'égard de la civilisation de l'Infidèle victorieux, et malgré les efforts du colonisateur pour que le colonisé ne s'initie pas à sa civilisation, ce dernier s'est réveillé un jour tout imprégné des idées occidentales.

Les agents de la transformation.

Les deux premiers éléments de la population qui furent ainsi transformés furent les « intellectuels » et le prolétariat.

Malgré tout le désir qu'elle en avait, il n'était pas possible à l'autorité française d'interdire complètement l'accès de l'enseignement moyen et supérieur à la population indigène. On mit à cet accès toutes les entraves possibles, mais on

---

mandé qu'on réprime ses crimes; toujours l'autorité française a fait la sourde oreille. Les Jeunes Tunisiens ont également maintes fois protesté contre les scandales des zaouias et dénoncé la besogne d'abrutissement à laquelle se livrent les congrégations musulmanes : le Résident général y a répondu en se faisant recevoir en grande pompe par les plus fanatiques de ces congrégations.

(1) Le Berbère se bat cependant souvent, mais c'est uniquement « pour l'honneur », non pour la conquête. Les guerres berbères, dit Renan, ne sont que des « duels ». Une fois l'honneur satisfait, chaque village retourne chez lui. Dans ces conditions, une organisation militaire est évidemment inutile.

(2) Il est entendu que tout ceci ne s'applique qu'aux Berbères montagnards. Les tribus qui ont gardé la langue berbère parce que protégées par d'autres obstacles que la montagne, tels les Touareg du Sahara, ont une toute autre organisation sociale.

(3) Ernest Renan : *La Société berbère.* (« Revue des Deux-Mondes », 1873.)

ne put l'empêcher totalement. Quelques Arabes, fort peu nombreux d'ailleurs, parvinrent donc à devenir avocats, médecins, professeurs.

On ne pouvait non plus interdire complètement aux indigènes l'accès des administrations publiques, au moins dans les postes subalternes. Il se créa ainsi avec les fonctionnaires une seconde catégorie d'intellectuels indigènes, celle-ci relativement plus nombreuse, en Tunisie surtout. Ces deux éléments, le premier, plus libre, formant la pointe de choc, le second fournissant la masse, allaient constituer le premier échelon de la pénétration de l'Occident dans la société indigène.

Le second échelon fut le prolétariat, Les colonisateurs avaient besoin de main-d'œuvre. La main-d'œuvre européenne, italienne, espagnole, maltaise fut employée de préférence, mais elle était insuffisante, on dut donc également s'adresser à la main d'œuvre indigène, d'où la création d'un prolétariat indigène, salarié, travaillant avec les mêmes outils et aux mêmes travaux que le prolétariat d'Europe, et se trouvant par rapport au patronat dans les mêmes rapports juridiques que celui-là.

Les plus importantes agglomérations prolétariennes se trouvent dans les exploitations minières. Mais il s'y manifeste le même phénomène que celui qu'on observe en France dans des conditions analogues. De même que certaines grandes entreprises métallurgiques françaises, dont le Creusot est le type, la mine tunisienne est située en plein bled, sans aucun contact avec d'autres entreprises. Une telle exploitation prend alors rapidement le caractère d'un véritable fief féodal, où la Compagnie est maîtresse de tout, et autour duquel elle élève une véritable muraille de Chine qui arrête tous les bruits du dehors. Dès lors, bien que massé, le le prolétariat s'y trouve en fait isolé, et il en résulte que, aussi bien en Afrique qu'en Europe, il y est capable de sursauts de colère et de révolte, mais qu'il ne parvient point à y créer des mouvements profonds et durables. Le prolétariat minier n'a donc joué à peu près aucun rôle dans le réveil du Nord-Afrique.

Il n'en est pas de même pour le prolétariat indigène des villes. Se trouvant dans des conditions générales presque rigoureusement identiques à celles de l'ouvrier des villes européennes, l'ouvrier indigène de la ville a acquis, ou tout au moins est en passe d'acquérir, une mentalité presque identique à celle de l'ouvrier des villes de France. De même que pour effectuer le travail qu'on exige de lui il a dû abandonner l'ample gandourah, pour adopter des vêtements ajustés à la mode européenne, de même il doit abandonner chaque jour un peu plus de sa mentalité de nomade et de pasteur pour acquérir celle qu'enfante la production industrielle.

Tel est le second mode de pénétration de la civilisation occidentale. Celui-ci n'a commencé à se manifester que postérieurement au premier, mais c'est sans aucun doute lui qui a l'avenir le plus grand.

La nature du "nationalisme indigène".

La population indigène se trouvant ainsi soumise dans ses éléments les plus importants à l'influence de la civilisation occidentale, mais d'autre part sa situation politique et juridique restant la même, il se produisit ce qui se produit toujours en pareil cas, lorsque la superstructure politico-juridique ne cadre plus avec l'infrastructure économique : un vaste mouvement prit naissance pour mettre d'accord celle-là avec celle-ci. C'est ce mouvement qu'on appelle du nom impropre de *nationalisme indigène*.

Le terme de nationalisme indigène ne serait exact que pour un mouvement qui se donnerait pour but de restaurer dans son intégralité le vieil ordre national indigène. Or il s'agit de tout le contraire. La vieille société indigène, il n'y a pas à la restaurer, elle subsiste encore dans tous ses traits essentiels, grâce aux bons soins dont l'entoure l'Etat français. Les revendications des soi-disant nationalistes sont, tout au contraire, des revendications d'occidentalisme, des revendications empruntées directement aux revendications traditionnelles des peuples européens.

Ce n'est pas la revendication du droit à la vieille civilisation nationale, c'est la revendication du droit à une civilisation étrangère, à la civilisation européenne.

C'est donc en ce sens beaucoup plutôt un mouvement anti-national qu'un mouvement national. Aussi tout ce qui représente encore dans la population indigène l'esprit conservateur, islamique, tout ce qu'il y a de Vieux Turbans, de marabouts, de Cheikhs-ul-islam et de Grands Caids, est *contre* le mouvement national, et *avec* le gouvernement français. C'est là ce que l'histoire du mouvement nous montrera plus précisément.

Brève histoire du mouvement.

Les causes du mouvement, ainsi que nous l'avons montré, sont dues à la situation même du pays, elles sont la conséquence nécessaire, bien qu'involontaire, de la colonisation. Mais, ainsi qu'il arrive souvent, il a fallu une étincelle extérieure pour que le mouvement se déclanche. Cette étincelle fut la Révolution Jeune Turque de 1908. Le renversement du régime hamidien, le remplacement des Vieux Turbans par des hommes qui s'intitulaient eux-mêmes des hommes d'Union et de Progrès, les grandes réformes non seulement politiques mais sociales qui l'accompagnèrent. et dont la plus importante fut peut-être l'abandon du voile par les femmes de Constantinople, créèrent un point de ralliement pour toutes les forces progressives qui couvaient silencieusement jusque-là dans l'Islam; elles lui donnèrent l'occasion de se manifester publiquement, et de prendre ainsi conscience d'elles-mêmes .

En Tunisie le leader du mouvement fut un jeune avocat musulman, Bach-Hamba. Il fonde

quelques années avant la guerre un journal de langue française; son programme est : droits politiques et instruction du peuple.

Vers la même époque, une sorte de protestantisme musulman prend naissance. Taalbi écrit l'*Esprit Libéral du Coran*, où il se prononce pour la suppression des Congrégations, l'émancipation de la femme, la fraternisation avec le Juif et le Chrétien.

Après la guerre, le mouvement s'amplifie. Il se concentre autour d'une revendication unique : l'octroi d'une Constitution; autrement dit la suppression du régime de décrets-lois auquel est soumis depuis quarante ans la Tunisie, et son remplacement par un régime constitutionnel où la loi serait faite par une assemblée élue, composée pour moitié de représentants de la colonie française et pour moitié de représentants de la population indigène. Afin de soutenir cette revendication, un parti régulier fut fondé, le Parti Libéral Constitutionnel, ou du *Destour*, selon le mot arabe qui signifie Constitution. Ce parti compte actuellement plusieurs dizaines de milliers de membres. La presque totalité de la presse arabe y appartient. Et on peut dire sans exagération qu'il a derrière lui la totalité de la population arabe des villes, et une grande partie de celle de la campagne.

Cette année, une nouvelle forme du mouvement s'est manifestée avec l'entrée en scène du prolétariat indigène revendiquant le droit syndical, avec liberté de s'organiser comme il l'entend, liberté de nommer ses coreligionnaires aux bureaux de ses organisations.

En Algérie, les revendications « nationalistes » ont un caractère encore moins national si possible : les « nationalistes » algériens, avec à leur tête l'Emir Khaled, réclament tout simplement d'être... citoyens français, c'est-à-dire de ne plus être soumis à cet immonde régime d'arbitraire administratif que Pera a décrit en détail dans le dernier numéro de la *Révolution Prolétarienne*, et à être représentés, comme les autres citoyens, dans les assemblées locales et au parlement français.

Au Maroc, le mouvement a un caractère sensiblement différent. Dans ce pays, soumis à un régime d'autocratie militaire absolue, aucune agitation politique, si faible soit-elle, ne peut se donner cours.

Les Marocains n'en sont pas moins le peuple élu de l'Afrique du Nord. Le fameux proverbe que « le Tunisien est une femme, l'Algérien un homme, et le Marocain un lion » a une portée qui dépasse de beaucoup le domaine de la guerre. A la fois intelligent et travailleur, le Marocain est, plus que tout autre, apte à la civilisation occidentale. Ne pouvant tourner son activité vers l'obtention des libertés politiques, il l'a employée à conquérir l'économie.

Le Marocain, le Marocain musulman, est devenu grand commerçant. Il a envoyé quelques-uns des siens fonder des maisons à Liverpool, à Londres, à Hambourg, ce qui lui permet de disposer de toute une organisation commerciale internationale, reliée à Casablanca et à Rabat. Alors qu'en Algérie ou en Tunisie le capitalisme indigène n'est encore que fort peu de chose, il est au Maroc une puissance.

De cette puissance, le Marocain se rend compte. Aussi est-ce avec une tranquille certitude que ces grands commerçants indigènes confient à ceux à qui ils savent pouvoir se confier que la France devra à bref délai évacuer le Maroc. C'est là d'ailleurs également l'avis de ceux parmi les Français qui sont là-bas qui savent voir, en particulier celui, paraît-il, de Lyautey.

La réaction de « la France » et sa conséquence.

Contre d'aussi insolentes prétentions à devenir des civilisés, l'Etat français a bien entendu, réagi avec toutes ses forces. C'est par la violence qu'on répondit aux demandes des Jeunes Tunisiens et des Jeunes Algériens.

A Bach-Hamba et à ses amis qui réclamaient l'instruction obligatoire, on répondit par l'état de siège (il devait durer près de dix ans), par l'exil et par la déportation. Bach-Hamba dut fuire en Turquie, pendant que ses collaborateurs étaient administrativement condamnés à la déportation dans les îles du Sud-Tunisien ; on laissait condamner l'auteur du *Coran Libéral* à mort pour blasphème par un tribunal religieux, et si tout de même on n'osait point laisser exécuter la sentence, on s'arrangeait pour que le « blasphémateur » doive prendre lui aussi la route de l'exil; pour apprendre au parti Destour à réclamer une Constitution, au nom des Droits de l'Homme on a supprimé il y a trois ans toute liberté à la presse arabe en soumettant ses journaux au régime de l'autorisation préalable; et enfin pour apprendre aux ouvriers tunisiens à réclamer le droit syndical, on commença par les fusiller à Bizerte, puis à emprisonner leurs secrétaires syndicaux sous l'inculpation de complot contre la sûreté de l'Etat, ce qui est la forme moderne de la lettre de cachet, en Tunisie comme en France. Voici bientôt six mois qu'ils sont détenus.

En Algérie, on obligea à l'exil, sous la menace de l'internement, l'Emir Khaled pour menées anti-françaises, parce qu'ayant réclamé ... le droit d'être citoyen français !

Alors il se produisit ce qui, immanquablement dans ces conditions, devait se produire, ce qui à peu près en même temps, sous l'empire des mêmes conditions, à plusieurs dizaines de milliers de kilomètres de là, se produisait en Chine. Lorsque Sun Yat Sen renversa la dynastie mandchoue et proclama la République afin que la Chine puisse désormais marcher sur la voie du progrès occidental, il comptait pour occidentaliser la Chine sur l'aide des Occidentaux, mais bientôt il dut s'apercevoir qu'il n'y avait pas de plus acharnés adversaires de l'extension de la civilisation occidentale que les civilisés occidentaux eux-mêmes. Pour occidentaliser

la Chine, il fallait d'abord débarrasser la Chine de l'Occident.

Les Jeunes Africains sont conduits chaque jours, par les faits eux-mêmes à la même conclusion que Sun Yat Sen : pour pouvoir se franciser, il leur faut d'abord se débarrasser de la France. Et c'est ainsi, mais ainsi seulement que le mouvement tend à prendre un caractère national, un caractère de lutte pour l'indépendance nationale. Il ne faut donc pas être dupe des mots; répétons-le parce que c'est capital : pour ces nationalistes il ne s'agit pas de ressusciter je ne sais quel vieil idéal national, il s'agit de créer au contraire un régime nouveau, le créer non sur le modèle de l'ancien régime du pays, mais au contraire sur le modèle de celui de l'oppresseur. Le mouvement nationaliste actuel de l'Afrique du Nord est aussi éloigné du fanatisme musulman que Sun Yat Sen l'était des Boxers.

La Révolution et les mouvements nationaux.

La grande question, celle que se posent avec une certaine angoisse nombre de camarades, l'attitude à adopter vis-à-vis des mouvements nationaux indigènes, me paraît maintenant facile à résoudre, du moment qu'on ne se méprend plus sur la nature de ces mouvements.

L'argument opportuniste : ils luttent contre le capitalisme occidental comme nous, cela suffit pour que nous nous allions à eux, est un argument de politicien digne de ceux qui réduisent Lénine à une réédition de Machiavel, mais un argument qui sera toujours, heureusement, sans aucune prise sur le prolétariat. Une classe ne mène pas sa guerre comme des souverains rivaux conduisent les leurs en s'alliant selon les besoins avec tel ou tel contre tel autre; elle ne s'allie qu'avec ceux dont la lutte est dans la même direction de l'évolution que la sienne propre; le prolétariat a conscience que l'œuvre qu'il a à réaliser est une œuvre immense où il ne s'agit pas d'obtenir, grâce à des combinaisons momentanées, un avantage d'un jour, mais qu'il s'agit de changer les fondements mêmes de la société, ce qui ne peut s'obtenir par des trucs de diplomatie. Le prolétariat a toujours été prêt à aider des mouvements autres que le sien propre, mais cela non à cause des avantages plus ou moins momentanés qu'il peut en retirer; il ne les aide que s'ils doivent conduire à l'établissement de conditions propres à faciliter son propre développement, s'ils sont ce qu'on peut appeler d'une manière générale, bien que ces termes aient été passablement galvaudés, des mouvements progressifs, et non des mouvements réactionnaires.

Telle a été la règle qui a dicté la conduite du prolétariat européen durant tout le XIXe siècle. Malgré que la bourgeoisie dut l'en remercier presque toujours en le mitraillant, il a toujours aidé celle-ci, quand il s'agissait pour elle de se débarrasser des dernières entraves féodales. Par contre, il s'est toujours refusé à s'allier avec les forces réactionnaires, même lorsqu'elles combattaient le même ennemi que lui. Malgré les avances de l'Empire, l'Internationale refusa de s'allier à lui contre les hommes de Juin; malgré l'appel d'hommes ayant pourtant un passé comme Grangier et Eudes, les ouvriers parisiens refusèrent de s'associer à la campagne boulangiste; et « l'Action Française », qui cependant combat la démocratie bourgeoise autant que nous, a néanmoins toujours vu tomber ses appels à la classe ouvrière dans le plus profond mépris. Les bolcheviks russes firent de même; bien qu'ils eussent, avec grande raison, mis au premier plan de leur programme la lutte contre le gouvernement de Kerenski, c'est avec Kerenski qu'ils s'associèrent contre Kornilov, et non avec Kornilov contre Kerenski.

Le fait que les nationalistes coloniaux combattent le même ennemi que nous serait donc tout à fait insuffisant pour que nous nous allions à eux. Si le nationalisme colonial était un mouvement réactionnaire, un mouvement tendant à rétablir l'antique civilisation orientale, si c'était un mouvement de marabouts et de grands seigneurs, *nous ne pourrions pas prendre position pour lui.* Mais comme il s'agit exactement du contraire, notre devoir est clair. Berthon un jour, à la Chambre, appliquait à notre attitude en Tunisie le mot du *Manifeste Communiste* : « Le prolétariat soutient la bourgeoisie chaque fois que celle-ci agit révolutionnairement. » Berthon avait tout à fait raison. La situation en Afrique est, malgré les apparences, très analogue à celle de l'Europe il y a un siècle : il s'agit aujourd'hui pour la bourgeoisie indigène, comme il s'agissait il y a un siècle pour la bourgeoisie occidentale, de se débarrasser des entraves qui sont mises à son développement; pour la bourgeoisie occidentale ces entraves provenaient des résidus de sa propre féodalité; pour la bourgeoisie africaine, ces entraves lui sont imposées par la bourgeoisie française. Nous devons briser les entraves mises au développement de la population africaine, comme nos pères ont brisé celle mises à leur propre développement.

C'est donc cette politique formulée par Marx et pratiquée inlassablement, en particulier par Blanqui, que nous devons appliquer à l'égard des mouvements nationaux bourgeois des colonies, en remarquant d'ailleurs que, au moins en ce qui concerne l'Algérie et la Tunisie, les assises économiques de la bourgeoisie indigène sont très faibles, tandis que celles du prolétariat sont déjà très larges, si bien qu'il n'y aura pas besoin de pousser beaucoup pour transformer dans ces pays une Révolution nationale bourgeoise en une Révolution prolétarienne.

Le Rif et le mouvement national de l'Afrique du Nord.

Nous arrivons maintenant à la seconde question qu'il nous faut résoudre : quelle place occupe la guerre rifaine dans ce mouvement général

d'émancipation de l'Afrique du Nord, et en conséquence quelle attitude devons-nous avoir à son égard ?

Et d'abord une première question dont tout le reste dépend : faut-il dire Adb el Krim ou République rifaine ? Autrement dit, nous trouvons-nous devant un grand seigneur, analogue à ces grands caïds de l'Atlas dont le Glaoui est le type, et qui n'a pris le titre de président de la République que pour donner le change ? Ou au contraire, la République rifaine est-elle une réalité, Abd el Krim n'étant que le conducteur que les paysans rifains se sont momentanément donnés pour coordonner les opérations de guerre ?

Ce que nous avons dit de la société berbère nous donne la réponse. Tous ceux qui ont décrit le Rif ont fait une même comparaison : le Rif c'est une seconde Kabylie, le Rifain est le Kabyle du Maroc. Ce qui signifie que depuis des siècles, et même, sans doute, depuis des millénaires, le Rif est organisé selon le type de la vieille société berbère, cette société ultra-républicaine où la *djemaa*, l'assemblée du peuple, est le Pouvoir. Une société que, dit Renan, « partout où la race berbère a échappé à la domination de l'étranger nous trouvons organisée en petites républiques indépendantes groupées par fédérations de peu d'étendue ». Ces fédérations de peu d'étendue ce sont les tribus, chacune de ces douze tribus qui habitent le Rif. Le rôle d'Abd el Krim, le fait qu'il existe, signifie seulement que pour la dure lutte qu'ils ont à mener pour conserver leur indépendance, les paysans rifains ont senti le besoin d'unir entre elles leurs tribus sous la forme d'une Confédération dont le personnage d'Abd el Krim n'est que la représentation matérielle.

Nous sommes donc certainement en face d'une République, d'une République berbère, et non en face d'un féodal arabe. Dans la guerre actuelle, qu'on le veuille ou non, le Rif représente, sous une forme arriérée si l'on veut, mais certaine, la République des Travailleurs, la République « où le peuple est tout et suffit à tout », en face d'une République d'Oligarques où le peuple n'est rien. Telle est la première raison pour laquelle dans le conflit actuel nous devons être résolument du côté de la République rifaine.

En second lieu, s'il est évident que le frottement avec la civilisation occidentale n'a pas été au Rif aussi prononcé qu'ailleurs, il est non moins certain qu'il a eu lieu. Les combats contre les Espagnols qui durent à peu près sans interruption depuis dix ans sont un mode comme un autre de prise de contact avec la civilisation occidentale. D'autre part, les Rifains comme les Kabyles quittent régulièrement leurs montagnes au moment des grands travaux agricoles pour aller louer leurs bras dans la plaine; depuis longtemps c'est en Oranie française que les Rifains vont ainsi s'embaucher pour la moisson ou la vendange. C'est là un mode de contact non seulement, cette fois, avec la civilisation de l'Occident, mais également avec les idées qui s'élaborent chez les indigènes colonisés par l'Occident.

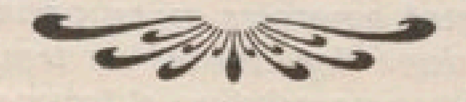
Nous nous trouvons donc en face d'un phénomène sensiblement analogue à celui que nous a offert la Russie. Au lieu que ce fût dans les pays où le prolétariat était le plus anciennement développé, que la Révolution prolétarienne éclate, elle a éclaté dans le pays le dernier venu au capitalisme, là où le socialisme avait les racines les moins anciennes et, semble-t-il, les moins profondes, mais parce que c'était là aussi que le capitalisme offrait le moins de résistance. Le prolétariat russe n'en est pas moins le porteur de l'Idée prolétarienne tout entière; la Révolution russe n'en a pas moins été la conséquence du mouvement prolétarien occidental dans son entier.

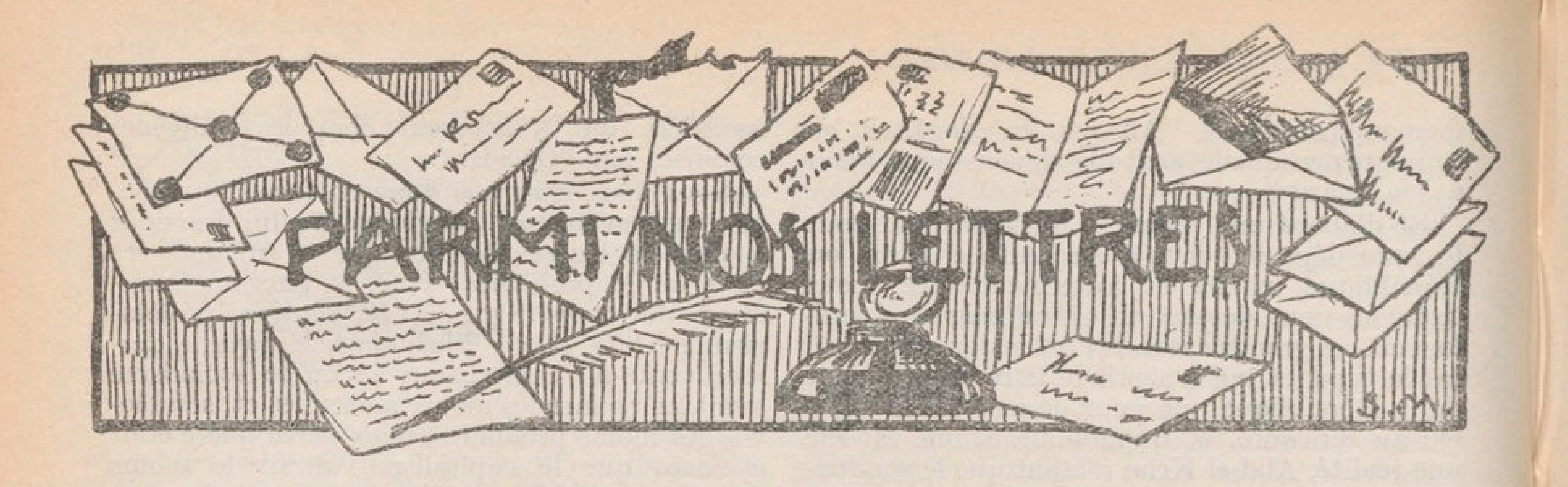
Pareillement, l'acharnement que mettent les Rifains à combattre pour leur indépendance est pour une large part la conséquence du mouvement général vers l'indépendance qui agite toute l'Afrique du Nord. Comme le montrent de nombreuses déclarations d'Abd el Krim, ils sont les porteurs de cette Volonté de développement, d'occidentalisation, qui anime toutes les populations de l'Afrique du Nord. Ils appartiennent donc bien au mouvement général d'Afrique du Nord. Ils y appartiennent aussi par le fait que, forts de l'expérience de leurs voisins, ils savent qu'ils ne pourront se civiliser qu'à la condition de se tenir hors du joug des « civilisateurs ».

Dès lors, une république rifaine indépendante sera un point d'appui de premier ordre pour tout le mouvement de l'Afrique du Nord. Toutes proportions gardées elle sera pour les populations du Maroc, de l'Algérie, de Tunisie et même peut-être pour celles d'Egypte et de l'Inde, ce que la Russie des Soviets est pour le prolétariat européen. Si, depuis la guerre, les Etats capitalistes tremblent facilement devant leurs prolétariats, s'ils leur accordent presque sans lutte un certain nombre de concessions, c'est avant tout à cause du point d'appui formidable dont le prolétariat dispose du fait seul de l'existence de la République des Soviets. Le jour pareillement où il y aura en Afrique du Nord une République indigène se développant normalement en dehors de toute ingérence européenne, cet exemple fera plus que toute propagande. Elle sera, par son existence seule, un moteur d'action; par là elle hâtera le jour où les populations nord-africaines ayant recouvré la liberté de leur développement, seront définitivement entraînées dans le torrent général de la civilisation.

Telle est la seconde raison pour laquelle nous devons dire : Vive la République Rifaine !

R. LOUZON.





La propagande antimilitariste auprès des soldats. Un camarade nous racontait ces jours derniers ses propres impressions de caserne, vieilles seulement de quelques mois. Invité immédiatement à les rédiger, il l'a fait dans la lettre suivante:

La propagande antimilitariste, très active dans la région parisienne en novembre-décembre 1924, *s'est sensiblement atténuée depuis. Il se peut que les événements actuels amènent une recrudescence de cette propagande, aussi voudrais-je noter l'erreur grave qui a risqué et risquera encore dans l'avenir de la rendre à peu près inefficace.*

Cette erreur est une erreur psychologique : la méconnaissance absolue du public que cette propagande veut toucher ; les tracts distribués, les papillons collés, sont les mêmes qui le seront aussi à Strasbourg, à Perpignan ou à Quimper-Corentin. Or, ils sont tout au plus accessibles à de jeunes soldats déjà touchés avant leur incorporation par les idées antimilitaristes et communistes.

Est-ce le cas pour la région parisienne ? Absolument pas. Le recrutement dans cette région se divise en deux groupes importants, les autres cas étant en comparaison négligeables : 1° *jeunes gens qui, par une protection du ciel ont trouvé à Paris ou à proximité un emploi de tout repos, et de ceux-là inutile de parler plus longtemps ;* 2° *paysans recrutés fort judicieusement dans les régions politiquement les plus arriérés de la France : Bretagne, Ouest... Pour chaque recrutement la proportion des cultivateurs dépasse* 80/100 *(tout petits exploitants et manœuvres), celle des illettrés complets approche* 1/10.

Quelle influence peuvent avoir sur eux les tracts distribués ? La plupart des idées, la totalité souvent, ainsi brutalement exposées, leur échappent.

Que signifie pour eux, par exemple, l'étincelante formule : « A bas les officiers fascistes ! » ? Savent-ils, dans l'ensemble, ce qu'est un fasciste ? Pas plus que Treint. Si extraordinaire que cela puisse paraître, ont-ils même déjà lu, ou en tout cas compris ce mot ? J'en doute. Outre que, le comprendraient-ils, rien, dans la conduite extérieure de la majorité de leurs officiers, ne leur paraîtrait justifier ce terme. Leurs officiers, certes, sont en général de bons réactionnaires, prêts, sans doute, l'ordre venu et sans scrupule excessif, à faire tirer sur la foule, mais cela, aussi bien si l'ordre venait d'un Painlevé que d'un Mussolini. Et si bon nombre sont disposés à accueillir avec plaisir un imitateur de ce dernier, est-il bien sûr que, convenablement payés, ils refuseraient leurs services à un gouvernement communiste ? Là encore, abus d'un mot trop prodigué, coup de poing dans le vide, éloquence vaine.

De même, la plupart des développements politiques sont absolument sans effet, parce que lus par des éléments dont l'éducation politique n'est pas même ébauchée.

La raison ? C'est que, semble-t-il, ces campagnes de propagande ne sont amorcées qu'en prévision de mouvements risquant, dans des limites de temps rapprochées, de mettre en présence population et troupe. Cette préparation hâtive, maladroite, reste sans résultat réel. Et affirmer que les soldats mis en présence de la foule ne tireraient pas est s'aveugler volontairement et se payer de mots. Les soldats sont recrutés tels qu'ils puissent tirer, sauf bien rares exceptions, au premier ordre ; et ce n'est pas une préparation hâtive de quelques jours à la veille d'événements graves qui pourrait modifier leurs dispositions. Au contraire une préparation lente, continue, graduée est nécessaire et nécessaire aussi la propagande dans les régions paysannes *où ces hommes sont recrutés.*

Ces tracts à l'éloquence pathétique sont, heureusement, accompagnés d'un certain nombre de revendications matérielles. Elles n'ont qu'un défaut : elles paraissent avoir été ramassées au hasard pour assaisonner le reste et dorer la pilule. En effet sont-elles complétées par des tentatives sérieuses de les réaliser pratiquement ? Telles qui, à la lecture, auraient pu séduire le soldat, créer une certaine sympathie pour ceux qui les lui auraient fait obtenir, paraissent bien avoir été mises là simplement par acquit de conscience, puisque, réalisables, aucun moyen pratique n'est proposé pour les réaliser ; et on semble ainsi avouer n'y avoir songé qu'au moment où les événements obligeaient à faire appel à la sympathie de l'armée.

Un exemple : parmi ces revendications, dont certaines, défendables et justifiées, paraissent prématurées même à ceux qui seraient appelés à en bénéficier, une avait immédiatement (toujours en novembre-décembre) séduit les hommes qui en avaient eu connaissance : les voyages gratuits pour les permissionnaires ; les paysans pauvres habitant à cinq ou six cents kilomètres devaient être enchantés d'une telle proposition. Or ceux qui la faisaient ont-ils, dans la mesure de leurs moyens, essayé de la faire aboutir ? Un élu du parti a-t-il fait une proposition effective en vue de réaliser cette amélioration, capable de faire naître une certaine sympathie pour ceux qui l'auraient obtenue ? Je ne crois pas. En tout cas, la campagne n'a pas été efficacement poursuivie en ce sens. De même pour les revendications analogues.

En résumé, la propagande antimilitariste, dans la région parisienne, *souffre des erreurs suivantes :* 1° *ignorance du public visé, méconnaissance de son origine et de sa mentalité ;* 2° *caractère accessoire donné aux revendications matérielles précises et immédiatement réalisables, qui devraient au contraire passer au premier plan et aideraient sérieusement à gagner un public essentiellement difficile à toucher ;* 3° *caractère intermittent et par brusques à-coups de cette propagande, faite seulement dans les périodes où l'on croit possibles et imminents des mouvements de masses ;* 4° *ton trop déclamatoire, simpliste, et inutilement brutal des tracts qui devraient au contraire amener progressivement des hommes ignorants de toute question politique et sociale à la neutralité, d'abord, puis à la neutralité bienveillante, enfin. Mais il faut bien se convaincre que cela demanderait un effort long, continu et acharné — à une sympathie réelle et agissante.*

Idéologie, charabia et déraison.

Une abonnée, qui signe « Une Vieille », nous écrit :

Devant l'abrutissement systématique de la classe ouvrière, on en arrive à se demander, si cela ne correspond pas à un plan habilement conçu par les ennemis-nés du prolétariat, les capitalistes. Et comme conséquence : les meneurs actuels sont-ils des déments ou des traîtres ?

Certes, de tout temps il y a eu des mauvais bergers, qui conduisirent leurs troupes à la défaite, pensant la mener à la victoire, mais le plus souvent ces hommes se trompèrent sincèrement, et malgré leurs erreurs furent salués comme d'honnêtes hommes par ceux même qui les combattaient avec le plus d'acharnement. C'est que ces hommes avaient une action conforme à ce qu'ils prêchaient.

Il en va tout autrement aujourd'hui. Ceux qui se déclarent superrévolutionnaires, sont dans leur action les plus pâles radicaux. Ils parlent d'éducation idéologique des « masses » : et pour ce faire, emploient le plus beau charabia qui se puisse imaginer. Ils parlent de méthode et ne sont qu'incohérence, et enfin tout comme nos bons curés, ils servent les intérêts des travailleurs en leur disant : « Donnez, donnez mes frères ! »...

Pour excuser les phrases creuses et les formules vides de sens employées par nos éducateurs, les bienveillants disent : Que voulez-vous, notre parti est un parti d'ouvriers, et nos militants ne connaissent que le langage des primaires... Et nous, qui jusqu'à présent avions cru que seuls, les savants et les pédants pouvaient n'être pas clairs, qu'au contraire le langage des ouvriers était un outil merveilleux, pouvant être compris par tous.

Enfin, si nous consultons la presse révolutionnaire de 1882 à nos jours, journaux de toutes les tendances, depuis les social-démocrates jusqu'aux anarchistes, journaux de Paris ou de province, je défie de trouver à quelque époque que ce soit un pareil assemblage de mots ne voulant rien dire.

Pourtant jusqu'à ces dernières années, — au temps béni, où être révolutionnaire n'était ni une sinécure, ni une profession, la plupart de ces journaux étaient écrits par de vrais ouvriers, après leur journée de travail. Et les vieux militants de province se souviennent de ce que représentaient d'efforts et de dévouement individuel tous ces petits canards chargés d'aller porter la bonne parole à l'usine et dans les campagnes. Ces petits canards qui ont fait grand ce parti de la Révolution, que sont en train de détruire à coup de thèses ceux qui ne savent plus qu'être des fonctionnaires.

Mais alors d'où vient ce changement, et dans le langage, et dans l'action, de ceux qui assument la mission de nous mener à la bataille?

Tous ne sont pas des profiteurs ou des traîtres!

Problème troublant!...

Cela tient, je crois, à ce que la longue période de félicité relative que nous avons eu en France a fait que l'ouvrier s'est désolidarisé de ses frères de misère. Les plus favorisés oublièrent les liens qui les rattachaient aux exploités. Moins traqués par le besoin, ils purent étudier et se convaincre de la légitimité de leurs revendications; mais avec la conscience de leurs droits, ils perdirent l'élan spontané de la sainte colère devant la misère des plus faibles. Cessant de se plaindre avec eux, de s'exalter avec eux, ils perdirent le langage qui soulève les foules, le langage qui élève l'homme au-dessus de lui-même et renverse les Bastilles.

A la bonté et au sentiment on substitua la froide idéologie.

Plus d'idéal, plus d'enthousiasme, plus de foi en une humanité plus belle.

Mais de l'analyse et de la raison jusqu'à la déraison.

Syndicats et Parti.

D'un instituteur du Rhône à propos de la lettre d' « un communiste de province » :

J'attendais avec impatience la réponse que vous deviez faire à la lettre d'un camarade communiste publiée au nº 5. J'apprécie votre effort et votre revue est actuellement un organe sérieux qui se rapproche de l'ancienne V.O. Pourtant un malaise subsiste : l'ancienne V. O. était une revue syndicaliste, *et votre titre actuel est* revue syndicaliste-communiste. *Je sais bien que le mot communiste ne peut effrayer un syndicaliste, mais ce mot a pris un sens étroit et il évoque malgré tout une alliance entre syndicat et Parti communiste. Votre correspondant vous pose nettement la question des rapports entre Parti communiste et syndicats : « le Parti doit aspirer à diriger, à imprégner, à influencer le mouvement syndical », et « au moment décisif, il ne peut y avoir que direction du Parti sur la classe ouvrière ».*

C'est bien là toute la question qui divise nos syndicats. Le malheur est que si les communistes donnent leur pensée dans les groupes du Parti, ils ne la donnent pas dans les groupes syndicaux et ils excellent à faire des diversions par des questions personnelles. Je n'ai pas encore entendu soutenir au syndicat même, la tactique du P. C. par rapport aux syndicats. Il y a là un manque de franchise qui a fait beaucoup de mal. Je suis persuadé que, dans notre syndicat de l'enseignement, il n'y aurait pas eu de scission si les discussions avaient été maintenues sur ce terrain et à cette hauteur.

Vous devez, vous, poser nettement la question, et en réfléchissant je crois que vous avez bien fait de ne pas répondre au camarade qui vous avait envoyé cette demande de précisions. Avant vous pourriez ouvrir un débat comme celui qui eut lieu dans la V. O. : Faut-il adhérer au P. C.?

Ce n'est plus la même question, mais elle est encore plus grave. Le syndicalisme avait de hautes ambitions. Doit-il accepter ce que lui laisse votre correspondant : l'action corporative et réformiste et délaisser son programme révolutionnaire pour le confier au Parti communiste ?

Doit-il consentir à cette diminution du rôle qu'il s'était donné ? S'il y consent, il aura bien entendu l'approbation du Parti. Mais s'il garde son idéal il se met en concurrence avec lui, ou mieux, en guerre de défense. Certes il y aurait mieux à faire, mais qui a provoqué cela sinon le Parti, par ses prétentions à faire des syndicats, un organe d'exécution des décisions prises dans le Parti.

Pour moi, je pense que vous devez reprendre votre titre syndicaliste. *Le syndicalisme ne peut accepter ce rôle secondaire que lui assigne le Parti. C'est nécessaire à sa vitalité. Tant que nous n'aurons pas une organisation unique comprenant Syndicats, Partis, Coopératives, chaque mouvement doit conserver son idéal qu'il ne placera jamais trop haut. On peut pas aujourd'hui parler d'alliance entre Parti et syndicats puisque le Parti crie bien haut qu'il n'en veut pas et qu'il se considère dès maintenant comme le directeur des syndicats.*

***

Une Ligue syndicaliste.

La lettre publiée dans le numéro de mai en a provoqué une autre, celle-ci pressante, — que dis-je ? — impérative. D'ailleurs, voyez :

Oui, Monatte, il nous faut une « ligue syndicaliste ».

Pourquoi faire? Mais pour organiser, dans les deux C. G. T., les militants qui ne veulent ni du syndicalisme de gouvernement, ni du syndicalisme de parti. C'est le cas, j'en suis sûr, de bien des amis de la revue.

La crise de l'Internationale m'a dépouillé des illusions qui m'avaient fait croire à la possibilité d'un véritable Parti communiste en France. Je suis revenu à mes « premières amours ». Je ne conserve confiance qu'en le mouvement syndical. C'est bien l'arme d'émancipation ouvrière par excellence. Dire que tout y est rose, aujourd'hui surtout, serait loin d'être vrai, c'est entendu. C'est juste-

ment pour cela que nous devons y consacrer le meilleur de notre effort. D'où nécessité d'une organisation.

La « Révolution prolétarienne » est une bonne liaison par l'écrit. Il nous faut une liaison paur l'action. Je suis aujourd'hui plus qu'hier partisan de la revue. Mais je voudrais que son travail de « débourrage » et d'éducation tende surtout à rendre sa vraie figure au mouvement syndical. Nous ne la lui rendrons pas sans nous organiser sérieusement.

Que ceux qui croient utile de perdre un temps précieux à tenter de ranimer le cadavre du Parti, ne sentent pas la nécessité de ce travail, c'est naturel. Mais toi, exclu pour « syndicalisme aigu », tu te dois de reprendre en mains l'organisation des militants restés — ou redevenus — syndicalistes.

Je ne suis pas plus convaincu aujourd'hui que l'autre mois de l'utilité d'une telle ligue. Mais il y a une chose qui me chiffonne plus que tout le reste. C'est de m'entendre dire : « Tu dois reprendre en mains. »

Reprendre en mains..., reprendre en mains.... Dites-donc, camarade, si vous vous preniez vous-même un peu par la main ?

QUELQUES RÉFLEXIONS sur le CONGRÈS DES MÉTAUX PARISIENS

Le dimanche 28 juin, s'est tenu à la Grange-aux-Belles, le Congrès des sections de l'Union syndicale de la Métallurgie-Voiture-Aviation de la Région parisienne.

Depuis le 1er janvier 1925 ce syndicat est réorganisé sur la base des *sections syndicales d'usines;* celles-ci sont appelées tous les quatre mois à se faire représenter dans un congrès afin de discuter de la gestion de l'organisation.

Ce serait abuser de la *Révolution Prolétarienne* que d'en donner un compte rendu — même un peu plus impartial que celui qu'en a donné l'*Humanité,* — mais quelques commentaires sont utiles.

Au moment où l'on décida la transformation du syndicat sur la base des sections syndicales d'usines, un certain pessimisme exista chez bien des militants. Or il apparaît que, malgré les difficultés matérielles rencontrées et la répression patronale, ces sections ont pu se constituer; les syndiqués ont commencé par perdre l'habitude de s'ignorer dans l'usine.

Les sections ayant envoyé des délégués représentaient à peu près le tiers des syndiqués. C'est peu, direz-vous, un tiers des syndiqués ayant, par voix de délégation, participé à la gestion de l'organisation. C'est un progrès, en comparaison des deux cents ou trois cents présents aux anciennes assemblées générales. Il convient donc de reconnaître cet effort et de persévérer dans ce sens...

Mais, ce qui fut frappant et regrettable, c'est le manque de discussion de la part des délégués. Les rapports succédaient aux rapports sans que nul débat ne s'engageât, en dehors de l'intervention des camarades de l'opposition. De pareilles assemblées manquent de vie. Il aurait certainement été bon d'appeler les délégués à donner un peu plus d'explications sur ce qui se passe dans leurs usines.

Un courant d'opposition s'est manifesté contre la direction du syndicat. Celle-ci a cru bon d'assimiler à une minorité de tendance tous les camarades qui apportèrent des objections, des plus justes souvent. Rien n'est plus inexact. Ces camarades sont et restent des syndicalistes-communistes. Mais ils entendent respecter les décisions de Bourges et protester chaque fois qu'ils verront porter atteinte à l'indépendance de leur organisation. Ils se refusent à considérer les syndicats comme les groupes de travail du Parti et à mettre leurs caisses à la disposition de sa propagande.

La facilité avec laquelle les camarades de la direction violent les statuts quand ceux-ci les gênent est d'autant plus regrettable qu'ils viennent d'être modifiés.

Non seulement la C. E. est composée d'une manière tendancieuse et des plus critiquables, mais sa désignation a été faite en violation des statuts. Sur vingt membres, neuf sont fonctionnaires permanents dans une organisation ou dans une autre. Ils dirigent en fait l'organisation. Non seulement on n'y admet que des membres du Parti, mais encore faut-il que ceux-ci soient bien orthodoxes.

Lorsque, en fin de séance, on procéda à la nomination de la C. E. (dont les pouvoirs sont très étendus), un secrétaire indiqua, sans le vouloir, que la liste des noms qu'il présentait avait été confectionnée par la fraction communiste du Syndicat et que tous les candidats appartenaient au Parti à l'exception d'un seul, soigneusement choisi.

Or la nomination d'une C. E., contrairement aux statuts, ne figurait pas à l'ordre du jour du Congrès, et aucune liste, aucun appel n'avait été présenté aux sections.

Alors qu'il y a de nombreuses réunions à faire et qu'il serait bon d'appeler autour de la C. E. tous les camarades, qui sans être absolument d'accord sur tous les points, peuvent quand même assurer un travail syndical, on écarte tous ceux qui ne sont pas dans « la ligne ». La direction tient à repousser tout contrôle et à être entièrement libre.

La confusion règne sur bien des points. Ainsi, on accepte la tenue d'un congrès d'usines et en même temps on continue à préconiser la formation des Comités d'unité prolétarienne, en opposition avec les Comités d'usines. Afin de combattre cette tactique des Congrès d'usines qui donna des résultats pendant le temps où elle fut pratiquée, les secrétaires de l'organisation écrivent et déclarent *« qu'ils ne servaient qu'à défendre les besoins matériels des travailleurs ».* Cela, paraît-il, n'est pas du travail syndical !

Quant à la propagande pour les Comités d'usines en vue du contrôle ouvrier, on dit et on écrit qu'il ne sera nécessaire d'en parler que *lorsque l'on sera sûr de les instituer sur une base révolutionnaire !* C'est de la pure démagogie.

La direction se plaint qu'on ne lui apporte que des critiques et non des suggestions. Alors, pourquoi refuse-t-elle d'examiner un programme d'action positive présenté par une section de cent soixante-dix membres ?

Notre syndicat forme un groupement de cinq à six mille membres. C'est peu comparativement aux deux cent mille ouvriers métallurgistes de la région. Cela devrait être une raison suffisante pour que ceux qui ont la charge de la direction usent d'un peu moins de sectarisme et ne se croient pas obligés d'apporter dans l'organisation syndicale les querelles et les discussions intestines du Parti. Il est inadmissible de tenir à l'écart et de traiter en pestiférés des camarades qui ont le plus grand souci de l'organisation.

Certes, il existe actuellement un grand besoin d'unité et de paix entre les camarades. Ce n'est pas une raison pour exploiter ces sentiments au profit d'une tendance. — UN DÉLÉGUÉ.

Une Visite à l'Exposition des Arts Décoratifs

Je n'ai pas l'intention d'énumérer ici les détails de l'Exposition des Arts Décoratifs. De nombreuses publications les ont décrits et commentés. Je voudrais simplement tenter de dégager les tendances générales de cette nouvelle manifestation d'art moderne.

Disons de suite que cette Exposition des « Arts Décoratifs » constitue vraiment une belle expression de vie nouvelle, absolument intéressante. On paraît enfin avoir compris que tout art décoratif doit être le langage éloquent de la vérité, c'est-à-dire celui de la vie d'une société, telle qu'elle s'exerce avec ses besoins renouvelés et ses tendances progressives.

Le machinisme, dans son sens général et dans tout ce qu'il comporte d'activité, c'est-à-dire les usines et l'ensemble de l'organisation industrielle, les moyens de transport, l'habitation et ses recherches de confort et d'hygiène ; l'urbanisme, cette nouvelle affirmation des cités, le tourisme lui-même, ont des moyens nouveaux de s'affirmer, et l'art décoratif doit s'inspirer de toutes ces exigences.

On a cru pendant longtemps que cet art ne devait s'appliquer qu'aux bibelots, aux frivolités, au superflu, et constituer de ce fait, une sorte d'étalage de richesses de mauvais goût dans les intérieurs plus ou moins cossus de la bourgeoisie moderne ; c'est un grand progrès déjà d'affirmer que notre recherche d'art décoratif est subordonnée à l'utilisation pratique et rationnelle de l'objet à embellir.

Cette conception nous conduira à la disparition de cette habitude de copier en de mauvais pastiches les arts anciens, et à nous éloigner des copies serviles qui ne reflètent ni l'intelligence ni l'âme du passé. De ce fait, plus de décoration passe-partout appliquée aussi bien aux meubles qu'aux vêtements, sans tenir compte de la structure même de l'objet à décorer ; plus de faux art corinthien, dorique ou ionique servant de motif décoratif à toutes les lamentables façades des maisons ou des palais ; plus de couleurs appliquées suivant des partis pris théoriques invariables, enseignés comme des dogmes impérieux dans les écoles d'art officiel ; enfin, disparition, souhaitons-le, de tous ces lamentables styles dits : Henri II, Louis XV ou Louis XVI dont les meubles hideux constituent souvent le mobilier envié de la plupart de nos bourgeois parvenus.

A notre époque, l'art décoratif s'est enrichi de nombreuses applications industrielles, dans les tissus, les verreries, le bois, la céramique, dans l'apport de nouveaux matériaux de construction servant à l'habitation moderne.

***

L'Exposition des Arts Décoratifs n'est pas parfaite — elle ne pouvait pas l'être — mais elle déterminera malgré tout des courants d'idées et c'est ce qui importe.

Elle a le défaut, comme toutes les Expositions, de ne pas constituer un ensemble. Toutefois, il nous paraît que les organisateurs ont tenté d'éviter autant que possible le fatras des manifestations collectives précédentes.

L'architecture a besoin de place pour se manifester et pour donner sa mesure. La variété dans les conceptions ne peut suppléer aux belles harmonies, elles ont leur charme mais il est évident que le fait de rapprocher un ensemble d'architectures aux formes disparates fait perdre à chacune d'elles un peu de sa valeur. Des formes diverses, orientale, belge, italienne, française et russe forment un chaos de lignes et de couleurs s'harmonisant difficilement, alors que placées dans leur cadre, elles acquièrent une valeur qu'elles n'ont pas ici.

Cependant, par ce qui existe, on peut malgré tout se rendre compte de l'importance de certaines conceptions inconnues jusqu'à ce jour tant au point de vue des lignes générales que de la décoration extérieure ou intérieure.

Parmi les grandes choses, nous devons citer la transformation de l'ancien Grand-Palais en une sorte d'immense temple, beau par les lignes et digne par son aspect d'un temple antique. Avec un peu d'imagination, on peut se représenter ce que pourraient créer les artistes qui ont conçu cette œuvre, s'ils avaient à leur disposition, au lieu de staff, des matériaux robustes. Nous trouvons là de la ligne droite, simple, mais grandiose, par son développement aboutissant à des escaliers majestueux, qui, dans l'ensemble, donne une impression parfaite du monument collectif.

Les quatre tours centrales ont également belle allure. Elles sont consacrées aux vins de France. Elles ont de la poésie dans leur dessination. Elles ont du charme dans leur élément de construction. Elles constituent en une surface relativement étroite une utilisation pratique de la hauteur ; le béton armé a permis cette forme, cette robustesse, en même temps que cette élégance. Ajoutons que telle une cathédrale, ce système de construction laisse dans ses parties inférieures des surfaces vides destinées à recevoir des vitraux qui ne manquent pas de beauté.

Le théâtre, à notre époque, a des besoins nouveaux : spectacles de danses ou des foules animées ; il est mis au point par l'exemple qui en est donné ici.

Nous retrouvons toujours la ligne droite et sobre dans la Galerie des boutiques, et ce long rectangle pourrait être monotone, si, semblable aux arcades de notre rue de Rivoli, il comportait des boutiques banales et uniformes, mais ici elles sont variées par des harmonies de couleurs, des lignes charmantes et avec leurs intimes façades nous offrent une variété infinie de décoration. Toutefois, nous n'en dirons pas autant de cette autre Galerie des boutiques du Pont Alexandre III, où cette recherche de la ligne sinueuse n'offre aucune grâce, interrompant dans l'espace la perspective sans bénéfice esthétique.

Nous avons la note intime représentée, entre autres, par une fraction du pavillon de la Ville de Paris, section enfantine des écoles primaires qui nous donne une note de joie par ses coloris, son mobilier et son agencement scolaire. C'est vraiment la maison des enfants ! Et cette forme nous fournit un argument précieux pour détruire à tout jamais l'ensemble des usages et des règle-

ments servant à l'architecture actuelle de nos écoles enfantines.

Le pavillon des jouets est drôle, amusant, mais surtout pour les grandes personnes, tellement il est difficile de faire rire les enfants avec l'esprit des grands.

Quant à la Cour des Métiers, l'apellation fort belle me paraît supérieure à la réalité. La cour a du charme, tel un atrium de grande villa. Sa vasque centrale est délicieuse, mais nous aurions voulu voir des éléments construetifs, plus robustes et plus nombreux destinés à une synthèse aussi vaste que celle des métiers modernes. Les peintures murales formant fresques n'offrent que les professions fantaisistes des désœuvrés, elles ont de la couleur et de l'animation, mais ce n'est pas là à notre sens, un symbole de l'art des métiers.

Le pavillon des Soviets est curieux, il s'oppose par sa grande simplicité aux pavillons voisins. Cette construction est en quelque sorte sans façade, si l'on entend par ce terme l'extériorisation habituelle des monuments, laquelle est souvent un trompe-l'œil. Ce parti pris de sobriété décorative produit un effet heureux et les objets qui sont exposés là acquièrent toute leur valeur réelle en agissant par leur beauté sur l'esprit des visiteurs. Ceux-ci sont d'abord surpris par la simplicité même du pavillon, mais réconfortés par la sincérité qui se dégage de cet ensemble. L'architecte a utilisé la plus grande ligne possible dans un terrain rectangulaire. Il a pris comme axe la diagonale même de ce rectangle. Le toit, aux panneaux alternés, constitue une originalité constructive et décorative incontestable.

L'Exposition est encadrée par une série de portes dont l'une surtout est à retenir : la porte dite d'Honneur, avenue Nicolas II.

***

Quant aux petites choses, elles sont dans la plupart des cas, parfaites. Ce sont des parterres de fleurs exquis, des coloris inconnus à ce jour, des recherches d'harmonies nouvelles, des vasques, des fontaines, des bancs recouverts de mosaïques aux formes gracieuses et aux couleurs multiples. Dans les boutiques, les objets usuels : tasses, coupes, verres, encriers, tissus, tapis, livres, reliures, décors divers, donnent un charme qui a un air de fête. Il nous paraît, en somme, que le temps d'extravagance de l'ancien art, dit « art nouveau », sans logique et sans esprit, a disparu ; il fut cependant une réaction contre l'excès du mauvais art classique et une étape, tel notre art actuel, qui va par ses tendances nouvelles vers un art grandiose.

Nous croyons à un épanouissement de beauté en notre siècle lorsque les peuples auront acquis tous les moyens matériels et moraux de s'affirmer : Villes à construire ou à reconstruire, quartiers entiers de grandes cités à abattre et à réédifier suivant des plans absolument nouveaux et conformes aux besoins modernes; habitations spacieuses et éclairées, le tout lié étroitement à un développement de la culture technique comprenant celui de la culture artistique. Ajoutons que tout cela est subordonné, bien entendu, à des conditions sociales absolument différentes des nôtres.

En résumé, il nous semble retrouver dans cette Exposition deux influences, savoir : le retour à la conception géométrique, à la ligne verticale des monuments des antiquités égyptiennes, grecques, et de ceux du XIII[e] siècle de notre ère, et simultanément une influence orientale, persane, bysantine et arabe, cette dernière s'affirmant par la recherche des harmonies de couleurs, des formes fantaisistes multiples, mais déterminées toutefois par un souci de logique parfaite. Disons d'ailleurs, que ce ne sont là que des influences lointaines, indirectes, et non la copie inintelligente, servile, que nous avons critiquée plus haut et dont nous souhaitons à tout jamais la disparition.

Nous laissons, bien entendu, de côté les attractions ridicules et le mercantilisme qui s'est installé là sans pudeur, et... sans art.

Mais comme art décoratif, ne méconnaissons pas cette forme nouvelle : la lumière ; elle projette avec discrétion ou avec éclat ses faisceaux féeriques sur toutes choses. Le soir elle transforme l'eau en des gemmes éblouissantes, elle accentue les reflets d'or des mosaïques. C'est une gamme infinie de couleurs. Et nous avons ainsi l'impression qu'au milieu de cette Exposition, les jeux de lumière contribuent à mettre en valeur tout cet ensemble de richesses, résultat d'un remarquable effort collectif.

LÉON CLÉMENT.

A travers les livres

NOUS AVONS REÇU :

G.-H. Bousquet : *Précis de Sociologie d'après Vilfredo Pareto.* Un vol. in-8. Prix : 10 fr. (Payot, édit.).

Gaston Depresle : *Anthologie des Ecrivains Ouvriers.* Préface de H. Barbusse. Prix : 7 fr. (Editions « Aujourd'hui », 6, rue Labrouste, XV[e]).

Lucien Fabre : *Le Tarramagnou.* Prix : 7 fr. 50 (Edit. de la « Nouvelle Revue Française »).

P. Clerget : *Les Industries de la Soie en France.* Prix : 6 fr. (Collection Armand Colin).

F. Revol : *Le Syndicalisme paysan et les grèves paysannes de* 1920, 1921 *et* 1922 *dans le Nord du Palatinat Rhénan.* (Les Presses Universitaires.).

A. Martinot : *Les Délires de l'Impérialisme et les Folies marocaines.* Prix : 7 fr. 50. (Figuière, édit.).

Le Syndicalisme, base de réorganisation sociale. Brochure publiée par le Groupe d'études syndicales et sociales d'Asnières. Prix : 1 fr. 50. (S'adresser : Chausse, 21, rue Emile-Zola, Asnières.).

E. Cazalis : *Syndicalisme ouvrier et Evolution sociale.* Lettre et préface de J. Caillaux. Prix : 9 fr. (Rivière, édit.).

M. Boghitchévitch : *Les Causes de la Guerre.* Prix : 7 fr. 50. (Cahiers internationaux, Rieder, édit.).

Romain Rolland : *Le Jeu de l'Amour et de la Mort.* Prix : 7 fr. 50. (Albin Michel, édit.).

Ch. Saroléa : *Ce que j'ai vu en Russie soviétique.* (Hachette, édit.).

G. Pirou : *Les Doctrines économiques en France depuis* 1870. Prix : 6 fr. (Collection Armand Colin.).

H. Sée : *La France économique et sociale au XVIII[e] siècle.* Prix : 6 fr. (Collection Armand Colin.).

"Tous les moyens sont bons"

Désusclade a juré ses grands dieux, à la réunion d'information de la Seine, qu'il n'avait jamais dit que tous les moyens seraient bons pour nous combattre, y compris le mensonge.

Il a traité Lacoste de menteur.

Vous ne voudriez pas qu'un loustic qui érige le mensonge en système rechigne à en commettre un pour rattraper la gaffe que lui reprochent ses copains.

Dans l'Internationale Communiste

LA NOUVELLE CRISE DU P. C. ALLEMAND

Les dernières lourdes défaites communistes en Allemagne développent leurs conséquences. Notre Parti est de nouveau en état de crise. Deux tendances se disputent âprement la prééminence, et se donnent sans aménité la réplique.

Il n'en pouvait être autrement, ces défaites étant dues à la politique et aux méthodes désastreuses des faux « léninistes » imposés comme dirigeants au Parti non consulté. Ces défaites — *deux millions de voix ouvrières perdues en moins d'un an* — sont le résultat de la prétendue « bolchevisation ».

Le correspondant de la *Pravda* à Berlin avait dû convenir des responsabilités du Parti (1), tandis que l'*Humanité* se livrait au bluff le plus grossier. Le scandale de l'élection d'Hindenburg assurée par les communistes *a obligé l'Exécutif à imposer une véritable volte-face à la direction du Parti.* Le bon sens reprend ses droits, mais à quel prix !

L'*Humanité*, bourrant indécemment les pauvres crânes de ses lecteurs, avait loué sans réserves la Centrale allemande d'avoir maintenu la candidature Thaelman et assuré l'élection d'Hindenburg. Pendant ce temps, Zinoviev, comprenant tardivement l'énormité de son erreur — car c'est lui qui dicte à Ruth Fischer la conduite du Parti — se décidait à proclamer la nécessité de défendre la République, même bourgeoise, contre la monarchie.

Cette formule, dépourvue d'ailleurs de franchise, ne pouvait avoir qu'une signification : ne pas faire le jeu de la pire réaction, préférer le républicain bourgeois au féal des Hohenzollern. Première revanche pour Radek, Brandler, etc., accusés il y a un an du crime d'avoir fait une distinction entre le fascisme et la République de novembre !

Il était trop tard. L'élection d'Hindenburg eut lieu, et notre Parti, qui avait détourné de lui, en moins d'un an, deux millions d'ouvriers, avait donné à la classe ouvrière une nouvelle raison de tenir en suspicion le Parti communiste.

Mais tandis que les sots et les aventuriers du « léninisme de 1924 » se congratulaient, de France en Allemagne, et *vice versa* (les correspondances de Berlin de l'*Humanité*, à cet égard, sont significatives) l'Exécutif décidait de répudier la tactique imbécile qui rassemblait huit millions de prolétaires allemands... autour du parti socialdémocrate, *et de revenir à la politique de Brandler et de Radek.*

Cette volte-face nouvelle ne rehausse guère notre prestige devant les fameuses « masses », qui en ont assez de ces pirouettes. En même temps, elle provoque dans notre Parti même une forte réaction. Une gauche, plus gauche que la gauche, proteste et crie au « brandlerisme »...

(1) Voir son témoignage textuellement rapporté dans le n° 5 de la *Révolution prolétarienne.*

La Centrale fut réunie en session élargie. (On sait que les participants de ces sortes de choses ne sont que des fonctionnaires et des bureaucrates.) L'*Humanité* en a publié un compte rendu scandaleusement mensonger : « tous les moyens sont bons ». Mais la *Pravda*, cette foi plus honnête, nous donne un meilleur récit.

D'abord, des aveux de Ruth Fischer :

« *La tactique rigide selon laquelle le Parti, pratiquement, se comporte envers le Parti monarchiste comme envers les partis pseudo-républicains,* N'A FAIT EN RÉALITÉ QUE RENFORCER L'INFLUENCE DE CES DERNIERS *et a empêché le rassemblement des masses pour une lutte réelle contre la réaction. Notre tactique a donné la possibilité aux socialtraîtres de nous montrer les alliés de la réaction monarchiste.* »

Continuant de réciter sa leçon, Fischer injuria grossièrement le « brandlerisme » pour donner le change au moment où elle donne raison à Brandler, et continua en ces termes :

« *Un embrouillement s'avéra dans les rangs du Parti parce que une série de camarades dirigeants, parmi lesquels des membres mêmes du C. C., ne comprirent pas la nécessité d'une telle manœuvre. Ainsi, la manœuvre proposée par notre délégation à l'Exécutif et par celui-ci, approuvée ensuite par la majorité du C. C., ne put être réalisée à temps* (!). *A la fin des élections présidentielles, le C. C. changea immédiatement de tactique...* »

Il était temps, n'est-ce pas, de changer de tactique ? Fischer explique ensuite que le C. C. est revenu à la « lettre ouverte » (dont l'initiative est de 1921 et revient à Radek) et s'est montré prêt à soutenir le gouvernement « pseudo-républicain », en Prusse et en Allemagne, par l'abstention des communistes au Landtag et au Reichstag, assurant ainsi la majorité aux républicains : *tactique de « front unique par en haut » par excellence, de front unique « entre chefs » !* Mais le Parti ne comprenait plus rien à tout cela, Fischer est obligé de l'avouer : « *Cette volte-face dans notre tactique ne fut pas suffisamment* (!) *comprise dans les rangs du Parti* (1). » Il y avait de quoi...

C'est une vraie banqueroute de la politique de l'Exécutif en Allemagne, et une banqueroute frauduleuse. « Tous les moyens sont bons », mais ils conduisent à la défaite.

Un autre numéro de la *Pravda* donne des précisions complémentaires sur cette lamentable parodie de session de la Centrale. L'envoyé de l'Exécutif défendit le C. C. allemand, affirmant que « la lutte contre ce dernier est une lutte contre l'Internationale ». Pas moins. Alors, à quoi bon ce simulacre de délibération si toute critique est par avance flétrie de la sorte ?

Mais voici le plus beau :

« *Le représentant du Parti français, Victor, dit que les ouvriers français ne peuvent pas comprendre pourquoi le P. C. A. n'a pas retiré la candidature Thaelman, en raison du danger de l'élection d'Hindenburg.* »

(1) *Pravda* du 13 mai.

Ainsi, l'*Humanité* approuve ouvertement la sottise criminelle condamnée de toutes parts, et ensuite le soi-disant représentant français déclare sans rire que les ouvriers français ne comprennent pas... Inconscience ou cynisme ?

Nouveaux extraits de Fischer :

« *L'opposition* (il s'agit de la sur-gauche) *révèle dans ses arguments de fortes tendances luxembourgistes.* »

Donc, c'est tantôt la droite, tantôt la gauche qui est « luxembourgiste ». Fischer n'a pas le répertoire varié. Par contre, quelle impudeur... Rosa Luxembourg insultée par Fischer... Holà ! N'insulte pas qui veut.

« *Les critiques demandent où sont les limites de la nouvelle politique du front unique; il ne peut être de théorie pour la tactique et la manœuvre. L'unique garantie contre l'opportunisme est notre passé* (! ! !) *et le fait que le Parti russe éprouvé est d'accord avec cette politique.* »

Il faut se fier à Ruth Fischer, en raison de son passé ! Or, on se demande précisément ce qui est le plus inquiétant, de son passé, de son présent ou de son avenir...

« *L'opposition* — dit en concluant Ruth Fischer — *bavarde qu'elle conquerra les masses et s'emparera de la direction du Parti au prochain Congrès. Toute cette opposition ultra-gauche n'est qu'une maladie infantile, néfaste au Parti.* » (1)

Après cela intervinrent Rosenberg et Scholem, ces étoiles, qui défendirent la « vieille ligne ». Le vote donna 35 voix à la majorité soutenue par l'Exécutif et toute une série de représentants à tout faire des autres partis, et 15 voix à l'opposition.

Celle-ci n'a pas à se plaindre de ce premier résultat. Ceux qui ont lu, dans la *Révolution prolétarienne* (n° 5) le récit de Geschke sur les méthodes du Parti, seront émerveillés de voir une opposition grouper 15 voix. Il est vrai que cette lutte se livre entre bureaucrates, le Parti n'ayant pas la parole. Quand la prendra-t-il ?

De toutes ces citations de la *Pravda*, l'*Humanité* sort une fois de plus couverte de honte. Elle a menti lors des élections présidentielles. Elle a menti sur l'intervention de Zinoviev. Elle a menti à propos de la session de la Centrale. Elle a menti constamment.

Mais il faut mettre en pleine lumière un de ses mensonges de prédilection, cent fois répété. A l'en croire, la social-démocratie se désagrège, se décompose, ne compte plus, et si elle atteint 8 millions de voix, c'est qu'elle gagne « des voix petites-bourgeoises » (*sic*). Comme les communistes, de leur côté, ont perdu deux millions de voix, on se demande où est passé le prolétariat allemand ? C'est peut-être lui qui a voté en majorité pour Hindenburg ? De même, la décadence de l'*Humanité* s'explique aisément : nous perdons des lecteurs petits-bourgeois, nous gagnons des ouvriers ! (Puisquil ne s'agit que de mentir).

Or, les chiffres confondent une fois de plus les menteurs. Prenons les statistiques *des neuf circonscriptions les plus prolétariennes;* elles sont saisissantes :

	4 mai 1924	7 décembre 1924	29 mars 1925
BERLIN (3 circ.) :			
Soc. démocrates..	578.689	887.060	945.547
Communistes	471.512	432.176	349.489
HALLE-MERSEBURG :			
Soc. démocrates...	110.971	135.078	143.420
Communistes	183.881	163.617	136.896
HAMBOURG :			
Soc. démocrates...	173.587	203.431	214.257
Communistes	114.365	90.250	67.577
RHIN-WESTPHALIE (4 circ.) :			
Soc. démocrates...	578.140	816.596	824.749
Communistes	765.492	531.176	377.171
Totaux :			
Soc. démocrates...	1.441.387	2.042.165	2.127.983
Communistes	1.535.250	1.217.219	931.133

Les résultats de la honteuse « bolchevisation » sont éloquents. Dans les forteresses prolétariennes, les communistes perdent 604,117 voix et les socialistes en gagnent 686.596. Les pertes communistes sont particulièrement fortes à Hambourg, capitale de la « gauche », domaine de Thaelman.

Les mensonges de l'*Humanité* n'y changeront rien, hélas.

(1) *Pravda* du 14 mai.

CHOSES DE FRANCE

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Il ne faut pas accorder aux élections municipales plus d'importance qu'elles n'en méritent; donc, ne pas imiter les faux « léninistes » de 1924 qui ont battu outrageusement la grosse caisse et prétendu tout avaler à cette occasion, comme d'incurables social-démocrates qu'ils sont. Mais on doit les apprécier à leur valeur de symptôme; donc, une fois de plus, ne pas suivre l'exemple des faux « léninistes », devenus soudain muets comme des carpes quand il s'est agi de tirer la leçon de l'événement.

Le camarade italien Scoccimaro nous disait en janvier, à Moscou : *Le parti français fait de grands progrès et la preuve en sera la grande victoire qu'il remportera aux élections de mai.* Nous lui répondîmes tranquillement : — *Le parti français est en pleine régression et, en fait de victoire, il remportera, hélas, une sérieuse râclée.* Scoccimaro répondit : — *Dans ce cas, tout ce que les représentants français nous racontent ne serait que bluff et mensonge, et l'Exécutif aurait à en tirer les conséquences.*

Maintenant, Scoccimaro est fixé. La grande victoire annoncée n'a été qu'une grande défaite. En fait de « ceinture rouge », évoquée par les démagogues, ceux-ci ont dû se mettre eux-mêmes une ceinture rose pâle.

En règle générale, les communistes ne peuvent obtenir aux élections municipales d'aussi favorables résultats qu'aux élections législatives, vu l'intervention des considérations locales et de pressants intérêts particuliers. Un léger recul était donc à prévoir, dans cette période qui n'avait rien « d'ascendant ». Seuls, les dirigeants du Parti ne l'ont pas prévu, et ont même *prévu le contraire.* Preuve de plus de leur nullité. Nous avons affaire à de véritables analphabètes politiques.

Si encore ils n'étaient qu'analphabètes ? Ils sont depuis longtemps jugés comme brouillons excités et perroquets irresponsables. Cette fois, ils se sont

montrés de plus politiciens avides, arrivistes pressés. Quelle ruée aux candidatures ! Le Parti s'était donné comme règle de ne pas faire de ses fonctionnaires des candidats. La décision du Parti, prise en Congrès et confirmée par l'Internationale, a été scandaleusement violée. Cette fois, on ne s'est même pas donné la peine de faire un simulacre de consultation du Parti. Le bon plaisir des bureaucrates fait loi. Le Parti sait désormais que ses décisions ne comptent pas.

Un *léger recul* était à prévoir, — à condition toutefois de travailler sérieusement. L'embourgeoisement croissant des socialistes donnait à notre parti des conditions de propagande très favorables. Mais les méthodes ineptes des bureaucrates imposés au Parti sans que celui-ci ait été consulté, permettaient de prévoir un *grand recul,* — et il s'est produit.

Le Parti a perdu de 200,000 à 300,000 voix, peut-être davantage, c'est-à-dire au moins 30 pour cent des suffrages obtenus l'année précédente. Ses bureaucrates n'osent pas donner de chiffres d'ensemble. Ils ont une aversion pour l'addition. Cela se comprend : l'arithmétique est une science exacte, et tout ce qui est exact leur est antipathique. L'exactitude est une déviation « trotskiste ». Pas de danger qu'ils y tombent.

Les pseudo-léninistes se sont livrés pendant des mois à une campagne hystérique tendant à identifier le parti socialiste au « fascisme ». Le fasciste Blum, le fasciste Renaudel, le fasciste Boncour, — voilà ce qu'on lisait quotidiennement dans leurs barbouillages écœurants. Or, en vue du second tour de scrutin, ils ont découvert qu'*afin de barrer la route au fascisme, on doit voter pour les socialistes,* lesquels sont eux-mêmes des « fascistes ». On se demande, après cela, comment on pourrait dépasser cette cime d'incohérence.

Les socialistes — pardon, les fascistes — sont maîtres de toutes les grandes villes de France, sauf Paris au régime électoral spécial. La *Pravda* a fait grand cas de la victoire communiste de Douarnenez : aux dieux ne plaise que nous dénigrions l'importance de Douarnenez pour la révolution dans les deux hémisphères. Mais au risque de subir une fois de plus l'accusation de « trotskisme », nous affirmons que Lyon, Marseille, Bordeaux, Strasbourg, Limoges, Lille, Roubaix, Tourcoing, Toulouse, Grenoble, Rennes, Tours, Le Creusot, ont plus d'importance encore. Et nous tenons à la disposition du Comité Exécutif de l'Internationale et du Bureau politique russe un *Petit Larousse illustré* qui leur permettra de connaître la différence entre Marseille et Douarnenez. Il est vrai que M. Pierre Larousse est peut-être, lui aussi, un « trotskiste » ? Par les temps qui courent, il faut s'attendre à tout.

En janvier 1924, le Congrès communiste de Lyon reçut un *Message* de l'Exécutif disant notamment *que le Parti socialiste n'est qu'un mort pour lequel ne votent plus que de rares ouvriers.* Inutile d'ergoter : l'Exécutif s'est trompé on ne peut plus lourdement. Il s'est trompé malgré les avertissements répétés de l'auteur de ces lignes, que nous citerons à l'occasion. Mais il est intéressant de noter ici l'opinion formulée par... Léon Trotsky quand le projet de message lui fut soumis. Dans une lettre à Kussinen, pour l'Exécutif, le 7 janvier 1924, Trotsky écrivait entre autres :

« 3. *Il est parlé trop à la légère du parti socialiste français comme d'un mort pour lequel ne votent que de « rares ouvriers ». C'est une illusion. Le P. S. F. est l'organisation électorale d'une partie importante des masses ouvrières passives et demi-passives. Si chez les communistes la proportion entre les organisés et les électeurs était, supposons de 1 à 10 ou à 20, cette proportion serait pour les socialistes de 1 à 50 ou 100. Notre objectif dans une campagne électorale consiste pour une bonne part à détacher de la masse ouvrière passive une portion importante d'ouvriers qui s'éveillent pendant les élections. Et pour l'atteindre, il ne faut pas sous-estimer l'adversaire.* »

Ici encore, inutile d'ergoter : c'est Trotsky qui a vu clair, alors que l'Exécutif ne comprenait rien à notre situation et à nos partis ouvriers. Mais on ne tint aucun compte de sa lettre. Il n'empêche qu'elle reste comme un témoignage d'intelligence politique et que le *Message* ne compte que comme illustration de l'incompétence, de la légèreté des pseudo-léninistes qui conduisent notre Internationale de défaite en défaite.

La classe ouvrière est de plus en plus déçue du Parti — voilà ce qui ressort nettement du résultat des élections. Il est impossible qu'il ne se trouve pas quelques poignées d'ouvriers révolutionnaires sérieux, dans les principaux Partis communiste pour prendre conscience des réalités et du danger que court le communisme livré à des coteries.

LA GUERRE AU MAROC

Tout ce qu'il y a de sain et de viril dans le prolétariat doit s'associer au Parti communiste en lutte contre la guerre au Maroc. L'ardeur de celui-ci dans son agitation prouve que les bureaucrates installés sur son dos n'ont pu en extirper tout faculté combattive. C'est un signe réconfortant, parmi tant de symptômes lamentables.

Mais il eut été étonnant que les « léninistes » de 1924 ne sabotent l'action anticoloniale en y introduisant de ces trouvailles dont ils ont le secret. Cela n'a pas manqué. Les adeptes de la « volaille à plumer », de « l'impérialisme rouge », du « tribunal révolutionnaire », de la « terre à coups de fusil », du « fascisme est là », de la « période prérévolutionnaire », de la « terreur blanche en France », du « léninisme » et de la « bolchevisation » nous ont fabriqué l'*abdelkrimisme.*

Le besoin s'en faisait vivement sentir. Il y avait longtemps que ces « théoriciens » (*sic*) de génie n'avaient rien inventé. Une fois de plus, ils ont mis dans le mille. Il est vrai qu'ils se préparent ainsi des thèmes pour, dans trois mois, « reconnaître leurs fautes » (*sic*).

Cet abdelkrimisme, qu'ils croient être une variété du « léninisme », est en réalité une sorte d'abdelcrétinisme et présente un danger qu'on ne peut s'abstenir de dénoncer, quelque intérêt qu'il y aurait à ne pas faire de réserves sur l'action communiste engagée. Il y va d'intérêts révolutionnaires trop importants pour qu'on puisse paraître s'associer, fût-ce par le silence, à une politique insensée. Heureusement, nous ne confondons pas le Parti — dont nous sommes solidaires — avec ses dirigeants déplorables.

Les communistes ne peuvent avoir une tactique passe-partout valable en toutes circonstances pour toute colonie ou nation semi-coloniale. Seuls, des « léninistes de 1924 » peuvent croire cela. Mais Lénine les eût cinglés d'importance. Rien n'exige tant l'esprit dialectique du marxisme que

l'application de notre politique anti-impérialiste et notre solidarité envers les peuples opprimés.

Les dirigeants communistes français se sont comportés à l'égard d'Abd el Krim comme nos camarades russes vis-à-vis de Sun Yat Sen, c'est-à-dire en le considérant comme le représentant d'un mouvement révolutionnaire national prolétarien, et en le traitant en allié quasi-communiste. Cette parodie servile est une lourde faute. Les communistes russes se sont associés, *et dans une certaine mesure seulement*, à Sun Yat Sen, et ils ont eu raison, car ils ont fait ainsi alliance avec un parti vraiment populaire, ralliant l'avant-garde des prolétaires et des paysans pauvres *à la fois contre l'impérialisme étranger et contre les cliques militaires et féodales chinoises*. Ce n'est pas une raison pour que les communistes français s'associent *sans mesure* à Abd el Krim, représentant des catégories sociales très différentes, poursuivant des objectifs très différents.

Les députés communistes ont invoqué l'exemple de Mustapha Kemal. Ils se sont une fois de plus lourdement trompés. Kemal pacha s'est trouvé incarner un mouvement d'indépendance vraiment national, non l'action de tribus guerrières d'une province. *Et pourtant l'Internationale communiste, loin de s'allier à lui, l'a combattu de toutes ses forces, a soutenu et soutient contre lui le parti communisme turc qu'il décime*. L'Etat soviétique a pu conclure avec lui un accord diplomatique, comme avec l'Allemagne capitaliste à Rapallo : *mais l'Internationale ne le connaît que pour le combattre*. Et, puisque les dirigeants communistes ne le savent pas, il est grand temps de le leur apprendre (1).

Leur politique est absolument contraire à celle de l'Internationale communiste, à laquelle ils sont demeurés étrangers. Les éloges que Zinoviev en a faits prouvent simplement encore une fois que celui-ci, livré à lui-même, privé des instructions de Lénine, est incapable de s'orienter, et qu'il parle à la légère, quitte à se rétracter trois mois plus tard, à « reconnaître ses fautes » (*sic*).

Lénine, dans ses thèses votées par le 2e Congrès de l'Internationale, rappelait « *la nécessité de combattre l'influence réactionnaire du clergé, des missions chrétiennes, etc.* » c'est-à-dire *des religieux musulmans*. Il recommandait nettement « *de combattre le panislamisme, le panasiatisme et autres mouvements similaires qui tâchent d'utiliser la lutte émancipatrice contre l'impérialisme européen et américain pour rendre plus fort le pouvoir des impérialistes turcs et japonais, de la noblesse, des grands propriétaires fonciers, du clergé, etc.* » Il soulignait à plusieurs reprises la nécessité de combattre les propriétaires fonciers, les chefs militaires et religieux, « *les survivances ou les manifestations de l'esprit féodal* ».

Il préconisait « *de combattre énergiquement les tentatives faites par des mouvements émancipateurs qui ne sont en réalité ni communistes, ni révolutionnaires, pour arborer les couleurs communistes* ». Il formulait enfin nettement :

« *L'I. C. ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés qu'à la condition que les éléments communistes soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique* ».

Etc., etc. On voit que cette politique n'a pas grand'chose de commun avec celle des néo-léninistes de 1924, qui égarent le Parti et la C. G. T. U.

A propos des « couleurs communistes » dont parle Lénine, il n'est pas mauvais de relever l'affirmation de l'*Humanité* (édition du Midi, nous ignorons si celle de Paris a commis la même bourde) selon laquelle le drapeau rouge flotte sur le Rif. Il est exact que le rouge est la couleur du drapeau *marocain*, mais ce rouge-là, n'en déplaise aux néo-léninistes de 1924, n'est pas celui du drapeau prolétarien; il flotte aussi sur Fez et Tanger, sur Rabat et Casablanca. Il existe même un autre drapeau rouge flottant sur un point du monde : c'est à Zanzibar, où il n'y a pas d'état prolétarien, mais un « protecteur » anglais. Faut-il s'attendre à voir l'*Humanité* célébrer, un de ces jours, la « bolchevisation » zanzibarite ?

« Le Maroc aux Marocains », oui, mais pas à Abd el Krim avec l'aide des communistes français. Il semblerait que certains néo-léninistes aient commencé à le comprendre, — à en juger par l'indignation manifestée contre les paroles de M. Painlevé accusant les communistes de connivence avec Abd el Krim. Cette indignation est trop légitime, mais elle signifie que les communistes n'identifient pas leur cause à celle du chef rifain ? Sans quoi, quel mal y aurait-il à soutenir celui-ci ? Il est vraiment temps de clarifier cette incohérente politique aboutissant, *dans le meilleur des cas*, à d'insolubles contradictions.

(1) Ce n'est pas, hélas, la seule chose qu'ils ignorent. On a pu lire, l'an dernier, dans l'*Humanité*, cette énormité : « *Sun Yat Sen menace de bombarder Canton.* » Sans commentaires.

AUX CALENDES GRECQUES

Deux jours avant une certaine Conférence (?) nationale du Parti, annoncée pour le 28 juin, l'*Humanité* informait du renvoi de cette conférence en... septembre.

Tout simplement.

L'information ne dit pas s'il s'agit de septembre 1925 ou de septembre 1935. De sorte qu'on reste perplexe. Avec les « léninistes » de 1924, tout est possible...

Peu de temps auparavant, les membres du Parti avaient eu la bonne surprise de lire une « résolution du Comité central » inattendue. Ces trois pages indigestes peuvent être résumées exactement ainsi : Nous sommes des incapables et des brutes; mais on garde les mêmes et l'on recommence.

C'est gentil aux saboteurs du communisme d'avoir de temps à autre un petit accès de franchise. Il y a progrès. L'opposition se voit donner raison sur toute la ligne (c'est le cas de le dire), — ou presque. Seulement elle a eu tort d'avoir raison, voilà tout.

Mais qui a convoqué pour le 28 juin une Conférence ? Qui l'a renvoyée en septembre ? Pour quelles raisons l'a-t-on convoquée ? Pour quels motifs l'a-t-on renvoyée ?

Et l'opinion *du Parti*, dans tout cela ?

Le Parti, on ne lui demande pas son avis. Il n'a qu'à être content d'avoir une coterie qui pense (!) et qui s'agite en son nom.

Défense de poser des questions indiscrètes. On commande une conférence parce que cela nous plaît. On y introduira qui nous convient. On y votera ce qui nous sied. On la décommande parce que nous avons changé d'avis.

C'est ce qui s'appelle la « démocratie ouvrière ».

UN COMMUNISTE.

MAYENCE 1924

I. — La lutte contre l'occupation de la Ruhr.

Il y aurait une belle étude historique à écrire sur les grands procès politiques qui ont marqué la vie de la Troisième République.

A chaque époque de troubles, de tension, de conflits mettant aux prises plusieurs fractions de la bourgeoisie, ou la bourgeoisie et le prolétariat, le système répressif et juridique, ordinaire ou extraordinaire de l'Etat français, est entré en action pour le compte de tout ou partie de la classe possédante. Et à chaque fois dans ce pays, dont il serait vain de rappeler les traditions et les préjugés démocratiques, l'opinion publique a été remuée et émue.

Sans évoquer les grandes luttes d'avant-guerre, souvenons-nous : des procès de trahison marquant « le tournant de 1917 » ; de l'affaire des marins de la mer Noire à l'heure de l'opposition directe et armée de l'Entente à la Révolution russe ; du grand complot de 1920 concluant la crise révolutionnaire qui a secoué le monde bourgeois de 1917 à 1921; du complot de 1923 voulant prévenir la lutte contre la guerre de la Ruhr !

Complot préventif avorté, procès manqué... quoique ayant soulevé une émotion que Poincaré faillit payer cher. A la fin de 1923, il prit sa revanche, et dans des conditions ne permettant pas le contrôle de l'opinion publique, l'affaire de Mayence fut ouverte.

Trotsky disait dans le fameux discours du 28 juillet 1924, que tous les membres du Parti devraient relire... ou lire aujourd'hui :

« Au premier abord, l'occupation de la Ruhr pouvait sembler un épisode peu important pour l'Europe ensanglantée et épuisée, qui avait traversé quatre années de la plus horrible guerre. Au fond, cette occupation fut comme une courte répétition de la guerre impérialiste. Les Allemands ne résistèrent pas, car ils ne le pouvaient pas, et les Français envahirent la région industrielle sur laquelle pivotait l'économie allemande. Par suite, l'Allemagne et jusqu'à un certain point le reste de l'Europe se trouvèrent en quelque sorte en état de guerre. »

L'Internationale communiste avait compris toute l'importance de l'opération impérialiste et la nécessité d'une résistance prolétarienne. Inutile d'insister sur les conférences tenues les 6 et 7 janvier, à Essen, et le 18 mars à Francfort. Débarrassé des journalistes fantaisistes, des poètes décadents ou verbeux, des politiciens roués et pleutres dont l'influence pesait sur son développement, le Parti communiste français mena pour la première fois une lutte systématique, pratique, *technique* contre l'impérialisme. C'est la plus belle page de son histoire.

Cependant l'*Internationale communiste des Jeunes* participait à ces deux conférences, prenait une part importante dans l'organisation de la campagne, et proposait aux deux Internationales socialistes de Jeunes — dont la fusion n'était pas encore effectuée — le front unique, sur cette plate-forme :

1° *Contre une nouvelle guerre impérialiste, lutte par tous les moyens; en cas de guerre, grève générale révolutionnaire et insurrection;*

2° *Pour la suppression des traités de Versailles, de Saint-Germain, etc.;*

3° *Pour l'arrêt des armements;*

4° *Pour la propagande révolutionnaire dans l'armée et pour la fondation de cellules révolutionnaires parmi les troupes, surtout les troupes coloniales et semi-coloniales;*

5° *Contre la théorie et la pratique désastreuse de la défense de la patrie bourgeoise;*

6° *Contre le pacifisme bourgeois, pour le désarmement des organisations réactionnaires et pour l'armement du prolétariat.*

Naturellement, les jeunes socialistes repoussèrent ces propositions, mais sur cette base, l'action des Jeunesses communistes commença et lorsque les soldats français entrèrent à Essen, le 11 janvier 1923, ils lurent sur tous les murs de la ville cette déclaration des Jeunesses communistes de France (affichée par les soins des Jeunes communistes allemands) :

« *Soldats !*

« *Si vous avancez dans la Ruhr, pensez que vous êtes destinés à servir d'instrument contre les intérêts du prolétariat d'Allemagne, de France et du monde entier.* »

Ainsi commencée, la pénétration communiste au sein de l'armée française se poursuivit au cours de toute l'année. Elle prit naturellement diverses formes, mais elle ne cessa de se manifester par la collaboration des communistes des deux pays. Les jeunes camarades des J. C. de la Ruhr et de la Rhénanie affichaient dans les villes occupées tous les appels communistes. Chaque matin les autorités d'occupation trouvaient à leur réveil quelque manifestation nouvelle de cette courageuse effronterie, quelque nouveau pied de nez de ces « Fridolins » que Victor Hugo aurait aimés. Et, d'autre part, les communistes français mobilisés cherchaient dans la population ouvrière des amitiés, des points d'appui pour leur propagande.

Il y eut des affiches :

Celle du Comité exécutif de l'I. C. J. : « *Jamais vous ne tirerez sur les ouvriers allemands !* »

Celle du Parti communiste français : « *Aux soldats de la Ruhr, la classe ouvrière française !* »

Celle « *des ouvriers affamés de la Ruhr à leurs camarades en uniforme de France et de Belgique* » etc.

Il y eut l'édition spéciale de l'*Humanité*, la *Caserne* (dans laquelle on défendait les revendications matérielles des soldats), le *Drapeau rouge* destiné aux troupes belges, la *Caserne coloniale*, destinée aux troupes indigènes.

Il y eut les tracts et les brochures de propagande et de documentation; il y eut les papillons en français et en arabe, que les paysans bretons et les « crouyas » africains voyaient avec effarement à la porte de leurs cantonnements.

Mais lorsque la défaite de l'industrie et la débâcle des finances allemandes eurent provoqué cette

crise qui pouvait porter le prolétariat au pouvoir, l'Internationale communiste devait consacrer toutes ses forces à la désagrégation des troupes d'occupation. La victoire complète de la Révolution allemande était impossible tant que la forteresse prolétarienne de la Ruhr était entre les mains de l'impérialisme français, la présence des troupes de Poincaré étant une menace pour les forces révolutionnaires d'Allemagne. Déjà victorieux des magnats allemands, les ouvriers de la Ruhr avaient dû reculer sans combattre, devant les tanks français. Le mot d'ordre de *fraternisation* qui demeurait une formule un peu abstraite jusque-là, prenait à la veille d'événements que nous espérions décisifs, un sens concret, une valeur primordiale. A tout prix les soldats français et belges devaient affirmer leur solidarité à leurs frères révoltés d'Allemagne. Dans chaque régiment, avec les quelques éléments acquis ou sympathisants dont on disposait, il fallait organiser une cellule, capable de gagner la majorité du corps, d'opposer la « résistance passive » aux ordres des officiers et même de passer à la Révolution !

Il faut avoir vécu ces heures d'angoisse pour comprendre la portée tragique de la question que se posaient là-bas des camarades soldats, souvent isolés, toujours privés d'informations sûres : « Pourrons-nous empêcher les troupes françaises d'assassiner la Commune allemande ? »

Fièvreusement on organisa un appareil avec des militants de toute origine, on intensifia la propagande, on courut à travers toute la Rhénanie pour tenir en haleine ceux dont on connaissait les sentiments et l'impatience.

Et ce fut l'échec d'octobre, le recul auquel on assista de loin, la rage au cœur, la vision désespérante de ces ouvriers d'Essen décidés au pillage et à la vengeance. Ce fut enfin la répression des autorités françaises prolongeant l'action de la Reichweir en Saxe et à Hambourg !

II. — Les résultats de l'action. La répression.

Le prolétariat français a toutes les faiblesses des vieux peuples à civilisation séculaire. Tantôt blasés, tantôt fébriles, nos meilleurs militants sont souvent victimes de leurs nerfs. Ainsi deux opinions extrêmes, également dangereuses, ont été émises lorsque l'on a évalué les résultats de l'action dans la Ruhr et en Rhénanie.

Aux uns les difficultés de la tâche ont enlevé tout espoir.

Aux autres quelques manifestations caractéristiques ont donné de grosses illusions.

Dès que l'action a commencé en France, dès que la propagande a pénétré dans les troupes d'occupation, des militants — et non des moindres — n'ont pas craint de dire et d'écrire que nous avions déjà conquis l'armée, que « celle-ci ne marcherait pas en cas de Révolution allemande ».

On croira — même les camarades responsables — que les casernes sont inondées de tracts ; et que des discussions fébriles s'engagent, dans les cantines, sur la nécessité de soutenir des grévistes allemands.

Nous avons parlé des défauts d'un vieux peuple. Ajoutons l'inexpérience et les insuffisances d'une organisation jeune. Dans des circonstances aussi graves, il fallait se garder de tout optimisme claironnant. Cette juvénile confiance, qui confinait parfois à l'aveuglement, explique de grosses erreurs de l'appareil.

Il n'est pas de besogne plus complexe que la propagande antimilitariste, que la pénétration au sein de l'armée bourgeoise.

Déjà le recrutement d'un régiment n'est pas homogène, peu de sentiments profonds unissent tous ses membres, lorsqu'il n'est pas dans une situation extraordinaire. C'est déjà une difficulté pour le propagandiste qui ne trouve pas toujours le mot d'ordre précis répondant aux aspirations de tous les soldats qu'il veut toucher.

S'il ne juge que sur des souvenirs littéraires, s'il ne voit en la vie militaire qu'une suite de scènes courtelinesques, s'il passe trop rapidement du particulier au général, s'il ne base pas son action sur une information sûre, constamment revisée, il risque de rencontrer l'indifférence, la méfiance ou même de provoquer le mécontentement. Or, ce qui est essentiel, ce n'est pas la constitution d'un appareil de propagande, c'est la liaison des propagandistes avec les soldats.

L'ignorance de certains agitateurs des conditions matérielles et morales de la vie militaire explique le manque de mesure dont ils faisaient preuve parfois. Distribuer une centaine de journaux dans une usine n'est pas chose facile. Est-ce plus aisé, dans une caserne, lorsqu'on se heurte, à chaque pas, à la discipline militaire

On s'est illusionné sur les résultats de cette distribution de journaux, et aussi sur son importance. En fait, elle a été assez restreinte. Et il y aurait beaucoup à dire sur la vanité de longs et copieux articles. Le tract, le papillon, l'affiche — lorsqu'elle est possible — ont une autre valeur.

Mais si la propagande pour la fraternisation n'a pas porté ses fruits, cela tient surtout à une cause, autrement grave, et dont l'organisation n'est pas responsable.

En fait, le terrain n'était pas préparé. Les militants parisiens, habitués des meetings et des manifestations, lecteurs de notre presse, ne peuvent imaginer à quel point la « bochophobie » contamine encore l'esprit des paysans et même des ouvriers français. Certes, il y a quelque progrès, aujourd'hui, après l'échec de la politique de Poincaré ; les masses populaires ont peut-être été impressionnées par le pacifisme larmoyant et hypocrite du Bloc des Gauches. Mais en janvier 1923, la grosse majorité des troupes d'occupation entrait dans la Ruhr, avec la volonté rageuse d'en finir avec ces « Boches » qui ne voulaient pas payer. En finir... même... « par un coup de torchon »... c'était là l'éventualité à laquelle les soldats se résignaient ; et les plus révoltés d'entre eux étaient bien loin de fraterniser avec ceux qu'ils jugeaient responsables de leurs ennuis.

Nous n'avons pas suffisamment tenu compte de cet état d'esprit populaire. Emportés par l'enthousiasme de notre adhésion à la Révolution russe, nous avons cru liquidé tout le « jusqu'au-boutisme »; nous étions bien au delà « d'un pas en avant des masses »; et nos propagandistes à l'armée, nos camarades mobilisés étaient — sont-ils encore ? — toujours surpris, souvent désarmés, par l'incroyable ignorance de leurs auditeurs et compagnons.

Depuis six ans nous aurions dû mener une cam-

pagne systématique (1) contre la politique de guerre et le traité de Versailles qui la prolonge. Elle n'a commencé qu'en 1923 — et peut-on dire qu'elle se poursuit aujourd'hui ? Cependant, si nous avions sérieusement touché aux points sensibles l'impérialisme français, notre lutte actuelle contre la guerre du Maroc en serait plus profonde et plus efficace. Et en 1923, la propagation du mot d'ordre de la fraternisation en aurait été grandement facilitée.

Quoi qu'il en soit, quelles que soient nos réserves, nos critiques, on peut — sans aucune exagération — affirmer que le « travail » dans l'armée rhénane a donné des résultats appréciables, qu'il est, depuis la révolution bolchevique, la première entreprise sérieusement organisée de désagrégation d'une armée bourgeoise.

Les bases mêmes de l'agitation étaient solides. Il s'agissait non seulement d'exhorter à la fraternisation avec les ouvriers allemands, mais encore de défendre les revendications matérielles et morales des soldats et de lutter contre la propagande réactionnaire à l'armée.

Revendications prenantes, car les troupes d'occupation subissent un régime d'exception, caractérisé par une aggravation du service (jusqu'à dix heures de garde par jour, dans les débuts de l'affaire de la Ruhr) par la suspension fréquente des permissions, par la sévérité de la censure s'exerçant sur leurs loisirs, leurs propos, leur correspondance.

Lutte indispensable, car l'idéologie réactionnaire, nationaliste et cléricale s'offre sous toutes ses formes, dans les lieux fréquentés par les soldats. (Que de choses il faudrait dire, par exemple, sur l'œuvre des « Foyers du Soldat », et le véritable but que se sont proposé ses fondateurs !)

Quant aux résultats pratiques de cette agitation, c'est avec une certaine discrétion que nous devons les étudier. D'ailleurs, il est difficile de préciser la valeur de certains facteurs moraux essentiels.

Le but principal était l'organisation de cellules communistes dans l'armée. « *Une cellule dans l'armée*, a-t-on dit avec raison, *vaut davantage que* 10,000 *tracts non seulement distribués, mais même arrivés aux mains des soldats.* »

Par la cellule les communistes résistent aux tentations et aux corruptions multiples de leur état militaire, ils se tiennent en contact avec leur organisation de classe, ils s'arment contre les mensonges de la presse bourgeoise, la seule qui puisse passer la frontière et pénétrer dans les casernes (2). La nécessité de commenter et de critiquer les informations et campagnes de nos adversaires fit plus pour l'éducation politique de jeunes camarades que tous les discours subis avant leur mobilisation.

La cellule communiste doit se lier à l'appareil; elle doit aussi « rayonner » dans le régiment, tout en conservant son homogénéité propre et son caractère clandestin. (Le fait de tenir au courant de toute l'action entreprise de vagues sympathisants a coûté cher à quelques propagandistes militaires ou civils.)

Il n'est pas interdit de se réunir après la soupe (dans une chambre de sous-officier par exemple), pour faire de la musique. Il n'est pas interdit de lire à haute voix les nouvelles du jour, et d'évoquer des souvenirs de la vie parisienne sentimentale ou sociale !

Ma foi, on n'est pas toujours maître des conversations qui s'engagent, et ce n'est pas notre faute si le communisme apporte seul des réponses précises aux questions posées aux cours d'une discussion « omnibus » sur l'actualité politique. Nous connaissons un régiment où un véritable « cercle d'études » fut constitué, grâce à quelques militants adroits et énergiques. Trois d'entre eux ont payé cela de huit mois d'emprisonnement, et la répression a dispersé les autres. Mais le bon grain n'a pas été perdu...

Travaillée par les communistes allemands, la population ouvrière de la Ruhr manifesta aux soldats une sympathie, vite partagée.

Dans les centres prolétariens, à Essen, à Gelsenkirchen, à Kray des cas de refus d'obéissance furent signalés, chaque fois que nos troupes eurent à disperser des groupes prolétaires. Des soldats français et belges furent condamnés pour s'être joints à des manifestations et avoir chanté « l'Internationale ». Dans le Palatinat, au cours de l'aventure séparatiste (qu'il faudra étudier un jour, car elle est grosse d'enseignements), des détachements refusèrent de faire la besogne des nationalistes rhénans.

Nous manquons sans doute de renseignements suffisants sur ces faits, et il n'est guère facile d'en recueillir. Celui qui écrira un jour l'histoire révolutionnaire du prolétariat français devra fouiller dans les archives des conseils de guerre où il trouvera les traces d'actions courageuses « demeurées sans gloire, au milieu des ténèbres ».

Le moral de l'armée était atteint. Si dans l'ensemble elle n'était pas gagnée, du moins avait-on détruit en partie ses préjugés nationalistes; les cadres subalternes s'inquiétaient des longueurs de l'occupation ; des régiments entiers subissaient des influences prolétariennes.

Les communistes parisiens avaient tort d'être certains de la désobéissance collective, en cas d'action contre la Révolution allemande. Mais l'état-major et le gouvernement ne comptaient plus sur une obéissance passive et générale. Et ils avaient raison. Leurs craintes, la répression qu'elles ont provoquée sont un hommage rendu à la propagande communiste.

Le 4 avril 1923, de l'état-major de la 47ᵉ division émane la circulaire suivante :

« *Il y a lieu de s'attendre à une recrudescence de propagande communiste. Les communistes français auraient l'intention de profiter du maintien de la classe* 1921 *pour essayer de provoquer un mouvement de protestation de la troupe et déclencher une propagande antimilitariste analogue à celle qui eut lieu en* 1921, *au moment du rappel de la classe* 1919.

Il y a lieu d'expliquer aux hommes les raisons supérieures qui imposent le maintien de la classe et

---

(1) Nous ne voulons pas dire que rien n'a été fait. Nous n'oublions ni les brochures de Ker, ni la campagne contre le plan Dawes. Mais ce qui a été fait a-t-il touché la grande masse ? Notre ami Hasfeld — de la Librairie du Travail — a créé les « Bonnes Feuilles » — éditions à 0 fr. 10, puis à 0 fr. 25, susceptibles de pénétrer partout. Cette excellente initiative n'a jamais été sérieusement soutenue.

(2) Encore faut-il qu'elle soit tolérée par le proconsul rhénan ? En octobre 1924, cinq mois après la victoire du Cartel des Gauches, la vente du *Quotidien* était interdite dans les casernes de Wiesbaden ; un lecteur de l'*Œuvre* était suspect !

d'exercer une surveillance active, mais discrète (1) sur les militaires, spécialement sur ceux signalés comme susceptibles d'être des propagandistes.

Tout incident sera signalé au général commandant la 47e division (2e bureau) et doit donner lieu à enquête menée d'accord avec le commissaire spécial du territoire de la 47e D. I. Le résultat de l'enquête sera transmis sans délai, sous forme de compte rendu. »

Du même, le 19 octobre 1923 :

« *Certaines publications françaises sollicitent des militaires de la Ruhr des renseignements sur les situations matérielle et morale, ainsi que sur le caractère des relations avec les ouvriers allemands.*

Les renseignements doivent être envoyés par l'intermédiaire de camarades permissionnaires ou des familles.

Les chefs de corps exerceront une surveillance discrète sur les sujets dangereux se trouvant dans leur unité.

Cette surveillance portera particulièrement sur les rapports de ces hommes avec leurs camarades ou l'élément civil et sur leur correspondance. »

Au début de l'occupation de la Ruhr, les autorités militaires ménageaient les communistes allemands. On voulait flatter la population ouvrière, pour se servir d'elle contre les magnats industriels. La presse française parlait, avec indulgence, des « communes » ouvrières de Gelsenkirchen et de Recklinghausen. Le général Degoutte autorisait « Mme Clara Zetkin » à donner une série de conférences dans les territoires occupés. Les officiers, le 1er mai 1923, disaient à leurs hommes des manifestants chantant « l'Internationale » ou la « Marseillaise » : *Ce sont nos meilleurs alliés.*

Le Parti communiste allemand ne voulut en aucune façon faire le jeu de l'impérialisme français.

Les industriels allemands vaincus, il tourna toutes ses forces contre les autorités d'occupation, la Micum et le Comité des Forges.

Déjà en mai 1923, au cours des grèves qui éclatèrent dans la Ruhr, les troupes françaises assurèrent l'ordre. Par la suite, elles collaborèrent avec « la police bleue » autorisée à rentrer en territoire occupé.

Mais lorsque le K. P. D. eut pris position contre « *Cuno et Poincaré* », lorsque l'Internationale communiste des jeunes eut intensifié la propagande au sein des troupes d'occupation, la chasse au communisme fut organisée.

Les journaux communistes furent successivement interdits ; des patrouilles de « lacération » eurent mission de détruire toute la propagande murale ; dans tous les territoires occupés, les arrestations de jeunes communistes allemands se multiplièrent.

Aux heures décisives pour la Révolution allemande, une brigade de la Sûreté générale s'installa en Rhénanie.

Au lendemain de l'échec, lorsqu'un ultime mouvement dans la Rhur et dans le Palatinat était prévu, à la suite de la fameuse tournée d'inspection de M. Maginot, le « grand complot » fut décidé.

(1) Citons à ce sujet, ce naïf aveu d'un capitaine du 8e R. I., parlant à ses hommes, en septembre 1923, à Rellinghausen : « Attention à ce que vous écrivez à vos familles. *Toutes vos lettres sont lues !* »

Dédié aux ligueurs des Droits de l'Homme qui s'indignent du rapt de la lettre de M. Vatin-Pérignon.

En décembre 1923, 120 camarades civils et 15 soldats furent arrêtés.

L'affaire de Mayence commençait...

III. — La préparation policière.

La suppression des journaux communistes, la lacération des affiches communistes ne suffisant plus à arrêter une propagande d'autant plus néfaste aux yeux des autorités d'occupation qu'elle gênait la sinistre farce du séparatisme rhénan (1), la répression s'était déjà exercée activement contre les organisations prolétariennes de la Ruhr (notons qu'à cette époque il n'y avait plus dans les territoires occupés d'activité prolétarienne qui ne fût à tendance communiste !).

Un court extrait d'une brochure d'André Marty en donnera une idée :

« *Le camarade Copp, du groupe de Dinslaken et le camarade Muller se refusant à remettre la liste des membres du groupe communiste, furent condamnés à plusieurs mois de prison. Plus de cent ans de prison furent distribués à 4 camarades de Neustadt, 8 de Bochum, 4 de Dusseldorf, 2 de Buir, 5 de Wiesbaden, 3 de Pirmasens, 3 de Hambourg, 2 de Werden, 1 de Hombrun, 1 de Scholten, 3 d'Essen, 4 de Herne.* »

Mais Maginot avait donné l'ordre de « frapper à la tête », d'atteindre toute l'organisation, de monter une machine de guerre contre le Parti communiste, à la veille des élections de 1924, lorsque le gouvernement Poincaré, cédant déjà sous la pression des banquiers américains, voulait, en pourchassant la révolution, ranimer la confiance de la bourgeoisie.

L'ordre fut exécuté. Une surveillance très active sur les civils étrangers et français séjournant en Rhénanie, quelques imprudences des propagandistes imputables à leur inexpérience et à leur légitime impatience (un mouvement révolutionnaire semblant encore possible et imminent), permirent — sinon de frapper la tête... qui eut du nez et des jambes — du moins de rassembler, en décembre 1923, les éléments d'un impressionnant complot.

Que fallait-il pour cela ? Des journaux, des tracts, des listes d'adresses, des dollars, et surtout un grand nombre d'inculpés. On eut cela aisément. Le reste... c'est-à-dire les preuves ou les aveux, « l'habileté professionnelle » des policiers devait en peu de temps l'obtenir. Nous allons voir par quels procédés. Et ce qui suit pourrait être dédié aux vieilles barbes de la Ligue des Droits de l'Homme.

Les premiers arrêtés furent naturellement des Allemands. Ils *devaient* parler. Pour mieux leur faire comprendre ce devoir impérieux, on n'hésita pas à utiliser les moyens de... pression policière déjà employés à l'égard des saboteurs nationalistes. Précisons bien (les vieilles barbes en question ayant souvent l'oreille dure et l'intelligence assoupie). Il s'agit de moyens de torture perfectionnés. Le passage à tabac, la matraque, c'est bon, évidemment. Mais cela laisse des traces, et cela n'est pas toujours efficace.

(1) Il faut suivre à ce sujet la campagne que le citoyen Jules Uhry, mène dans l'*Ere Nouvelle* contre « *les proconsuls rhénans* ». L'*Humanité* n'en souffle mot. Cependant, elle est au moins aussi intéressante que celle de Daudet contre la police politique.

Il y a le « *fauteuil électrique* », il y a le « *pince-nez* ». Citons l'*Humanité* du 1er mars 1924 :

« *Le commissaire, en personne, introduit dans le nez d'Hermann Laub, des Jeunesses communistes de Ludwigshafen, un instrument qui lui cause d'effroyables douleurs, et tout en lui laissant cet instrument dans le nez, le commissaire ,sans souci des hurlements du malheureux, lui donne des coups de poing de droite et de gauche sur le nez.* » (1).

Au mois d'octobre 1923, cinq camarades de Herne furent odieusement torturés dans des conditions analogues. L'un d'eux, le camarade Doskowsky, craignant de ne pouvoir résister plus longtemps, se suicida dans la prison militaire de Herne. Geste digne des stoïques de l'antiquité, qui donne la mesure des atrocités policières et de l'héroïsme dont un révolutionnaire est capable.

On arrêta non seulement ceux qui avaient été pris sur le fait, non seulement presque tous les militants qualifiés du Parti et des Jeunesses de Rhénanie, mais encore tous les suspects — ceux qui avaient transporté des paquets dont ils ignoraient le contenu — ceux qui avaient eu ou pouvaient avoir eu des relations avec les propagandistes.

Certains — moins héroïques que Doskowsky — sous les coups des brutes policières, dirent ce qu'ils savaient et même ce qu'ils ne savaient pas. Quelques-uns parlèrent parce qu'ils étaient payés pour cela. La police allemande prêtant généreusement ses locaux, ses hommes, ses instruments d'information à la Sûreté française, on finit par aboutir à des arrestations jugées capitales : celle d'Assenmacker, de Cologne, celles de camarades de nationalité étrangère : le Yougoslave Konstantinovitch, l'Italien Bencovitch, l'Autrichien Dycka, et surtout celle de l'Arabe Ben Lekhal, arrêté à Siegburg et celle de notre camarade parisien Robert Lozeray, arrêté à Ludwigshafen.

Sur celui-ci, qui se rendait en Rhénanie pour s'informer des conditions d'existence des soldats, qui avait la mission nécessaire de rétablir le contact entre les prolétaires mobilisés et leur organisation de classe, on trouva une liste d'adresses militaires ; adresses rassemblées un peu au hasard, de soldats qui n'étaient pas tous communistes ni même sympathisants, dont quelques-uns, d'ailleurs, furent indignes de la confiance imprudente qu'on leur avait témoignée.

Le 17 décembre, Lozeray était arrêté, le 18, le 20 et le 21, une vingtaine de soldats étaient, à Wiesbaden, à Landau, à Mayence, à Worms, visités par la police, fouillés, laborieusement interrogés et emprisonnés pour la plupart. Dans la chambre des sous-officiers Hardouin et Lingat, du 9e R. A .D., à Landau, on trouva les mêmes journaux, tracts et papillons que chez les communistes allemands. La « liaison organique » était ainsi prouvée. On avait tous les matériaux du complot. Le plan était dressé. Il suffisait pour édifier un nouveau monument de littérature policière de le développer; exercice de style auquel les emprisonnés ne collaborèrent pas de bonne grâce. La déclaration qui comblait une lacune, qui liait des éléments dissemblables, qui donnait à l'œuvre une base et une ossature solides, ils se refusèrent souvent à l'accorder. Il fallut revenir aux grands moyens.

(1) Au sujet des atrocités policières, il faut consulter l'*Humanité* du 1er mars, du 2 mars, du 27 juillet 1924.

Lozeray, torturé, signa, sans le lire, un compte rendu d'interrogatoire bourré d'affirmations fantaisistes et grotesques, dû au génie inventif de M. Joulin, commissaire à Ludwigshafen (1)).

Ben Lekhal, emprisonné dans les locaux disciplinaires du 28e *Tirailleurs,* fut également... « questionné » (dans toute l'acception du mot) par le colonel et un adjudant de ce régiment.

Les sous-officiers et les soldats maintenus en état d'arrestation pouvant plus difficilement être frappés, furent menacés — sans succès, d'ailleurs — et maintenus au secret dans « les étuves glacées » de la prison militaire de Landau ou des cachots régimentaires de Wiesbaden.

Enfin au bout d'un mois de... préparation policière, on fut obligé d'envoyer tous les dossiers volumineux, mais incomplets, au proconsul Degoutte. Celui-ci n'attendit pas plus longtemps. Il avait son « affaire ».

Dans la prison militaire de Mayence, à l'aube de l'année 1924, furent écroués une centaine de civils et une quinzaine de soldats (dont quelques-uns avaient été, dans le courant du mois de décembre, arrêtés une première fois, puis relâchés) sous la double inculpation :

1° *D'avoir voulu provoquer le mécontentement, exciter à la rébellion et fomenter des mutineries dans l'armée de la Rhénanie et de la Ruhr;*

2° *D'avoir introduit, colporté ou distribué dans les casernes et cantonnements des publications interdites.*

On ajouta par la suite à la charge de Lozeray et de quelques autres, une inculpation supplémentaire. Celle *d'espionnage...* parce qu'ils avaient voulu recueillir des renseignements sur l'emplacement et le recrutement des régiments. Espionnage ? Au profit de qui ? On ne l'a pas dit. Un communiste doit espionner sans motif pour s'entraîner, se préparer à ses trahisons futures.

IV. — Le procès.

Le capitaine Rolland — gros homme maladroit, qui veut jouer au psychologue et qui a tous les défauts des Jésuites, sans en avoir les qualités — fut chargé de l'instruction.

Mais devant lui les inculpés — pour la plupart — revinrent sur les déclarations qu'on leur avait imposées ou plutôt refusèrent de leur reconnaître une valeur. Le philosophe galonné en fut à peine troublé.

Au début, il fut assez bien servi par la lâcheté — pour ne pas dire plus — de quelques soldats inculpés. Nous tairons les noms, par pudeur autant que par pitié. L'un d'eux, par exemple, pour obtenir sa mise en liberté, rapporta fidèlement au capitaine les propos tenus en prison par ses codétenus, au cours de la promenade quotidienne.

Mais quels étaient donc les inculpés ? Nous avons déjà parlé des Allemands dont le groupe énergique comprenait des femmes, des mères, des jeunes hommes et des jeunes filles de quinze à seize ans. Nous avons cité les étrangers, représentation vivante de l'Internationale.

(1) Lire, à ce sujet, l'*Humanité* du 27 juillet 1924. Le nom de M. Joulin doit passer à la postérité ainsi que celui de son collègue de Bochum, Muller-le-tortionnaire. M. Joulin voulait faire dire à Lozeray qu'il était « l'homme de confiance » de Doriot. On saisit de suite pourquoi.

Parmi les soldats, le noyau du 9e R. A. D. attirait plus particulièrement les sympathies des autres inculpés et l'estime des gardiens. Hardouin qui répondit au capitaine rapporteur : « *Avant d'être sous-officier, j'étais ouvrier.* » Lingat, anarchisant avant sa mobilisation, qui, aujourd'hui, a rejoint le Parti; Albert Lemire, qui pouvait se dégager — tous les papiers compromettants ayant été trouvés chez Hardouin et Lingat — et qui prit nettement ses responsabilités (1) — tous les trois furent devant les juges de Mayence des représentants qualifiés du prolétariat militaire. Sommés de dénoncer leur « fournisseur » en publications dangereuses, ils résistèrent sans effort à toutes les pressions, et Lemire répondit au nom des trois : « *La délation n'est pas une morale pour nous.* »

Tout cela, évidemment, est normal. Un communiste ne trahit pas. C'est vrai. Mais une telle affirmation prend une valeur singulière lorsqu'on peut l'illustrer par de tels exemples.

D'ailleurs il faut se rendre compte de la situation dans laquelle se trouvaient les inculpés, privés de tout relation avec Paris, pouvant à peine communiquer avec leurs avocats, maintenus au secret pendant plus de cinquante jours.

Pendant cinquante jours... au bout desquels il fallut bien convenir qu'on ne tirerait plus grand'-chose d'eux.

Sans oser l'avouer, le capitaine Roland en était sûr. Il s'entêta à boucher les trous du monument policier que les démentis ou le silence des inculpés, les contradictions des témoins de l'accusation avaient ébranlé. Il s'énerva à courir après des pistes fantaisistes, il se vautra dans l'illégalité, il joignit la maladresse à l'arbitraire.

On avait, au début, arrêté les soldats au petit bonheur. Pour avoir eu des relations amicales avec les trois inculpés du 9e R. A. D., un jeune démobilisé fut arrêté dans son atelier, traversa toute la France menottes au poing et fut finalement amené à Mayence.

Sur le compte d'un autre, son avocat Me Fernand Izouard — qui n'est pas communiste, loin de là ! — s'exprimera en ces termes (*Humanité* du 13 avril 1924) :

« *On a surpris sur lui une lettre qu'il écrivait à ses parents. Il tenait, comme vous allez le voir, des propos bien audacieux. Ne prétendait-il pas qu'un de ses camarades, accusé de propagande antimilitariste, ne s'y serait certainement pas livré si les soldats de l'armée d'occupation eussent été mieux traités ? Il a été poursuivi pour cette lettre interceptée. Le voilà inculpé de propagande antimilitariste et passible de quinze ans de prison.* »

Il fallut bien, cependant, se décider à renvoyer ceux que l'on gardait dans l'espoir que la peur en ferait des témoins à charge contre leurs camarades. On conserva les meilleures pièces, et lentement le capitaine Roland élabora l'acte d'accusation...

Le 11 mai, Poincaré est vaincu, le Cartel des Gauches triomphe, le communisme s'affirme comme une force imposante, Doriot est tiré de prison par les ouvriers de la banlieue parisienne.

(1) Lemire est un ouvrier, jeune, et pourtant expérimenté, un « vieux » militant des Jeunesses. Il revenait, libéré, se mettre au service de son Parti. Les bureaucrates de son Parti l'ont exclu — non seulement, Monatte, parce qu'il refusait de prendre position contre vous, mais encore parce qu'il pouvait avoir dans les Jeunesses une influence nuisible au prestige d'un Doriot ou d'un Ferrat.

A Mayence, les communistes emprisonnés, qui fraternisaient dans la prison même, qui avaient organisé le 1er mai, une manifestation suivie d'une répression imbécile, à laquelle répondit la grève de la faim, apprirent avec joie les résultats des élections.

Certains que le mot d'ordre de la fraternisation avait circulé dans les masses, pendant la campagne électorale, la défaite du Bloc National en France, suivant le succès communiste du 4 mai en Allemagne, fut pour eux la garantie d'une libération proche. Après six mois d'emprisonnement, de souffrances, d'isolement redoutable, la confiance renaissait. De France, des lettres pleines d'espoir leur parvenaient.

Mais Degoutte ne lâchait pas sa proie. Irrité par l'échec de son ministre, craignant une disgrâce prochaine, profitant d'ailleurs d'une ignorance du grand public français — ignorance dont la presse communiste était responsable — il donna l'ordre de frapper rapidement les inculpés, de mettre le nouveau gouvernement devant le fait accompli.

De l'*Œuvre* du 5 juin 1924, tirons ces observations et informations intéressantes :

On sait que cette affaire dormait depuis des mois, d'un profond sommeil. Brusquement, sitôt connus les résultats des élections du 11 mai et en prévision de l'amnistie, que n'allait point manquer de voter la nouvelle Chambre, on la réveilla. Par la voie la plus rapide, en l'espèce la voie télégraphique, les avocats parisiens des inculpés, à qui l'on avait négligé de communiquer le dossier, furent prévenus que le conseil de guerre siégerait, à Mayence, le mardi 3 juin, à 9 heures.

Avant-hier donc, quelques-uns de ces défenseurs, Mes Noguères, Maurice Paz, Viel, Gelma, Maranges, se présentaient devant le tribunal militaire.

Dès l'ouverture de l'audience, ils déposèrent des conclusions, visant : 1° l'absence d'inculpation préalable; 2° les violences exercées sur les inculpés; 3° le caractère secret de l'instruction; 4° la mise au secret des prévenus; 5° la violation du secret des communications avec le défenseur; 6° la nullité de certaines ordonnances de l'officier rapporteur; 7° la violation du droit des prévenus à se pourvoir; 8° la nullité de l'ordre de mise en jugement.

Les conclusions retenaient en outre : 1° que l'instruction comporte des lacunes préjudiciables aux inculpés; 2° qu'une disjonction arbitraire est proposée; 3° que les dossiers ne sont pas complets.

Est-il besoin d'ajouter qu'à la demande du capitaine Roland, rapporteur, les conclusions de la défense furent rejetées à l'unanimité ?

Au nom de ses confrères, Me Noguères lut alors une énergique déclaration, protestant contre cette procédure de « justice brusquée » et se terminant sur ces mots :

A Mayence, il faut frapper — et vite — des jeunes gens que Paris amnistiera demain — qu'il a déjà amnistiés.

Nous n'avons à favoriser aucun calcul, nous n'avons à considérer que le droit.

Collaborateurs de la justice, et ne servant qu'elle, le respect que nous lui portons nous défend de donner par notre présence une apparence de légalité aux débats qui vont s'ouvrir et qui sont viciés dans leur principe même.

Prenez vos responsabilités, messieurs, les nôtres sont prises : la défense se retire.

En effet, les cinq défenseurs quittèrent ensemble la salle du conseil de guerre, à la grande stupéfaction des juges.

L'après-midi, trois officiers furent commis pour remplacer d'office les avocats absents. Mais les prévenus refusèrent unanimement de répondre hors la

présence de leurs défenseurs réguliers aux questions du président.

Hier, mercredi, la même scène se renouvela et l'audience fut remplie par un long monologue du colonel Jean, présidant ce procès sans débats.

On passa alors à l'audition des témoins. La plupart n'apportèrent à la barre aucune révélation nouvelle. Mais soudain, un gros incident se produisit.

Un jeune témoin de quinze ans vint affirmer que ses premières déclarations lui avaient été arrachées par la violence. Il les rétracta formellement, malgré les menaces du commissaire du gouvernement. L'impression fut énorme.

Aujourd'hui et peut-être les jours suivants, se poursuivra ce simulacre de procès, les prévenus sans défense persistant dans leur mutisme et les juges militaires persévérant dans leur illégalité.

Cette relation de la première audience du procès ne serait pas complète si nous n'ajoutions que dans l'arrêt qui rejetait les conclusions des défenseurs, on trouvait cette phrase admirable :

« *La procédure réunit tous les éléments nécessaires pour apprécier* LE DEGRÉ DE CULPABILITÉ DE CHACUN DES ACCUSÉS. »

Vous avez bien lu. Degré de CULPABILITÉ ! Dès la première audience, avant tout débat, les accusés sont reconnus *coupables* et il ne s'agit plus que d'apprécier dans quelle mesure, à quel degré ils le sont. Voilà ce qu'on peut appeler de la justice expéditive. Les juges de l'affaire Dreyfus n'avaient tout de même pas été aussi fort... au moins dans leurs affirmations publiques.

On se souvient de la suite du procès. Des témoins qui reviennent sur leurs déclarations, des policiers français et allemands qui s'embrouillent dans leurs inventions rocambolesques; un pauvre diable de caporal Mustapha dont les sentiments de « bon mulsuman » (*sic*) et l'espoir d'un avancement rapide, ont fait un mouchard et un traître; des avocats d'office, officiers, paradant pour les petites poules du public et voulant ouvrir à leurs clients réfractaires... « *les portes du chemin de la vérité sociale* « (*sic*); un réquisitoire marmonné et expédié comme une messe, du ventripotent capitaine rapporteur; enfin, le verdict frappant trente-deux camarades, vingt-huit civils et quatre soldats, de peines dont le total atteignit *cent trente-trois années de prison.*

Loin de conclure l'affaire, ce verdict devait la poser devant la classe ouvrière. Celle-ci avait déjà rendu son jugement en élisant Doriot; elle devait prolonger ce premier geste. Mais à peine fut-elle touchée par quelques articles et discours. On préféra laisser le procès suivre son cours normal, et le 10 juillet, le conseil de revision l'étudiait (1). Les défenseurs avaient déposé un mémoire énumérant toutes les illégalités commises, et Maurice Paz et Mᵉ Noguères y venaient remplir la tâche qu'ils n'avaient pu assumer devant le conseil de guerre.

Le conseil de revision cassa le jugement du conseil de guerre. Dans quelles conditions ?

L'Humanité du 15 juillet nous renseigne à ce sujet :

Nous avons relaté hier l'aveu stupéfiant du commandant Roques au conseil de revision de Mayence : en audience publique cet officier a déclaré que dans une précédente affaire le conseil avait statué sous une « PRESSION EXTERIEURE », qu'il avait jugé « PAR ORDRE » (ce sont les termes mêmes qu'il a employés.)

Ce n'est pas encore toute la vérité. Ce n'est pas seulement une fois *que le conseil de revision a statué « PAR ORDRE »; c'est pour lui une pratique constante et* normale : *nous avons le droit de le dire et nous sommes en mesure d'en apporter les preuves.*

Un autre jugement fait d'avance

C'est celui qui vient d'être rendu le 10 juillet par le conseil de revision de Mayence...

Quoi ? Celui qui a cassé le jugement du conseil de guerre au profit de nos amis ?

Parfaitement. Et d'avoir obtenu satisfaction nous n'en sommes que plus à l'aise pour révéler la triste parodie de justice à laquelle s'est livré le conseil de revision.

Voici comment les choses se sont passées.

Après les plaidoiries, le conseil de revision se retire pour délibérer.

Le greffier le suit aussitôt dans la salle des délibérations, ce qui est formellement interdit par le code de justice militaire, *et,* un quart d'heure après, *le conseil de revision entre en séance.*

Le greffier procède alors à la lecture du jugement qu'il vient de « rédiger » (il ne faut pas l'oublier) EN UN QUART D'HEURE.

Il lit, d'une voix monotone et aussi rapidement que possible, *un interminable jugement... il semble qu'il ne s'arrêtera jamais. IL LIT AINSI SANS ARRET PENDANT CINQUANTE MINUTES UN JUGEMENT QU'IL EST CENSE AVOIR ECRIT EN UN QUART D'HEURE. On comprend la supercherie, monstrueuse et imbécile.*

Mais précisons encore. Parlons chiffres.

A 18 *h.* 35, *le conseil se retire pour délibérer.*

A 19 *heures, on appelle,* illégalement, *le greffier dans la salle des délibérations pour « rédiger le jugement ».*

A 19 *h.* 15, *le conseil rentre en séance.*

A 19 *h.* 30, *on commence la lecture du jugement.*

A 20 *h.* 20, *on finit la lecture du jugement.*

Cet horaire est plus éloquent que toutes les démonstrations, il indique, sans dénégation possible, que le jugement était préparé d'avance, qu'il avait été apporté de « l'extérieur » dans la salle des délibérations.

C'est la preuve même de la forfaiture.

Voilà la « justice militaire », voilà les garanties de la justice sous le Bloc des Gauches ! Nous allons voir ce qu'en disent les honnêtes gens professionnels...

Nous sommes en mesure de dire d'où viennent les « ordres » donnés aux tribunaux militaires, nous sommes en mesure de révéler le mécanisme secret et abject de la « justice » à l'armée du Rhin.

On n'arrêtera pas le scandale.

Si, hélas ! le scandale fut arrêté...

Mais cette menace fit son effet.

De hauts fonctionnaires du ministère de la Guerre, des collaborateurs intimes du général Nollet, s'étonnaient eux-mêmes de l'inexistence d'une campagne de presse.

On s'attendait à des révélations dangereuses... qui ne vinrent pas; on craignait une lutte systématique... qui ne fut pas menée. Mais l'inquiétude de certains chefs fut une des causes de la libération de nos camarades qui ne s'opéra cependant qu'au bout d'un mois, après le verdict du conseil de revision !

V. — Conclusions.

L'importance de l'affaire de Mayence ne devait échapper à personne.

Dès le début, elle posait devant l'opinion ouvrière toute la question de la politique de la Ruhr, elle était une affirmation vivante du principe com-

(1) Cependant Wagenfeld, à qui le capitaine rapporteur avait refusé sa mise en liberté, malgré l'avis des médecins, venait de mourir, tuberculeux.

muniste, *de fraternisation des soldats français et des ouvriers allemands.*

L'opinion ouvrière — jusqu'au procès — n'a pas été touchée. Par répercussion, les soldats de l'armée rhénane, même ceux qui étaient casernés à Mayence, ignoraient tout du complot que l'on montait et des motifs qui animaient les victimes de la répression. Il importe de préciser ici qu'une campagne dans le pays — lorsqu'elle est systématiquement menée — se prolonge toujours dans l'armée, par la voie normale... lorsque ce n'est pas par la propagande antimilitariste elle-même.

Le Parti communiste se devait à lui-même de prendre devant le pays, la responsabilité entière de l'agitation menée dans l'armée rhénane autour du mot d'ordre de fraternisation. L'affaire de Mayence devait être au premier plan de son action.

Après le procès, les conséquences de l'affaire de Mayence s'élargirent encore. Ce n'était plus seulement Poincaré et sa politique qui étaient en cause. C'était toute la justice militaire, tout le régime proconsulaire de Degoutte !

Si la justice militaire avait été particulièrement scandaleuse au cours de cette affaire, c'est qu'elle s'exerçait dans des territoires soumis à... « *une occupation non pacifique* » (ce délicieux euphénisme est de M. Poincaré, lui-même). Quand nous parlions de proconsulat de Degoutte, ce n'était pas seulement une formule. La presse ne passait la frontière qu'avec son autorisation, c'était lui qui dirigeait la justice militaire sans que les garanties les plus élémentaires fussent respectées, c'est lui qui mobilisa la force armée pour l'exécution de ses décisions et le succès de sa politique. La Ruhr était gouvernée par le seul Degoutte.

Avait-on suffisamment réfléchi aux dangers d'une telle puissance concentrée entre les mains d'un général réactionnaire ?

Ce qui est certain, c'est que le mouvement d'idées provoqué dans les masses populaires par la victoire du Cartel permettait le succès d'une campagne menée *contre les conseils de guerre* et *contre Degoutte* — campagne dont notre Parti aurait tiré tout le bénéfice.

A-t-on fait le nécessaire, au moins pour que les victimes soient promptement libérées ?

Pour répondre à cette question, citons cet extrait d'un rapport élaboré au Comité national des Jeunesses communistes, en juillet 1924 et intitulé : « *L'affaire de Mayence et la position du Parti* » :

« *La dernière campagne de l'*Humanité *fut extraordinairement faible, presque inexistante. En un mois (du 17 juin au 24 juillet) treize articles ou communiqués seulement parurent dans l'*Humanité. *Ces articles fourmillent d'erreurs et sont notoirement insuffisants pour la grande majorité d'entre eux.* LES CAMARADES QUI AURAIENT DU DIRIGER TOUTE LA CAMPAGNE SONT SYSTÉMATIQUEMENT ÉCARTÉS. *On peut dire sans exagérations que la plupart des arguments massues qui auraient dû alimenter la campagne n'ont pas été utilisés et que la campagne a été environ le dixième de ce qu'elle aurait dû être.*

Les interventions parlementaires furent, elles aussi, d'une faiblesse extrême.

Les meetings prévus n'eurent pas lieu.

*Comment expliquer cela ? De deux façons seulement : Ou bien l'incapacité de la direction de l'*Humanité, *ou bien le sabotage. Vers la fin de juin, alors que les Jeunesses protestaient déjà, le camarade Calzan, directeur politique de l'*Humanité, *refusa de publier un article de Maurice Paz objectant : « Vu la violence de l'article en question, il pourrait nuire à nos camarades de Mayence, alors que des démarches étaient tentées pour leur libération. »*

Une pareille déclaration constitue proprement un scandale.

Penser que des pourparlers et des compromis sont possibles entre le Parti communiste et le gouvernement de la Bourgeoisie de Gauche, penser que, pendant que de pareils compromis sont engagés, le Parti doit se taire et interrompre sa campagne, voilà qui mérite une vigoureuse protestation et des sanctions. »

Ce n'est pas dans un esprit tendancieux que nous rappelons ces choses. Mais l'appareil de la justice militaire, contre lequel on n'a pas su lutter, entre à nouveau en action pour entraver les campagnes contre la guerre du Maroc. Et on a laissé passer une magnifique occasion de lui porter des coups mortels.

En fait — et l'on s'en aperçoit en lisant les articles trop discrets que l'*Humanité* consacre à la répression actuelle — on n'a pas encore compris que la bourgeoisie ne nous sait jamais gré de notre silence.

L'affaire de Mayence a mis en relief deux dangers qui menacent également une organisation prolétarienne de combat.

Certains militants, encore influencés par l'idéologie social-démocrate, répugnent à l'illégalité, à l'action secrète, à toutes les obligations pénibles qu'elle comporte.

D'autres, au contraire, se plaisent dans le mystère. Un goût romantique pour l'aventure leur fait négliger la liaison avec les masses et craindre toute publicité, comme s'il s'agissait simplement de jouer avec la police une angoissante partie de « cache-tampon ».

Le difficile justement est de passer — dès que cela est possible — de l'illégalité dans la légalité.

Dans le premier trimestre de 1924, il eût été opportun d'arracher l'affaire de Mayence, au secret d'une longue instruction. L'agitation électorale en donnait l'occasion. On avait tout à y gagner et plus rien à y perdre, la police connaissant déjà tout ce qu'elle pouvait connaître.

Quoi qu'il en soit, l'affaire de Mayence marque une date importante dans l'histoire du prolétariat français. Non moins importante, peut-être, que celle des marins de la mer Noire !

Marty et ses compagnons furent des héros, au sens plein du mot. Ils dressèrent contre une aventure criminelle, une protestation que leur isolement, l'absence de toute liaison entre eux et la classe ouvrière, rendait plus tragique et plus glorieuse !

Les condamnés de Mayence ne pouvaient, à ce point de vue, être comparés aux marins de la mer Noire. Mais, à Mayence, ce n'étaient pas quelques hommes que l'on jugeait, on voulait atteindre l'organisation qui avait entrepris la préparation révolutionnaire de l'armée, on voulait frapper le Parti communiste.

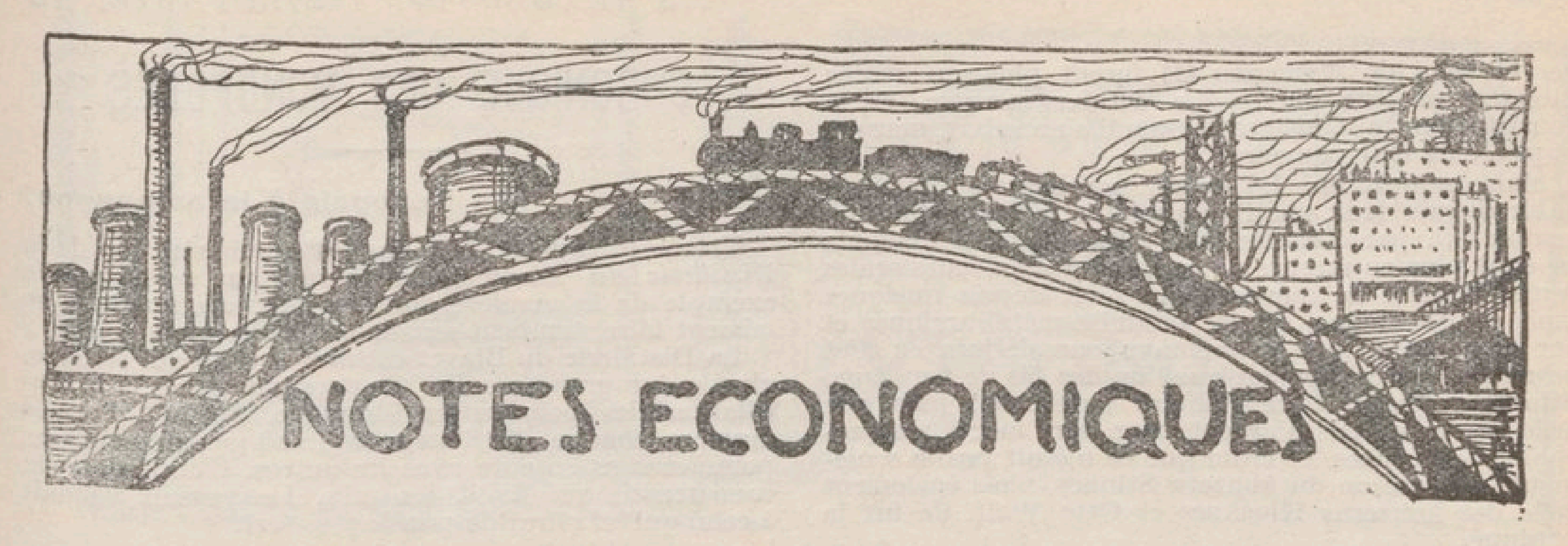
A l'électoralisme, à l'agitation superficielle, au verbalisme, Lénine et les vrais léninistes ont substitué la politique de la pénétration dans tous les groupes prolétariens : *la politique de la présence.*

Ils ont été compris par de jeunes ouvriers — sans ambition doctrinale — et dans la Rhénanie, dans la Ruhr, dans les villes occupées, dans les casernes, dans les prisons, sur les bancs du conseil de guerre, le communisme a été présent et actif.

Ce sera son impérissable honneur !

Il faut s'en souvenir pour oublier toutes les désillusions et les amertumes du temps présent.

UN TÉMOIN.



Le triomphe international de la Banque.

Les deux grands éléments dirigeants de la société bourgeoise actuelle sont l'industrie et la banque; selon que c'est l'une ou l'autre qui a la prépondérance, l'Etat bourgeois, expression des forces économiques dominantes, suit telle politique ou telle autre.

Les années qui suivirent immédiatement la guerre furent marquées par la prépondérance de l'industrie, les industriels ayant été fortement enrichis par la guerre tandis que leurs rivaux, les banquiers, dont l'actif était surtout constitué par des créances en voyaient la valeur diminuer au fur et à mesure que se dépréciait la monnaie.

Le moment que nous vivons est au contraire caractérisé par la dégringolade des industriels et l'ascension des banquiers.

***

Ce fut en Angleterre que le retour offensif de la banque se manifesta tout d'abord. C'était en Angleterre que la position des industriels était la moins solide. Ainsi en effet qu'il a été exposé plusieurs fois ici même, l'industrie britannique connaît des raisons profondes de décadence. Le coup de fouet de la guerre lui avait pourtant permis d'occuper le pouvoir après l'armistice. La *Fédération des Industriels britanniques* fut à ce moment le véritable gouvernement de la Grande-Bretagne. La « Coalition » entre libéraux et conservateurs fut son œuvre; Lloyd George fut son homme.

Mais la crise économique mondiale de 1920-1921 lui porta le coup fatal. Handicapée par ses raisons permanentes de décadence, elle ne put s'en sortir. Voici maintenant cinq ans pleins pendant lesquels il lui fut impossible de redonner une activité normale à ses usines : il y a toujours un million et quart de chômeurs officiels, et la plupart des non-chômeurs doivent travailler à temps réduit.

Cette déchéance économique entraîna la déchéance politique : la chute de Lloyd George en fut le premier acte, l'écrasement quasi total aux dernières élections du parti libéral, le vieux parti traditionnel du capitalisme industriel (1), en fut le dernier.

Pendant que l'industrie anglaise déclinait, la banque au contraire s'élevait. Son avenir économique dépendait avant tout du retour de la livre à la valeur or. Ce retour, en même temps qu'il revalorisait les créances possédées par les banques, devait leur permettre de remplir à nouveau à plein leur rôle d'intermédiaire entre les différents détenteurs de capitaux, les prêteurs ayant par là l'assurance d'être remboursés en une monnaie de même valeur que celle prêtée, puisque en une monnaie d'une valeur réelle, la valeur de l'or. Or, depuis quelques mois la livre est suffisamment proche de sa parité avec l'or pour que l'Etat ait pu autoriser la Banque d'Angleterre à sortir librement son or d'Angleterre; le triomphe économique de la Banque ne sera absolument définitif que lorsque le retour à l'étalon d'or sera total, c'est-à-dire lorsque la Banque d'Angleterre pourra se payer le luxe d'offrir de rembourser ses billets en or, à guichets ouverts, mais il est dès maintenant suffisant pour assurer le pouvoir politique aux *Big Five*, les « Cinq Grosses », ainsi qu'on nomme les cinq grandes Banques de la Cité.

(1) La Banque qui eut presque toujours un pied dans chacun des deux grands partis bourgeois anglais eut soin de lâcher à peu près complètement le parti libéral avant la débâcle. Le ralliement au parti conservateur de Mac-Kenna, président de la plus importante banque de Londres, vieux libéral, et ancien ministre libéral des finances, est caractéristique à cet égard.

***

En France, après l'armistice, ce fut également l'industrie, l'industrie lourde, le *Comité des Forges*, qui, sous les espèces du Bloc National, s'installa au pouvoir. Fort de ses nouvelles et formidables acquisitions en Lorraine ex-allemande, au Luxembourg et dans la Sarre, sans compter celles dans les pays vassaux de l'Europe Centrale, le Comité des Forges put tenir sensiblement plus longtemps que la Fédération des Industriels britanniques. Mais lui aussi avait son talon d'Achille : il lui manquait le coke. La défaite de la Ruhr, en lui ôtant tout espoir de conquérir cet aliment essentiel à la marche de ses hauts fourneaux, sapait la base de sa puissance économique et par là même son pouvoir politique. Les élections du 11 mai enregistrèrent sa défaite.

Avec le Cartel des Gauches la banque s'installait au pouvoir. Par l'établissement de Caillaux (1) aux Finances, et par le déclenchement de la guerre du Rif, ce pouvoir a atteint son apogée.

***

Mais l'industrie allemande, les magnats de la Ruhr, jusqu'à hier, continuaient à tenir bon. C'était le pouvoir des magnats allemands qui formait l'épine dorsale de la domination de l'industrie en Europe, car c'était eux dont la position technique était de beaucoup la plus forte. En plus des raisons générales qui avaient fait partout profiter les industriels de la guerre, il y avait en effet pour les industriels allemands une cause particulière de supériorité. Possesseurs pour la plupart avant la guerre d'usines et de mines de fer en Lorraine allemande, au Luxembourg et dans la Sarre, ils avaient touché de l'Etat allemand au lendemain de la guerre des sommes colossales pour les dédommager de la perte de ces entreprises désormais passées entre les mains du vainqueur; ces sommes, ils les avaient immédiatement réemployées, partie en construisant de nouvelles usines dans la Ruhr pour compléter celles qu'ils y possédaient déjà, et partie pour s'assurer le contrôle d'entreprises déjà existantes. Cela leur avait permis de bâtir ces gigantesques konzerns, où la concentration capitaliste atteint son maximum.

Devenus maîtres ainsi, à une dizaine tout au plus, du plus colossal ensemble métallurgique et minier de l'Europe, ils marchèrent avec une brutalité toute germanique à la conquête du pouvoir politique, par tous les moyens, y compris l'assassinat. L'assassinat d'Erzber-

(1) Les camarades désireux de saisir sur le vif la rivalité des banquiers et industriels feront bien de lire le livre écrit par Caillaux il y a trois ou quatre ans, *Où va la France? Où va l'Europe?* Ce n'est qu'un long cri de haine contre les industriels qui refusent de subir le contrôle des banquiers.

ger et celui de Rathenau (1) furent plus ou moins directement leur œuvre. Ce dernier meurtre, et la constitution du ministère Cuno qui s'en suivit, marqua l'apogée de leur pouvoir.

Mais aujourd'hui les crises nombreuses qu'eut à subir depuis deux ans l'industrie de la Ruhr ont fini, semble-t-il, par ébranler leur puissance. Les magnats ne sont plus en mesure de surmonter avec leurs seules forces la crise de mévente qui sévit depuis quelques mois en Allemagne, sur les produits métallurgiques et sur le charbon. Dans les premiers jours de juin en effet on apprit successivement que l'un des fils de feu Hugo Stinnes se retirait de l'affaire paternelle, puis que celle-ci n'avait pas d'argent pour faire face à ses prochaines échéances, et enfin que ce n'était pas là seulement la situation du konzern Stinnes, mais également celle des konzerns Klockner et Otto Wolf. Ce fut la panique.

Mais la banque veillait; l'heure de sa revanche allait sonner. Les successeurs de Stinnes, de l'orgueilleux Stinnes dont l'idée directrice, dans la fondation de son konzern, avait été de se soustraire au joug de la banque, allaient être obligés de passer sous les fourches caudines de celle-ci.

Les banquiers berlinois offrirent à Hugo Stinnes junior de le sauver de la déconfiture. Dans une grande conférence tenue sous la présidence du président de la Reichsbank elle-même, les banques offrirent au konzern une avance de 90 millions de marks-or, soit près d'un demi-milliard de francs, pour six mois, offre qui fut acceptée. Par cette acceptation la gigantesque entreprise aux 500,000 ouvriers, créée pour échapper à la banque, tombait sous le contrôle de la banque. L'organe de celle-ci, la *Gazette de Francfort*, ne put s'empêcher de danser la danse du scalp : « Dans la conjoncture nouvelle, s'écria-t-elle, il a fallu abandonner la devise orgueilleuse d'Hugo Stinnes : Diviser pour régner ».

La signification de cet événement était si évidente qu'un journal financier français, qui comme tous les journaux bourgeois français est fort peu enclin à considérer les événements sous l'aspect de luttes entre les classes et les sous-classes, ne put cependant faire autrement que d'en donner ce commentaire : « Les décisions prises consacrent à nouveau, dans une question importante, *la victoire des banques sur les magnats de l'industrie* ».

Ainsi donc nous assistons partout en Europe au triomphe de la banque. Aux Etats-Unis par contre la puissance des industriels, autant qu'on puisse s'en rendre compte, paraît rester entière. L'activité de Morgan n'ébranle point le pouvoir de la Standard Oil.

***

Examinant cette même question, il y a quelques années, alors que la banque commençait seulement son retour offensif, j'écrivais que la victoire resterait à l'industrie. Mon opinion ne s'est pas modifiée. L'industrie possède une base économique beaucoup plus certaine que la banque dont le rôle, comme celui de tous les intermédiaires, est appelé à diminuer d'importance au fur et à mesure des progrès dans les moyens de communication et d'échange.

C'est donc beaucoup plutôt, à mon sens, l'industrie qui subordonnera la banque que la banque qui subordonnera l'industrie, mais cela ne se passera évidemment pas sans soubresauts, sans que par moments la banque revienne au pouvoir, même parfois durant des périodes assez longues. C'est au début d'une période de cette sorte que nous nous trouvons.

Il est d'ailleurs probable qu'avant le triomphe définitif de l'industrie, le prolétariat aura mis d'accord les deux formes rivales du capitalisme, en les supprimant toutes deux.

(1) Rathenau était personnellement un industriel, puisque grand chef de l'A. E. G., la plus grande boîte d'électricité de l'Allemagne, mais l'A. E. G., qui n'avait pu échapper à l'absorption par Stinnes que par l'aide des banques, était précisément le type des entreprises industrielles placées sous le contrôle des banquiers. Rien d'étonnant donc à ce que Rathenau ait été politiquement le représentant de la banque, et non de l'industrie.

CHRONIQUE DES MONOPOLES

Le Monopole à la campagne.

Un récent rapport du Conseil d'Administration de la *Distillerie du Blavet* nous fournit un remarquable exemple de la manière dont les paysans, lorsqu'ils se laissent faire, tombent sous la coupe des monopoles.

La Distillerie du Blavet est une société qui se livre, ainsi qu'un grand nombre d'autres industriels, à la distillation des pommes en Bretagne. Jusqu'à l'année dernière chaque distillateur achetait séparément ses pommes sans entente avec les autres. C'était donc la concurrence qui fixait les prix. Le paysan vendait à celui qui lui offrait le prix le plus fort.

Les distillateurs réalisaient ainsi un profit normal, mais pas de surprofit. Ce n'était guère « moderne ». L'an dernier, sous l'impulsion de l'un d'eux, nommé Laloux, ils se modernisèrent : ils établirent un monopole. Pour cela ils constituèrent le *Groupement des utilisateurs de fruits à cidre et à poiré*, groupement dont les adhérents s'engagent à n'acheter leurs fruits chacun que dans une région déterminée qui lui est assignée par le groupement. Les paysans se trouvent ainsi partout devant un seul acheteur, dont ils sont obligés d'accepter les prix.

Les résultats ne se sont pas fait attendre : les bénéfices bruts réalisés par les deux usines de la Distillerie du Blavet ont été en 1924 de 3,128,350 francs, au lieu de seulement 831,407 francs en 1923; ils ont donc presque quadruplé; il est certain qu'il a dû en être à peu près de même pour tous les autres distillateurs. Le surprofit dû à la monopolisation a été de taille.

Il convient cependant de ne pas généraliser. Il ne faut pas oublier en effet que cela se passe en Bretagne, la région de France où le paysan est le plus arriéré. Là au contraire où le paysan est évolué, c'est un phénomène très différent qui se produit : par ses coopératives le paysan tend à éliminer le commerçant ou l'industriel intermédiaire.

La Coopérative Centrale des fermiers américains est devenue l'un des plus grands, sinon le plus grand négociant en grains du plus important marché de blé du monde, Chicago; les éleveurs australiens sont en train de faire construire une énorme filature où ils fileront la laine de leurs propres troupeaux et dans certaines régions de France même, les coopératives paysannes ont pris ces derniers temps un développement tel que le marchand en gros a été totalement chassé, ou a dû voir rogner considérablement ses bénéfices : coopératives laitières dans le Jura, dans les Charentes, dans les Alpes-Maritimes, coopératives vinicoles dans tout le Midi, coopératives oléicoles en Provence, de plantes à parfum dans la région de Grasse, etc...

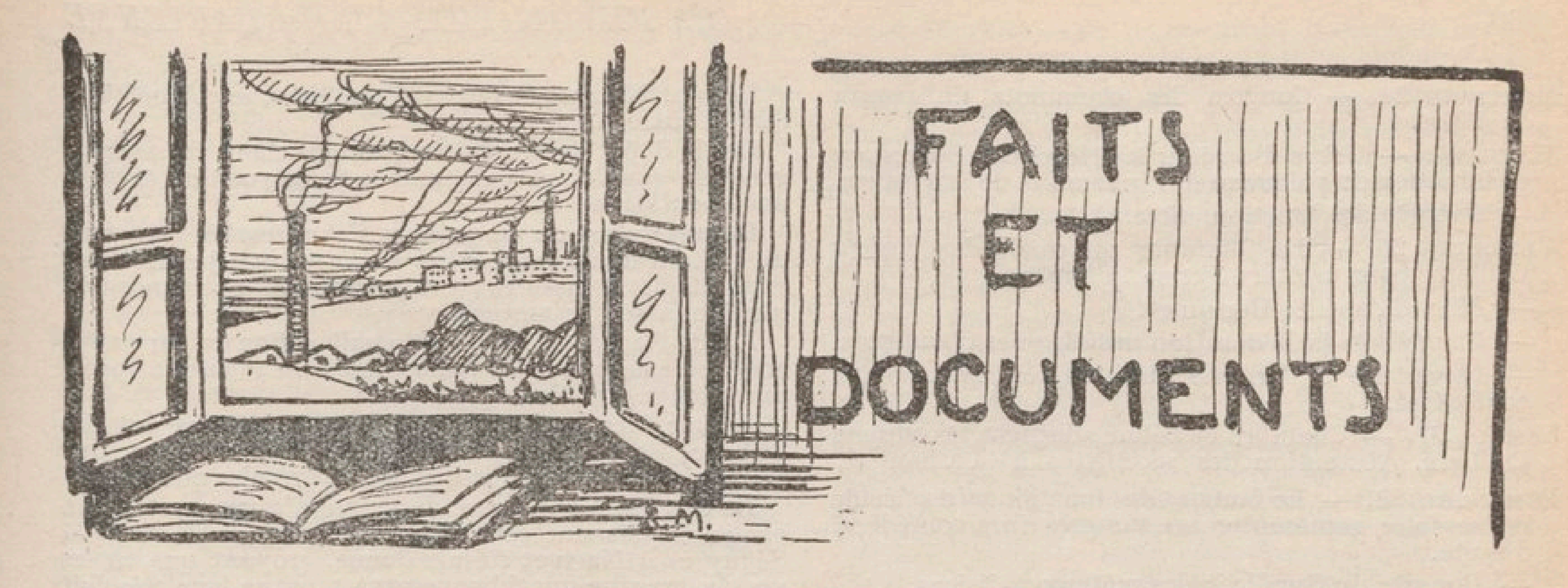
Propriétaire de l'essentiel, les moyens de production, le paysan possède pour lutter contre les monopoles, par les moyens même de l'Economie capitaliste, des ressources que l'ouvrier prolétaire ne saurait avoir.

Les bénéfices du trust anglais du pétrole.

Les deux grandes sociétés qui constituent le trust anglais du pétrole, la *Shell* et la *Royal Dutch*, viennent de publier leurs bilans pour 1924 : les bénéfices nets réalisés par la Shell sont de 5,046,993 livres sterling, et ceux de la Royal Dutch de 87,983,567 florins, soit environ en tout 1 milliard 200 millions de francs, au cours actuel du change.

Si on ajoute à cela que ces deux sociétés ne possèdent pas tout le capital des filiales qu'elles contrôlent, que par conséquent dans leurs propres bénéfices ne rentre qu'une partie des bénéfices de celles-ci, que d'autre part la puissante *Anglo-Persian Oil*, qui ne fait point partie constitutive du trust, y est cependant intimement liée, on se rend compte de l'ampleur formidable que revêtent les opérations d'une « machine » qui permet de tels bénéfices, et de la puissance non moins formidable qu'elle confère aux maîtres de la machine.

R. LOUZON.



LES FAITS DU MOIS

Lundi 1er juin. — *Angleterre :* Au Congrès communiste de Glasgow, les délégués français et allemands réussissent à se faire entendre.

Chine : Manifestations violentes contre l'impérialisme européen à Shangaï.

Mardi 2. — Le Comité national des mineurs confédérés repousse le front unique.

— Les P. T. .T parisiens parlent de grève générale contre la suppression par le Sénat du crédit de 70 millions destiné au relèvement des salaires.

Danemark : Les marins se joignent à la grève générale.

Mercredi 3. — Le groupe socialiste se prononce contre les projets financiers de Caillaux.

Portugal : La C. G. T. décide la grève générale pour protester contre la déportation des militants syndicalistes.

Chine : A Shangaï plus de 100,000 grévistes dans les usines étrangères. 21 grévistes tués et 65 blessés par la police.

Jeudi 4. — Inauguration du pavillon soviétque à l'Exposition des Arts décoratifs. Incident de Monzie.

Angleterre : Une conférence des Trade-Unions examine le projet des mineurs de reconstituer la quadruple alliance.

Vendredi 5. — Guerre au Maroc : combats dans la région de Tanouat.

Danemark : Le grand conflit ouvrier qui durait depuis plusieurs mois se termine par un projet de conciliation.

Samedi 6. — Congrès des réseaux de l'Etat et du P. O.

— Une délégation de femmes communistes se rend à la présidence du Conseil pour protester contre la guerre au Maroc.

Chili : Grève générale dans les exploitations de nitrates ; l'état de siège proclamé dans trois provinces.

Dimanche 7. — Débat sur l'orientation syndicale au Congrès des Indirectes. Piquemal l'emporte sur Waroquier.

Belgique : Le parti ouvrier accepte la participation au ministère Poullet : il aura cinq portefeuilles.

Lundi 8. — Arrestations de communistes à Tours, Concarneau, Commentry, Marseille, etc.

Chine : Les révolutionnaires de Canton seraient attaqués par des troupes du Yunnam.

Mardi 9. — Doriot lit à la Chambre une lettre du chef de cabinet du maréchal Lyautey.

— Painlevé part en avion pour le Maroc.

Mercredi 10. — Sadoul serait poursuivi par la justice civile sous l'inculpation d'intelligences avec l'ennemi.

— Ouverture à Toulouse du Congrès des agents des P. T. T. confédérés.

Jeudi 11. — *Chine :* Un meeting de 25,000 étudiants et ouvriers, à Shangaï, décide l'interruption des relations économiques avec l'Angleterre et le Japon et si satisfaction n'est pas obtenue, d'étendre la grève générale à tout le pays.

Jeudi 13. — Conférence de Douai : les vieux syndicats de mineurs acceptent la réduction à 0 fr. 60 de la prime de 1 fr. 20.

Dimanche 14. — Elections cantonales dans la Seine ; médiocres résultats pour les communistes.

— Caillaux annonce à Beauvais la « grande pénitence ».

Mardi 16. — Les socialistes se divisent au vote sur les déclarations de Painlevé : 17 votent pour, 2 contre et 84 s'abstiennent.

— Vatin-Pérignon est « démissionné » de chef du cabinet civil de Lyautey.

— Application des règlements sur les lignes de la T. C. R. P.

Mercredi 17. — Les communistes sont exclus de la réunion des Commissions qui entendent Painlevé La C. A. du parti socialiste se déclare résolue à renoncer à la politique de soutien.

— Le ministre du Commerce déclare rompre toutes relations avec la Fédération postale unitaire.

Jeudi 18. — Au vote sur le renvoi à la suite d'une interpellation de Renaud Jean, les socialistes s'abstiennent, montrant ainsi, paraît-il, qu'ils ne suivent pas le gouvernement.

Etats-Unis : Mort du sénateur La Follette.

Vendredi 19. — Les socialistes organisent un referendum sur leur politique de soutien. Le débat sur le Maroc est renvoyé à mardi. Vatin-Pérignon est nommé directeur de l'administration générale du Maroc.

— Dernier jour de l'application des règlements à la T. C. R. P.

Chine : Grève générale et boycottage des marchandises anglaises, japonaises et américaines sont décidés à Canton.

Samedi 20. — *Belgique :* La grève de la métallurgie de Charleroi s'étendra le 1er juillet à l'ensemble du pays.

Dimanche 21. — Manifestation de révolutionnaires Chinois à l'ambassade de Chine à Paris.

Lundi 22. — Le Conseil national économique constitué par le gouvernement tient sa première séance.

— Arrestation de trois ouvriers chinois.

Mardi 23. — Déclarations de Painlevé à la Chambre sur le Maroc. Interpellation de Doriot.

— Congrès national du Syndicat des cantonniers.

Chine : Des fusillers marins français et anglais tirent à Canton sur des manifestants chinois. Plus de 30 morts et 70 blessés.

MERCREDI 24. — Congrès des cheminots du réseau de l'Est.

JEUDI 25. — Grève d'un jour à l'Hôtel des Postes, en réclamation du paiement de l'indemnité de 125 francs.

— Congrès des fonctionnaires.

VENDREDI 26. — La Chambre est saisie des projets Caillaux pour arrêter la crise financière.

— Mort d'Amédée Bousquet.

— Congrès de la Fédération unitaire des Cheminots.

— Ouverture à Carmaux du Congrès des mineurs confédérés.

SAMEDI 27. — Chambre et Sénat adoptent les projets Caillaux. Abstention des socialistes à la Chambre.

DIMANCHE 28. — Le Congrès des fonctionnaires décide de se faire représenter au Congrès interconfédéral d'unité.

— Congrès du Syndicat des métaux parisiens.

LUNDI 29. — Le Conseil national du Textile-Vêtement préconise une grève générale de 24 heures en protestation contre la guerre du Maroc.

MARDI 30. — Interpellation Berthon sur l'application des lois scélérates à la propagande communiste.

— Le Congrès des mineurs confédérés décide un mouvement limité de grève générale pour le 27 juillet si les réductions de salaires ne sont pas rapportées

---

La lettre de Vatin-Pérignon

La lettre du chef du cabinet civil du maréchal Lyautey, que Doriot a lue à la tribune de la Chambre, est intéressante à deux titres. Elle montre admirablement comment on s'y prend pour cuisiner la presse et l'opinion publique. C'est un document de choix. Mais ce qui est plus important, elle montre quel est l'état d'esprit de Lyautey et de son entourage, comment on s'est préparé à la « grosse affaire » de la conquête du Rif, « d'accord avec les autres puissances ».

*La révélation d'une telle confession avait jeté le désarroi à la cour du roi Lyautey. M. Vatin-Pérignon fut contraint d'offrir sa démission, d'avance acceptée naturellement. On ne comprend pas que l'*Humanité *n'ait pas marqué avec vigueur ce premier résultat de sa campagne. A-t-elle pensé que le mérite d'avoir limogé un lieutenant de Lyautey reviendrait non à l'effort communiste mais à Painlevé et au Cartel des Gauches ? Stupide pensée, et qui a permis au clan militaire de se ressaisir et de revenir à la charge. « Démissionné » le 16 juin, Vatin-Pérignon était réintégré le 19, comme directeur de l'administration générale du Maroc. L'*Humanité *ne remarquait pas plus la rentrée que la sortie de l'homme de confiance de Lyautey. Elle l'avait abattu, mais avait paru ne pas s'en apercevoir et lui avait ainsi permis de se relever, lui et la politique du maréchal qui s'exprime dans cette lettre fameuse :*

RÉSIDENCE GÉNÉRALE DE FRANCE AU MAROC

Le chef du Cabinet civil

25 mai 1925.

Mon cher ami,

Je reçois à l'instant tes intéressantes lettres du 19-22.

D'abord, qu'il soit bien entendu que de pareilles lettres venant de toi me sont toujours infiniment précieuses, et que tu n'as vraiment pas à t'excuser de me les écrire. Tu comprends bien que vis-à-vis du « front » parisien, je fais un « tout » de mes moyens d'action et je m'efforce, pour la cohérence, l'efficacité et aussi l'allègement de ma tâche, à les constituer en « équipes » — et toi, le neveu, toi si bien placé par ton poste actuel et par ceux que tu assembles, tu es, je te l'assure, l'une des pièces maîtresses de mon action. C'est ainsi que je t'ai toujours considéré. Aujourd'hui plus que jamais.

Ceci posé, n'oublie pas que tu as, à Paris même, des sources d'information pour le détail comme pour la synthèse tout à fait au point et munies.

Ce sont Nacivet et Séguy d'une part, le colonel Vincent d'autre part.

Dès le début des hostilités, j'ai rappelé cette consigne générale que l'on devait tenir à ta disposition *toute* la documentation.

Depuis quinze ou vingt jours, j'ai adressé à des agents un certain nombre de *lettres-synthèses* que je crois très explicites et complètes et où je réponds par avance aux questions que tu me poses.

Enfin, Vincent « pige » et « sait ». Son remarquable article d'ensemble dans l'*Illustration* du 16 m'en apporte une preuve excellente.

Je sais bien que les uns comme les autres ont des défauts. Mais je suis bien obligé de me servir de ce que j'ai, puisque, par ailleurs, ils ont de grandes qualités.

Et ceci est mon excuse de ne pas t'avoir écrit, à toi, car je croyais sincèrement que tout ce que j'écrivais à Séguy et à Nacivet t'était donné, croyant que tu les voyais presque quotidiennement puisque leur rôle fait qu'ils sont actuellement la source de tous les tuyaux sûrs et de « *leurs commentaires opportuns* ».

Etablis donc avec eux une liaison de « giberne » et demande-leur de te communiquer mes papiers.

Quant aux journalistes, « une bonne poignée », qui sont actuellement à Fez, je crois qu'ils sont bien orientés et que leurs correspondances seront de nature à dissiper certains malentendus ou certaines légendes.

Quoi qu'il en soit (une certaine lettre que j'écrivis à Piopp, qui est communiquée à Séguy et à Nacivet, répond à ces critiques) je réponds à tes questions :

1° Critique de la *surprise* qui se décompose en trois temps.

a) Nous n'avons pas été renseignés;

b) Nous avons eu tort d'établir un chapelet de petits postes qui ont été vite encerclés et qu'il a fallu dégager.

c) Nous avons eu tort d'aller en mai 1924 au nord de l'Ouergha.

Réponse :

Le maréchal a été tellement bien renseigné et avait tellement bien prévu ce qui allait se passer que, *depuis janvier* 1924 (Voir ses rapports au gouvernement) il avait perçu :

1° Qu'Abd el Krim, devant la carence espagnole (évacuation, entente) nous attaquerait ;

2° Que son attaque serait *soudaine, brusquée* (leçon des événements de la zone espagnole).

3° Qu'elle serait « à allure de propagande » par la terreur, dans les tribus soumises.

C'est pourquoi, EN MAI 1924, *alors qu'Abd el Krim, trop occupé avec les Espagnols, ne pouvait réagir*, il a voulu constituer, au nord de Fez, point vital et but probable de l'envahisseur, un front stratégiquement meilleur que celui que nous offrait la rive sud de l'Ouergha.

En mai 1924, ce front a été constitué sur une ligne stratégique, sorte de « hauts de Meuse » marocains, au nord de l'Ouergha — sans coup férir.

Depuis mai 1924, ce front a été renforcé, fortifié et relié à l'arrière par un système de routes, ponts, voies ferrées.

Ce front était, au point de vue fortification, constitué par une série de postes s'appuyant les uns les autres. Postes destinés :

a) *A tenir le pays* sous notre obédience aussi longtemps que possible.

b) *A surveiller l'avant* (service de renseignements).

c) *A arrêter l'ennemi* le temps nécessaire pour porter les groupes mobiles à pied-d'œuvre.

d) *A le fixer.*

Ce dispositif a été choisi, je le répète, *parce que le maréchal* SAVAIT *que l'attaque serait brusquée.*

Ne confondons pas « surprise » et « soudaineté ».

L'ATTAQUE « *soudaine* » ne nous a pas *surpris* :

a) Parce que nous savions qu'elle serait soudaine.

b) Parce que, depuis un an, nous avions établi un front fortifié conçu précisément pour arrêter une attaque soudaine.

Le dispositif a magnifiquement joué son rôle. Les groupes mobiles ont pu arriver à pied-d'œuvre sans

« pépins ». Et ces groupes ont pu « tenir le coup » jusqu'à l'arrivée des *renforts*.

Ces *renforts* étaient *prévus et prêts*, soit en Algérie, soit en France. C'est là un secret de la mobilisation générale que l'on n'avait pas et que l'on n'a pas à révéler.

1er Echelon : *Algérie*.

2e Echelon : *France*.

Ces deux échelons restaient dans leurs garnisons. Or, pourquoi les entasser au Maroc, *avec toutes les dépenses que cela représente*, si l'éventualité en vue de laquelle ils étaient prévus ne se réalisait pas ?

Le dispositif fortifié des postes, celui des groupes mobiles casernés au Maroc devaient permettre à ces deux échelons d'arriver à pied-d'œuvre en temps utile.

C'est ce qui s'est produit puisque nous avons *des ports* (Casa-Kenitra), *des routes* (partout, jusqu'au FRONT : (Aïn Aïcha, Kiffane, vers el Bâli), des chemins de fer : voie de 0,60, Oudjda-Fez; voie de 0,60, Kénitra-Ouezzan; voie *normale*, Casa à Fez (inaugurée le 25 avril).

Les *voies de communication* créées par le maréchal permettaient cette concentration par échelons — et la concentration, troupes et matériel, s'est faite le plus facilement du monde.

Qu'après cela, on n'aille plus dauber sur la « surprise », « l'imprévoyance », le « service des renseignements » et les « postes de 1924 ».

Quant à la « pensée politique », comme tu le dis, un peu de patience, que diable ! Toute la question est de savoir ce que fera l'adversaire, *puisque nous ne pouvons pas aller chez lui*.

Ou bien il traitera. Mais qu'est-ce que cela vaudra pour l'avenir ?

Ou bien il continuera à nous attaquer, tantôt sur un point, tantôt sur un autre : C'EST LA GUERRE PERPÉTUELLE.

Ou bien NOUS POURRONS ALLER CHEZ LUI, d'accord avec les autres puissances et C'EST UNE TRES GROSSE AFFAIRE.

Que l'on ne demande pas au maréchal de faire comme Primo de Rivera qui a annoncé ce qu'il allait faire, ce qui lui a coûté ce que tu sais. Son repli, pris dans un effroyable remous d'insurrection, et effectué dans des conditions tellement onéreuses, sanglantes, et pour tout dire déshonorantes, qu'il vaut mieux dans l'intérêt de nos relations avec l'Espagne, les oublier.

Il est un point bien certain : c'est que le maréchal est entièrement, effectivement et matériellement d'accord avec le gouvernement, et que ce dernier fait tout ce qu'il faut, tout ce qu'il doit. Le devoir de tous les bons Français qui n'oublient pas que nous jouons l'avenir du Maroc, c'est-à-dire notre avenir méditerranéen : Algérie, Tunisie, c'est sur ce point *de le soutenir à fond*.

Quant aux personnalités : Herriot, Boncour, la liaison est assurée. Blum, comme tu le dis, est au courant par Berthelot et cette liaison ne peut que se resserrer. Je ne t'en dis pas plus pour aujourd'hui.

Un article dans la *Dépêche de Toulouse* serait excellent. Tu en as les éléments dans cette lettre et dans l'article de Vincent *(Illustration* du 16, et d'une giberne d'une heure (Voir lecture de papiers) avec Séguy ou Vincent.

Charge-toi de Romier, Bainville, Simond, grâce à ces divers éléments. Mais que des « messieurs » comme eux donnent l'exemple aux freluquets. Ce n'est pas le moment de « giberner », c'est celui de se « taire » et de « tenir ». Leur effort doit tendre à *faire sortir la question riffaine du domaine politique* pour la replacer sur le PLAN NATIONAL.

Tiens-moi au courant. A toi en toute affection.

Signé : VATIN-PERIGNON.



Le Congrès ouvrier et le front unique. Le Comité d'Action de la Région Parisienne a convoqué (un peu tardivement, le fait a été reconnu) à la date du 5 juillet un Congrès Ouvrier ayant pour tâche de dresser l'ensemble du prolétariat contre la nouvelle et criminelle guerre du Maroc.

A ce Congrès, toutes les tendances du mouvement ouvrier devaient être représentées. Nous nous permettons de penser que la tactique du front unique n'a pas été appliquée comme il aurait fallu.

Ne bluffons pas. Bluffer c'est le moyen de réduire l'importance réelle de ce congrès. Il ne pouvait pas y avoir 1.250.000 ouvriers représentés à ce congrès. En ce cas tout le prolétariat parisien l'aurait été et l'on en était loin. Il y aurait eu davantage de confédérés et de socialistes. Parmi les confédérés, il n'y a guère que le délégué du Comité de Vigilance du Livre confédéré qui soit intervenu à la tribune. Et parmi les socialistes surtout des camarades belges. Ne pouvait-il pas y avoir plus de confédérés et de socialistes ?

A une assemblée des Conseils syndicaux, réunie pour préparer la campagne en faveur du Congrès du 5 juillet, Raynaud, secrétaire de l'U. D. de la Région parisienne, fit un long discours qui ne laissa pas le temps aux représentants des syndicats d'apporter leur point de vue. Un camarade fit pourtant observer : « Il semble qu'on se résigne trop facilement à constituer des Comités d'action composés uniquement des organisations de la C. G. T. U., du P. C., des J. C. et de l'A. R. A. C. Il faudrait s'efforcer au contraire d'entraîner d'autres groupements de la classe ouvrière. Et pour cela, il n'est qu'un moyen : appliquer la tactique du front unique à la fois par en haut et par en bas. La C. G. T. U. a fait à la C. G. T. des propositions d'action commune contre la Guerre du Rif, autour desquelles d'ailleurs l'agitation nécessaire n'a pas été faite. Il serait utile que le Bureau de l'Union unitaire propose le front unique au Bureau de l'Union confédérée, et que parallèlement chacun de nos syndicats se mette en rapport avec le syndicat lafayettiste correspondant. »

Quelle fut la réponse de Raynaud ? — « Pour l'instant, nous n'avons pas à faire appel au Bureau confédéré. Il faut d'abord déterminer le mouvement d'unité à la base. Après nous pourrons nous adresser aux chefs. »

C'est selon cette tactique que s'engagea la campagne pour le Congrès du 5 juillet. Chaque matin le Comité d'Action lança dans l'*Humanité* des appels aux ouvriers socialistes et confédérés. Par la suite, en même temps qu'on nous faisait connaître les propositions simultanées d'action commune de la Fédération communiste à la Fédération socialiste de la Seine et de l'U. D. unitaire à l'U. D. confédérée, on nous apprenait que ces propositions étaient restées sans résultat. Seulement (s'en est-on bien rendu compte !) la tactique employée aboutissait à fournir aux réformistes un argument, mauvais sans doute, mais un argument tout de même, pour justifier leur refus. — « Comment ! pouvaient-ils expliquer, on nous demande de participer à un Congrès alors qu'il est déjà organisé sans notre concours. »

Ceci dit, nous pensons que, quelles que soient les fautes de tactique commises, l'unité de la classe ouvrière se réalisera pour appliquer les deux actions envisagées par le Congrès ouvrier : grève générale de protestation de 24 heures, envoi d'une commission d'enquête au Maroc. Les socialistes ne peuvent se contenter du rapport que leur a ramené Cluzel, le plus discrédité de leurs députés. Il faut exiger la cessation immédiate des hostilités au Maroc. C'est le sang des ouvriers et des paysans qui est répandu sur le sol rifain. La riposte du Prolétariat doit être et sera vigoureuse. Et cela, malgré les chefs, qui tenteraient de saboter son action !

⁂

L'Unité syndicale et la Fédération des Fonctionnaires La Fédération des Fonctionnaires sera représentée au Congrès interconfédéral d'unité qui se tiendra le mois prochain. Ses délégués y joueront un rôle d' « observateurs » si une seule C. G. T. est présente, un rôle actif si les deux C. G. T. y participent.

C'est une heureuse décision prise par le Congrès Fédéral des Fonctionnaires, qui a su l'arracher à ses propres dirigeants. Laurent, Glay et Waroquier y étaient hostiles. Mais l'intervention de Métayer, des Douanes, traduisait trop le désir d'unité des syndicats de fonctionnaires, même de ceux qui ne sont pas de la minorité, pour que la Fédération ne reçût pas mandat de rester fidèle à l'engagement qu'elle prit, lors de la scission, de travailler pour le rétablissement de l'unité syndicale.

Waroquier et Laurent se sont laissé gagner par le scepticisme et ont oublié l'engagement pris alors. Le Congrès a été sage de le leur rappeler.

La neutralité de la Fédération des Fonctionnaires, ainsi que le réclamait la résolution suivante votée par le Congrès des Indirectes, — résolution qui exprime le point de vue de l'active minorité des Fonctionnaires — doit être une neutralité active et non pas une neutralité passive :

Considérant que la situation des travailleurs et celle des fonctionnaires en particulier va tous les jours en empirant du fait de l'aggravation de la crise économique et financière ;

Considérant que les éléments dirigeants de la bourgeoisie se refusent à tout sacrifice pour les redressements nécessaires et qu'ils entendent reporter sur les salariés les charges qui leur incombent ;

Considérant que la crise de cherté de vie résulte de la politique d'une minorité parasitaire, organisée nationalement et internationalement, et qui fait peser sur l'ensemble des travailleurs la lourde tyrannie de ses monopoles de fait ;

Considérant que le problème des traitements et salaires revient à réfréner les bénéfices usuraires du mercantilisme et à prélever sur le superflu des uns pour assurer le nécessaire des autres ;

Considérant qu'en plus des incidences de la crise économique et financière, le monde du travail voit surgir la menace du fascisme et les retours dangereux du militarisme ;

Considérant enfin qu'en face de la coalition des profiteurs de toute espèce les travailleurs ne dressent que des orces éparses qui s'usent les unes contre les autres,

Proclame l'urgente nécessité de reconstituer l'unité ouvrière sur le plan national et international, afin de dresser le bloc du travail contre le bloc du capital ;

Affirme que l'ennemi n'est pas dans les rangs des salariés mais qu'il est en face et que c'est contre celui-là et celui-là seul, qu'il faut se dresser ;

Marque avec la plus vive satisfaction la part prépondérante prise par les trade-unions anglaises et l'internationale des transports au mouvement d'unité et condamne toute manœuvre tendant à frapper de suspicion cette tentative de rapprochement ;

Déclare que les organisations syndicales n'ont pas à s'arrêter aux considérations politiques dont les adversaires de l'unité font état pour faire échouer l'entente ;

Répète que le syndicalisme doit se suffire à lui-même, qu'il n'a pas à prendre à l'extérieur ses directives et ses mots d'ordre et qu'on ne saurait reprocher aux trade-unions anglaises d'avoir obéi à des suggestions politiques ;

Demande que la Fédération des Fonctionnaires au lieu de rester dans l'expectative, participe de tout son pouvoir au rapprochement, étant bien entendu que toute ingérence politicienne sera écartée ;

Toutefois, considérant que sa position de neutralité a permis à la Fédération de se garder de la scission et que cette autonomie lui donne l'autorité nécessaire pour s'entremettre entre les fractions rivales,

Le Congrès se prononce nettement pour le maintien de l'autonomie fédérale tant que la fusion des deux C. G. T. ne sera pas réalisée, sous la réserve que cette neutralité sera active et non passive ; il n'admet pas qu'on s'installe dans l'autonomie ;

Il exprime sa ferme volonté de voir une C. G. T. unique se dresser au-dessus de tous les partis et réaliser l'accession du travail au pouvoir.

La deuxième bataille dans les Transports en commun. La Société des Transports en Commun de la Région Parisienne n'a pas su accepter la première défaite que lui a infligé le Syndicat unitaire au lendemain du 1er Mai. Pour obtenir la reprise du travail, elle s'était bien engagée à ne prendre aucune sanction contre les camarades chômeurs, mais dès que le travail fut repris, sa vengeance s'exerça sans répit : 80 grévistes furent congédiés en quelques jours ; dans les ateliers les primes étaient réduites ou supprimées ; sur les voitures, les « bons de tabac » pleuvaient dru sur les receveurs et les machinistes, les privant eux aussi de primes sur la recette.

La direction de la Société voulait prendre sa revanche et essayer ainsi — à la veille des élections à la Commission mixte — de diminuer l'influence grandissante du jeune et vigoureux Syndicat unitaire. Mais la riposte ne s'est pas fait attendre. Pour répondre à ces provocations, le Syndicat décida d'appliquer à la lettre les règlements sur la circulation des voitures, ce qui eut pour résultat de réduire considérablement le trafic. Exécutée avec un ensemble parfait, la décision du Syndicat atteignait au point vulnérable la richissime Société. Le *Petit Parisien* écrivait que cette tactique lui faisait perdre 70.000 francs par jour. Le *Matin*, lui, avouait plus de 100.000 francs de pertes quotidiennes. En vérité le trafic a été réduit de plus de moitié.

Pour comble de malheur, juste à la veille de ce mouvement, le préfet de police venait de prendre un arrêté interdisant aux autobus de « se doubler ». Cela ne pouvait pas mieux tomber, car même s'il s'était trouvé quelque watman pour passer outre au mot d'ordre du Syndicat, il ne pouvait « doubler » une voiture qui se trouvait devant lui. Le préfet de police s'aperçut un peu tard de sa bévue et, sur l'ordre de Mariage, s'empressa de rapporter sa malencontreuse décision. N'empêche qu'elle a bien servi nos camarades.

Depuis cette deuxième bataille où encore une fois la S. T. C. R. P. eut le dessous, la fureur de M. Mariage est à son comble. Le Conseil de discipline siège en permanence : des contrôleurs sont rétrogradés, des machinistes passent receveurs, etc. ; la répression devient plus féroce qu'après la grève de mai.

M. Mariage est d'autant plus acharné à frapper les militants unitaires que les élections à la Commission mixte ont lieu le 9 juillet et qu'il a peur comme de la peste de voir ses travailleurs y déléguer des candidats unitaires. Il faudra, cependant, qu'il s'y résigne. La collaboration déférente des Jaccoud et consorts au sein de la Commission mixte est terminée. Une ère nouvelle s'ouvre dans les rapports entre la S. T. C. R. P. et son personnel. — F. C.

:-: ENTRE NOUS :-:

La moitié de ce numéro est consacrée à la guerre du Maroc. Nous n'avons voulu retarder ni l'étude de Louzon sur l'Afrique du Nord, ni celle d'*Un témoin* sur le procès de Mayence. Celle de Louzon permet de comprendre le mouvement d'émancipation du Maroc. L'autre relate le récent et précieux exemple de fraternisation entre soldats français et ouvriers allemands lors de l'occupation de la Ruhr.

D'autres articles sont forcément retardés. Mais ils peuvent attendre ; la tâche urgente, c'est la préparation de la lutte contre la guerre coloniale du Maroc.

⁂

Renouvelez, Renouvelez.

La plupart des abonnés dont l'abonnement expirait en juin nous ont envoyé leur renouvellement. Que les retardataires se hâtent, afin de nous éviter la peine de faire recouvrer par la poste.

Quelques-uns se sont étonnés de n'avoir pas reçu la circulaire de fin d'abonnement et ont adressé sans attendre leur renouvellement. Une erreur s'est produite. Dans les premiers mois, des abonnements ont été inscrits d'après leur date d'arrivée sans tenir compte que l'abonnement partait du premier numéro. Que nos abonnés nous aident à réparer eux-mêmes cette erreur.

Le Gérant : V. GODONNÈCHE   Imp. Nouvelle (assoc. ouv.), 11, rue Cadet. — 1480-7-25.